

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MAI 1921.

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les classes de 1920, 1921 et 1922, les lois de milice coordonnées en 1913.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, a pour objet de préciser les obligations de milice et de recrutement des classes de 1920, 1921 et 1922, qui doivent rentrer sous les armes dans un avenir rapproché. Les deux premières, notamment, sont appelées à comparaître, cette année encore, devant les juridictions de milice, afin que leur incorporation puisse avoir lieu aux dates fixées, c'est-à-dire : dès les premiers jours de décembre prochain, au plus tard, pour la classe de 1920 ; au début de juin 1922, pour celle de 1921.

Tout comme la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919, promulguée au lendemain de la libération victorieuse, le projet de loi actuel ne présente qu'un caractère transitoire et ne vise que des contingents déterminés.

Les raisons pour lesquelles le Gouvernement vous propose cette solution temporaire, résultent des circonstances du moment et s'inspirent des mêmes considérations qui ont prévalu, lorsque, par la loi du 30 décembre 1920, le législateur s'est borné, en ce qui regarde le terme de service actif, les congés et les rappels, à fixer le régime transitoire applicable aux classes de 1918 à 1922 inclusivement.

Cette dernière question se trouvant ainsi provisoirement résolue, il a paru opportun de régler dans les mêmes limites les autres obligations de milice imposées aux classes pour lesquelles la durée du temps de service a déjà été fixée par la loi.

Ainsi, la loi définitive sur la milice et le recrutement de l'armée sera soumise aux Chambres, au moment où elles auront à se prononcer définitivement, sur toutes les conditions institutives de l'armée nouvelle, c'est-à-dire à partir de la classe 1923. Le vaste et grave problème que représente l'établissement de notre statut militaire futur pourra, dès lors, être envisagé dans tout son ensemble

et le législateur n'en se prononcera qu'après avoir pu étudier et approfondir, sous tous leurs aspects et dans toutes leurs conséquences, les multiples éléments d'une question dont la solution lui sera dictée par la formelle volonté de prémunir à jamais le pays, contre le retour d'un cataclysme pareil à celui qui faillit causer sa perte.

Au demeurant, d'importants travaux sollicitent déjà l'activité du Parlement. Or, on l'a dit, il y a urgence à établir, sans tarder davantage, le régime de milice des classes prochaines. Si bien que les circonstances mêmes obligent, pour celles-ci, à simplifier le problème dans la mesure compatible avec les exigences formelles d'une défense rigoureusement assurée. C'est le but que le projet de loi actuel se propose. Tout comme la loi du 1^{er} mars 1919, il se fonde donc sur les lois de milice coordonnées de 1913 et ne les modifie, que pour consacrer certains principes fondamentaux dont l'application est désormais indispensable.

Pour le reste, il se conforme aux dispositions déjà adoptées pour la levée spéciale de 1919 et qui peuvent, sans inconvénient, demeurer en vigueur pour les classes de 1920 à 1922.

* * *

Le premier des principes essentiels à consacrer, est celui du service général, intégralement appliqué, ce qui exige la suppression de tous les privilèges existants et des restrictions encore apportées à une obligation sacrée, déjà formulée dans la loi de 1913.

Les exemptions pour motifs autres que l'inaptitude physique, les dispenses et les réductions de service accordées par les lois en vigueur jusqu'ici, doivent être abolies. Elles sont funestes au point de vue militaire; elles méconnaissent, au point de vue social, le devoir impérieux, pour tous les citoyens valides, de concourir à la défense du pays. Il faut que tous les hommes, reconnus aptes au service, soient dorénavant instruits en temps de paix et mobilisables en temps de guerre. Le déchet considérable résultant du maintien des privilèges actuels, affecte notablement le rendement utile de chaque classe; il oblige de même, à faire appel, pour constituer l'armée combattante, à un plus grand nombre de classes, c'est-à-dire, à des hommes relativement âgés, qu'il ne faudrait pas y utiliser, si des milliers de jeunes gens valides n'échappaient à leur obligation patriotique. La nécessité d'incorporer tous les hommes physiquement aptes, dérive encore du fait qu'en temps de paix, comme en temps de guerre, les services dits auxiliaires, absorbent des effectifs importants; or, on ne peut prélever ceux-ci sur les troupes combattantes proprement dites, sans les affaiblir et sans s'exposer aux protestations justifiées de l'opinion publique.

Ce sont, du reste, ces considérations qui ont guidé le Gouvernement lorsque, résolu à déposer le projet de loi réduisant à 10, 12 ou 13 mois, suivant les armes, la durée du terme de service actif pour les classes de 1918 à 1922, il a déclaré formellement que cette mesure devait entraîner la suppression de toutes les catégories privilégiées. Si rien n'a été modifié, à cet égard, aux avantages accordés à certains miliciens des classes de 1918 et 1919, c'est qu'il y avait pour eux droit acquis et chose jugée. Il n'en est plus ainsi pour les classes suivantes.

La mesure reconnue et affirmée dans la déclaration du Gouvernement comme le corollaire obligé de la loi du 30 décembre 1920, doit leur être appliquée.

Le projet de loi modifie dans ce sens les articles 15 et 16 des lois de milice coordonnées.

Mais il est aussitôt attentif à concilier les intérêts particuliers avec l'intérêt général. L'article 16 nouveau accorde, en effet, dans un large esprit d'équité, des exemptions temporaires d'un an, renouvelables à trois reprises avant que doive intervenir une désignation pour le service, à toutes les catégories d'inscrits auxquels un appel immédiat sous les armes causerait un préjudice réellement établi.

D'autre part, le rétablissement du volontariat de milice — suspendu pour la levée spéciale de 1919, mais déjà remis en vigueur pour les jeunes gens visés par la loi du 10 août 1920 — autorisera ceux qui ont des motifs valables pour le désirer, à accomplir anticipativement leur terme de service, à partir de l'âge de 18 ans.

L'ajournement prévu pour les soutiens de famille, remplace la réduction de service accordée aux pourvoyants de la levée spéciale de 1919; cette dernière mesure a gravement nui aux intérêts de l'armée; il n'en est point qui ait suscité plus de réclamations et d'abus.

En revanche, il a paru équitable de maintenir, pour les classes de 1920 à 1922, certains avantages consentis, dans un sentiment de reconnaissance patriotique, à des miliciens de la levée spéciale de 1919. Le législateur a accordé l'exemption du service à ceux d'entre eux dont le père ou deux frères ont été tués par l'ennemi ou licenciés comme invalides de guerre; il a accordé une réduction du terme de service aux jeunes gens emprisonnés pour avoir tenté de franchir la frontière en vue de rejoindre l'armée, ou qui ont appartenu à un service de renseignements fonctionnant, en Belgique occupée, pour l'une des armées alliées. Le projet étend le bénéfice de ces dispositions aux miliciens des classes qu'il régit, tout en le limitant à ceux qui peuvent raisonnablement et en bonne justice, y prétendre.

De même, sont maintenues, les dispositions favorables de la loi du 10 août 1920, relative aux insoumis d'avant guerre (réfractaires, défaillants, retardataires), qui ont fait leur devoir pendant la campagne. Par contre, ceux qui ont failli à celui-ci, précisément à l'heure critique où le pays réclamait le concours de tous ses enfants, continueront d'être soumis au régime prévu par cette même loi.

Enfin, en ce qui regarde les aspirants à l'état ecclésiastique et les ministres des cultes reconnus, des mesures particulières sauvegarderont leurs intérêts légitimes, tout en leur permettant d'accomplir leur devoir de citoyen. Le projet affecte d'office les ministres des cultes, les religieux, les élèves en théologie aux troupes d'administration du service de santé.

Il ne fait que s'inspirer d'un régime qui a fonctionné à la satisfaction générale, pendant la guerre, au camp d'instruction belge d'Auvours, en France.

Réunis en un ou plusieurs centres qui leur seront spécialement réservés, et par groupements différents suivant leur culte, ces jeunes gens recevront l'instruction théorique et pratique de brancardier-infirmier, qu'il serait difficile de leur donner, d'une manière approfondie, s'ils étaient éparpillés dans les

régiments et les hôpitaux. Sous la direction compétente d'un personnel médical militaire peu nombreux, ils acquerront dans un laps de temps relativement court et qui pourra être divisé en deux périodes, les connaissances requises pour remplir leur mission humanitaire en temps de guerre. Il sera également tenu compte, dans toute la mesure compatible avec l'instruction spéciale de ces infirmiers-brancardiers, de la nécessité, pour eux, d'accomplir les exercices spirituels que comporte leur formation religieuse. A cet effet, le nombre d'aumôniers nécessaire sera attaché à ce service, selon le culte auquel appartiendront les jeunes gens de cette catégorie.

La loi prévoit qu'en cas de mobilisation, les miliciens des plus anciennes classes (de 30 à 45 ans), appartenant au clergé d'un culte reconnu et indispensable au service de celui-ci, pourront, sous certaines conditions, être maintenus dans leurs foyers.

Quant à l'affectation des marins aux unités chargées de la défense des côtes, fleuves, passes navigables, etc., elle s'explique, à la fois, par des raisons de compétence professionnelle et par les exigences d'un recrutement rationnel, pour les unités en cause.

*
*
*

Le deuxième principe fondamental concerne la durée du terme de milice, autrement dit les obligations totales de service militaire. La nécessité s'impose impérieusement, d'accroître dès à présent, et à partir de la classe la plus ancienne qu'il faudrait actuellement licencier, la durée du terme de milice prévu par la loi de 1913. Avec les 13 classes qui, d'après celle-ci, doivent constituer l'armée active et sa réserve, il est impossible aujourd'hui de satisfaire aux besoins d'une mobilisation effective et complète. Ces ressources — les plus anciennes classes, notamment, fournissant à peine quelques milliers d'hommes — sont évidemment insuffisantes pour constituer l'armée de campagne et la réserve d'alimentation destinée à combler les pertes éventuelles, dont l'importance probable résulte de l'expérience même de la guerre; pour assurer le fonctionnement des multiples services et rouages de l'arrière que nécessite la guerre moderne; pour que la mobilisation industrielle, agricole, administrative, réponde à tous les besoins.

Pour satisfaire à ces exigences impérieuses, il faut que tous les hommes valides de 20 à 45 ans, soient astreints à concourir éventuellement à la défense du pays. La durée du terme de milice doit donc être portée à 25 années, comportant 15 années dans l'armée active et sa réserve, et 10 années dans l'armée territoriale, cette dernière ainsi dénommée parce que sa mission est essentiellement distincte de celle qui incombe à l'armée combattante.

Il faut abroger, également, la restriction de la loi de 1913, qui n'autorise à rappeler, qu'en temps de mobilisation, les classes qui n'appartiennent plus à l'armée active. Semblable disposition est incompatible avec les nécessités modernes. Pour ne citer qu'un exemple, il se peut qu'une mobilisation industrielle, totale ou partielle, doive précéder la mobilisation proprement dite de l'armée. Dans maintes circonstances, ce ne sont plus des considérations d'ancienneté de classe de milice qui doivent prévaloir; c'est la mission dévolue à certaines catégories

d'hommes, eu égard à leur métier, leur profession, l'affectation spéciale qui est prévue pour eux, qui doit intervenir au premier chef.

Ainsi s'expliquent les modifications apportées à l'article 2 de la loi de 1913. Quant aux dispositions de l'article 3, elles deviennent sans objet, du moment que les obligations de milice s'étendent sur vingt-cinq années.

. . .

Le projet consacre également l'obligation, pour les miliciens possédant les aptitudes requises, de concourir à la formation des cadres de réserve. Une disposition légale se substituera ainsi aux mesures que le Ministre de la Défense Nationale a déjà dû appliquer provisoirement aux jeunes gens de la levée spéciale de 1919.

La nécessité de préparer, pour les besoins de la mobilisation, un cadre nombreux de jeunes officiers de réserve, est trop évidente, pour qu'il y ait lieu d'y insister. Il faut, dès lors, que les miliciens dont l'aptitude à faire partie de ce cadre semble dériver de leur formation intellectuelle ou professionnelle, soient obligatoirement mis à la disposition de l'autorité militaire, chargée de leur donner l'instruction spéciale nécessaire. Les catégories de miliciens ainsi visées, seront définies par la loi relative au statut des officiers de réserve, loi qui déterminera également leurs obligations particulières, ainsi que les avantages qui en découleront.

. . .

Le projet a dû se préoccuper aussi de favoriser le recrutement des engagés et rengagés volontaires. L'expérience tend à prouver que nombre de jeunes gens hésitent à se lier d'emblée à l'armée pour la durée de 3 à 5 ans actuellement imposée. Il a donc paru opportun de réduire cette durée à 2, 3 ou 4 ans, suivant que les candidats volontaires sont âgés de 18, 17 ou 16 ans. De cette façon, ceux-ci pourront terminer leurs obligations de service actif, vers l'âge de 20 ans, qui est celui où les miliciens entrent normalement sous les armes.

Dès ce moment, alors, ceux d'entre eux qui voudront continuer leur carrière dans l'armée, pourront acquérir la qualité de *rengagés*, avec les avantages qu'elle confère, et jouir d'une situation nettement supérieure à celle des miliciens de leur âge. On peut espérer résoudre favorablement ainsi le problème important qui consiste à favoriser le rengagement des éléments de valeur, dont la vocation aura eu le temps de s'affirmer et que l'armée aura un intérêt réel à s'attacher.

* . *

Telles sont les modifications essentielles que le projet de loi, préoccupé de répondre à des nécessités incontestables et immédiates, apporte à la législation en vigueur.

Les juridictions de milice fonctionneront comme pour la levée spéciale de 1919, sauf qu'elles auront la composition normale prévue par la loi de 1913 et déjà

rétablie, du reste, par la loi du 10 août 1920. D'autre part, afin de permettre une affectation rationnelle des hommes, en égard non seulement à leurs aptitudes physiques, mais à leurs aptitudes professionnelles ou intellectuelles, un personnel militaire spécial assistera les Commissions de recrutement. Sa tâche sera de compléter les indications trop sommaires, consignées jusqu'ici sur les bulletins d'incorporation. Car il est indispensable que des renseignements précis et détaillés sur le métier, la profession, le degré d'instruction, certaines aptitudes spéciales des hommes, soient recueillis par l'autorité militaire, pour qu'elle puisse affecter le milicien, en connaissance de cause, à l'arme, au corps ou au service pour lequel il apparaît particulièrement convenir.

C'est précisément, parce que la logique impose de tenir largement compte des aptitudes professionnelles ou intellectuelles du milicien, que les juridictions de milice doivent limiter. — comme jadis, d'ailleurs, — leur décision relative à l'aptitude physique, aux mentions que le projet indique. L'expérience a, du reste, fait ressortir les inconvénients que le système innové par la loi de 1913, entraîne au point de vue militaire, sans qu'aucun avantage justifié les compense.

* * *

En vous proposant ce projet de loi, le Gouvernement à conscience de répondre à vos propres sentiments. Il importe de répéter, qu'ayant le même caractère transitoire que la loi du 30 décembre 1920, relative au terme de service actif, ce projet respecte la liberté du législateur qui aura à se prononcer sur la législation militaire définitive, tout en sauvegardant dès à présent, les intérêts impérieux et essentiels de la défense nationale. C'est dans cette rigoureuse mesure seulement que, s'inspirant des lois existantes, il y apporte les modifications strictement indispensables pour assurer la sécurité du territoire et l'indépendance de la Patrie.

Aucun peuple, assurément, ne souhaite, plus que le nôtre, que toute possibilité de guerre à jamais disparaisse. Mais il n'en est point, non plus, qui soit plus unanime dans sa volonté de se garder résolument contre tout péril capable d'engendrer à nouveau les souffrances, les ruines, les deuils, les maux abominables, dont la Belgique porte encore le douloureux fardeau.

Le Premier Ministre, .

Ministre de l'Intérieur,

H. CARTON DE WIART.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

ANNEXE AU N° 284.**BIJLAGE VAN N° 284**

Projet de loi modifiant en ce qui concerne les classes de 1920, 1921 et 1922, les lois de milice coordonnées en 1913.

Wetsontwerp ter wijziging, wat de klassen 1920, 1921 en 1922 betreft, der in 1913 geordende militiewetten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, et de Notre Ministre de la Défense Nationale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, et Notre Ministre de la Défense Nationale, sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article premier.

Les classes de 1920, 1921 et 1922 sont régies par les dispositions des lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, sauf qu'y sont apportées les modifications ci-après :

CHAPITRE PREMIER.

De la composition de l'Armée.

L'article 2 des lois de milice coordonnées est abrogé et remplacé par le texte suivant :

A. La durée du terme de milice est

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden. Heil.

Op voorstel van Onzen Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken, en van Onzen Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken, en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast het wetsvoorstel waarvan de inhoud volgt in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers in te dienen :

Artikel één.

De klassen 1920, 1921 en 1922 vallen onder toepassing van de bepalingen der bij Koninklijk besluit van 1 October 1913 geordende militiewetten, behoudens de verderstaande toegebrachte wijzigingen :

HOOFDSTUK I.

Over de samenstelling van het leger.

Artikel 2 der geordende militiewetten wordt ingetrokken en vervangen door den volgende tekst :

A. De duur van den militietermijn

de vingt-cinq années se répartissant comme suit :

1° Quinze années dans l'armée active et sa réserve ;

2° Dix années dans l'armée territoriale.

Ce terme de milice est imposé à partir de la classe de 1905. Il ne peut, toutefois, être prolongé au delà du 15 décembre de l'année dans laquelle l'homme atteint l'âge de 50 ans révolus.

B. La durée du terme de milice prend cours :

1° Pour les volontaires, à partir du 15 décembre qui suit la date où ils ont dix-huit ans accomplis, ou qui suit la date de leur engagement, s'ils ont plus de dix-huit ans ;

2° Pour les miliciens et les volontaires de milice des classes 1920, 1921 et 1922, respectivement le 15 septembre 1920, le 15 septembre 1921 et le 15 septembre 1922.

C. Le passage d'une classe dans la réserve de l'armée active et dans l'armée territoriale, ainsi que le congédiement de cette classe ont lieu le 15 décembre.

II. — L'article 3 des lois de milice coordonnées est abrogé.

CHAPITRE II.

De l'inscription.

III. — L'article 13 des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

Il est dressé une liste des ajournés qui doivent faire l'objet d'une nouvelle décision des juridictions contentieuses.

bedraagt vijf-en-twintig jaar, verdeeld als volgt :

1° Vijftien jaar bij het werkdadig leger en de reserve ervan ;

2° Tien jaar bij de landweer.

Deze militietermijn is opgelegd te beginnen met de klasse 1905. Hij kan, evenwel, niet verlengd worden tot na den 15^{en} december van het jaar waarin de man den vollen ouderdom van 50 jaar bereikt.

B. De duur van den militietermijn gaat in :

1° Voor de vrijwilligers, met ingang van den 15^{en} december na den datum waarop zij hun volle achttien jaar bereiken, of na den datum hunner dienstneming, indien zij ouder zijn dan achttien ;

2° Voor de miliciens en de militievrijwilligers der klassen 1920, 1921 en 1922, onderscheidenlijk den 15^{en} september 1920, 15^{en} september 1921 en 15^{en} september 1922.

C. De overplaatsing van eene klasse in de reserve van het werkdadig leger en in de landweer, evenals de ontslagingsdezer klas geschieden op 15 December.

II. — Artikel 3 der geordende militiewetten wordt ingetrokken.

HOOFDSTUK II.

Over de inschrijving

III. — Artikel 13 der geordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt :

Er wordt eene lijst opgemaakt der ingeschrevenen die het voorwerp moeten worden van eene nieuwe beslissing der gedingbeslissende rechtsmachten.

Toutefois, sont exemptés à titre définitif et ne doivent pas être portés sur cette liste, les miliciens de la levée de 1914 ou d'une levée antérieure qui ont été exemptés pour cause physique lors des opérations relatives à cette levée et, ultérieurement, comme miliciens de la levée spéciale de 1919.

CHAPITRE III.

**Des exemptions, des libérations,
des dispenses et des exclusions. •**

IV. — Les littéra A, B, C et E de l'article 15 des lois de milices coordonnées sont mis hors d'application.

Sont maintenant en outre :

1° Le droit à l'exemption du service, prévue à l'article 2, n° IV, litt. f) de la loi du recrutement du 1^{er} mars 1919, en faveur du milicien dont le père ou deux frères germains ont été tués par l'ennemi, sont décédés des suites de blessures reçues à l'ennemi, sont portés disparus pendant la guerre, ont sacrifié leur vie pour la Patrie pendant l'occupation allemande, ou ont été licenciés comme invalides de guerre, si le taux de l'invalidité est de 50 % au moins. Toutefois, l'exemption dont il s'agit n'est accordée que si aucun frère de l'intéressé n'a bénéficié antérieurement d'une exemption de ce chef ;

2° Le droit à la dispense ou à la réduction du service, prévue soit au n° V, litt. a) et b) de la loi du 1^{er} mars 1919, soit à l'article 3 de la loi du 10 août 1920, en faveur des miliciens et des volontaires de milice nés avant 1^{er} janvier 1903. Le terme de service actif restant à accomplir à la suite d'une réduction

Worden, echter, voorgoed vrijgesteld en moeten niet op deze lijsten staan : de miliciens der lichting 1914 of van eene vroegere lichting, die wegens lichamelijke oorzaak werden vrijgesteld ten tijde der werkzaamheden betreffende deze lichting en, later, als miliciens van de bijzondere lichting 1919.

HOOFDSTUK III.

**Over de vrijstellingen, de ontheffingen,
de ontslagingen en de uitsluitingen.**

IV. — Litt. A, B, C en E, van artikel 15 der geordende militiewetten zijn niet meer toepasselijk.

Blijven, bovendien, behouden :

1° Het recht op vrijstelling van dienst, voorzien bij art. 2, n° IV, litt. F van de wervingswet van 1^o Maart 1919, ten voordeele van den milicien wiens vader of twee volle broeders door den vijand werden gedood, bezweken zijn aan de gevolgen van voor den vijand ontvangen kwetsuren, opgeschreven staan als vermist gebleven onder den oorlog, onder de Duitsche bezetting, hun leven voor het Vaderland hebben gegeven, of werden afgedankt als oorlogsinvaliden, wanneer het invaliditeitspeil ten minste 50 t. h. bedraagt. De vrijstelling waarvan sprake wordt, echter, maar verleend wanneer geen enkel broeder van den belanghebbende vroeger deswege werd vrijgesteld.

2° Het recht op ontslag of dienstinkorting, voorzien hetzij bij n° V, litt. a) en b) der wet van 1^o Maart 1919, hetzij bij artikel 3 der wet van 10^o Augustus 1920, ten voordeele der miliciens en der militievrijwilligers geboren vóór den 1^o Januari 1903. De werkelijke diensttermijn die nog uit te dienen

ainsi accordée, ne peut, en aucun cas, être inférieur à quatre mois ;

3° Le bénéfice de l'exemption en faveur du milicien qui, s'étant engagé antérieurement comme volontaire, a été licencié par application de l'article 2, n° IV et VI de la loi du 1^{er} mars 1919, ou de l'article 8 de la loi du 10 août 1920, alors qu'il avait encore des obligations de milice.

V. — L'article 16 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application et remplacé par le texte suivant :

Des exemptions temporaires d'un an, renouvelables trois fois consécutivement, avant que doive intervenir, soit une décision d'exemption définitive pour cause d'inaptitude physique, soit une désignation pour le service, sont accordées :

A. Aux miliciens qui, en raison de leur constitution physique trop faible, d'infirmités ou de maladies, sont reconnus temporairement inaptes au service militaire ;

B. Aux miliciens des catégories ci-après, s'ils ont été reconnus aptes au service militaire :

1° Celui qui, après ses études moyennes, se destine au Ministère Ecclésiastique ou aux Missions et qui est étudiant en philosophie ;

2° Celui qui se prépare à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État ;

3° Celui qui se prépare dans une école de Marine ou sur un vaisseau-école

blijft, ten gevolge eener aldus verleende inkorting, mag in geen geval, beneden de vier maanden blijven.

3° Het voordeel der vrijstelling ten voordeele van den milicien die, vroeger als vrijwilliger binnengekomen, werd afgedankt bij toepassing van artikel 2, n° IV en VI der wet van 1^{er} Maart 1919, of van artikel 8 der wet van 10^{en} Augustus 1920, dan als hij nog militieverplichtingen had.

V. — Artikel 16 den geordende militiewetten is niet meer toepasselijk en wordt vervangen door den volgende tekst :

Er worden tijdelijke vrijstellingen voor één jaar verleend, drie maal achtereen hernieuwbaar, vóór dat er, hetzij eene beslissing tot definitieve vrijstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid, hetzij eene aanwijzing voor den dienst moete tusschenbeide komen.

a) Aan de miliciens die, om reden van hun te zwak lichaamsgestel, gebrekigheden of ziekten tijdelijk ongeschikt bevonden worden tot den dienst bij het leger ;

b) Aan de miliciens der verderstaande categories, indien zij tot den militairen dienst geschikt worden bevonden ;

1° Hij die zich, na zijne middelbare studien, bestemt tot den geestelijken staat of tot de Zendingen en student is in de wijsbegeerte ;

2° Hij die zich bestemt tot het lager onderwijs of het middelbaar onderwijs van den lageren graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen die aan het toezicht van den Staat onderworpen zijn ;

3° Hij die zich in eene scheepvaart-school of op een schoolschip van den

de l'État, à subir l'examen d'officier au long cours;

4° Celui qui suit des cours dans une école Coloniale de l'État ou soumise à l'inspection de l'État;

5° Celui qui est au service de l'État dans la Colonie;

6° Celui qui, à la date de l'entrée au service actif de sa classe, aurait un frère sous les armes, comme milicien; sauf accord contraire, c'est le plus jeune des frères appelés simultanément qui bénéficie de l'exemption temporaire;

7° Au veuf avec un ou plusieurs enfants entièrement à sa charge;

8° A celui qui est incontestablement l'indispensable soutien :

a) De ses père et mère ou de l'un d'eux;

b) Si ces derniers sont décédés, des aïeuls ou de l'un d'eux;

c) D'un ou plusieurs frères et sœurs;

Est assimilé au père ou à la mère, la personne qui a recueilli et élevé le milicien;

9° Dans tous les autres cas, à celui qui établit dûment que, soit dans un intérêt d'enseignement, d'études ou d'apprentissage, soit pour les besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle il se livre pour son compte ou pour le compte de ses parents, soit en raison de sa résidence dans la Colonie ou à l'étranger, il est indispensable qu'il ne soit pas enlevé immédiatement à ses travaux.

C. Pour l'octroi des exemptions tem-

Staat voorbereidt tot het afleggen van het examen voor officier ter lange omvaart;

4° Hij die cursussen volgt in eene koloniale school van den Staat of aan het Staatstoezicht onderworpen;

5° Hij die in Staatsdienst is in de Kolonie;

6° Hij die op den datum der indiensttreding zijner klasse, een broeder als milicien onder de wapens mocht hebben; behoudens een andere overeenkomst is het, de jongste der broeders die tegelijk worden opgeroepen, wien het voordeel der tijdelijke vrijstelling ten goede komt.

7° De weduwnaar met één of meer kinderen gansch te zijnen laste;

8° Hij die onbetwistbaar de onmisbare steun is :

a) Van vader en moeder ofwel van één van beiden;

b) Zoo deze laatsten overleden zijn, van de grootouders of één van beiden;

c) Van één of meer broeders en zusters;

Is gelijkgesteld met den vader of met de moeder, de persoon die den milicien heeft opgenomen en grootgebracht;

9° In al de andere gevallen, hij die behoorlijk bewijst dat hij, hetzij in een belang van onderwijs, studiën of het aanleeren van een beroep, hetzij voor de noodwendigheden van een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf dat hij uitoefent voor eigen rekening of voor rekening zijner ouders, hetzij om reden van zijn verblijf in de Kolonie of buiten het land, hoegenaamd niet aan zijne bezigheden kan onttrokken worden.

C. Voor het verleenen der tijdelijke

poraires, les enfants naturels reconnus sont assimilés aux enfants légitimes, par dérogation au litt. B de l'article 14 des lois de milice coordonnées.

D. Les miliciens qui ont été exemptés provisoirement pour une des causes prévues aux articles 16 et 84 des lois de milice coordonnées, conservent, toutefois, le droit au renouvellement de cette exemption, dans les conditions fixées par les dites lois ;

E. Sont assimilés aux ajournés visés au littéra *D* ci-dessus et traités comme tels, les miliciens qui, ayant droit à une exemption provisoire, ont été désignés pour le service et envoyés ultérieurement en congé illimité, par décision du Ministre de la Défense Nationale, en exécution de l'article 4, avant-dernier alinéa, de la loi du 13 novembre 1919. S'ils sont désignés pour le service, compte leur est tenu du temps qu'ils ont déjà passé sous les drapeaux.

VI. — L'article 17 des lois de milice coordonnées est rédigé comme suit :

A. Dans les cas prévus par le 7° et le 8° du numéro V de la présente loi, le milicien désigné pour le service acquiert, par le décès d'un membre de sa famille, même lorsqu'il est incorporé, un titre à l'exemption temporaire égal à celui qu'il aurait eu si le décès avait précédé sa désignation.

B. La réclamation, accompagnée des pièces à l'appui, est adressée au Gouverneur qui la soumet directement à la Cour d'appel.

vrijstellingen zijn de onwettige erkende kinderen gelijkgesteld met de wettige kinderen, bij afwijking aan het litt. *B* van artikel 14 der geordende militiewetten.

D. De miliciens die voorloopig werden vrijgesteld om een der redens voorzien in artikelen 16 en 84 der geordende militiewetten, behouden, echter, het recht tot de vernieuwing dezer vrijstelling, in de bij die wetten bepaalde voorwaarden ;

E. Zijn gelijkgesteld met de uitgestelden bedoeld in litt. *D* hierboven, en worden als dusdanig behandeld, de miliciens die, recht hebbende op eene voorloopige vrijstelling, aangewezen werden voor den dienst en later met onbepaald verlof gezonden, bij beslissing van den Minister van Landsverdediging, ter uitvoering van art. 4, voorlaatste alinea, der wet van 13 November 1919. Zoo zij voor den dienst worden aangewezen, wordt er rekening gehouden met den reeds onder de wapens doorgebrachten tijd.

VI. — Artikel 17 der geordende militiewetten wordt opgesteld als volgt :

A. In de gevallen voorzien bij het 7° en het 8° van nummer V van onderhavige wet, verkrijgt de voor den dienst aangewezen milicien, door het overlijden van een lid zijner familie, zelfs wanneer hij ingelijfd is, hetzelfde recht op vrijstelling als dit hetwelk hij zou gehad hebben, hadde dit overlijden zich vóór zijne aanwijzing voorgedaan.

B. Het bezwaarschrift wordt, met bewijsstukken, den Gouverneur toegestuurd, die het rechtstreeks het Beroepshof voorlegt.

En cas d'admission par cette Cour, le milicien est rangé parmi les exemptés ordinaires de sa levée, à moins qu'il n'ait déjà effectué du service actif.

Dans ce dernier cas, il reste attaché à la levée avec laquelle il a commencé son service actif, mais il doit, comme l'exempté ordinaire, justifier annuellement de son droit, devant la Commission de recrutement; si son exemption est retirée, il reprend son service actif au point où il l'a interrompu.

VII. — L'article 49 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application.

CHAPITRE IV.

Des conseils de milice et des conseils d'aptitude.

VIII. — Des commissions de recrutement sont substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent au conseil d'aptitude s'appliquent aux commissions de recrutement, en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

En outre, l'article 7 de la loi du 10 août 1920 reste d'application.

IX. — La Commission de recrutement a la même composition que le Conseil d'aptitude. Elle est assistée, en outre, du personnel militaire, spécialement chargé, à l'intervention du Ministre de la Défense Nationale, de recueillir et de consigner sur les documents devant servir à l'incorporation des miliciens, les renseignements nécessaires pour procéder à une affectation rationnelle

In geval van gunstige beslissing door dit Hof wordt de milicien gerangschikt onder de gewone vrijgestelden zijner lichting, tenzij hij reeds werkelijken dienst heeft gedaan.

In dit laatste geval blijft hij ingedeeld bij de lichting met dewelke hij zijn werkelijken dienst heeft ingezet, doch hij moet, even als de gewone uitgestelde, ieder jaar zijn recht doen blijken vóór de Wervingscommissie; wordt zijne vrijstelling ingetrokken, dan herneemt hij zijnen werkelijken dienst op het punt waar hij hem had onderbroken.

VII. — Artikel 49, der geordende miliciewetten is niet meer toepasselijk.

HOOFDSTUK IV.

Over de Militie- en geschiktheidsraden.

VIII. — Er worden wervingscommissies ingesteld in de plaats der militie- en geschiktheidsraden.

Al de beschikkingen der geordende miliewetten die betrekking hebben op de geschiktheidsraden zijn toepasselijk op de wervingscommissies, voor zooveel zij strooken met onderhavige wet.

Artikel 7 der wet van 10 Augustus 1920 blijft, buitendien, toepasselijk.

IX. — De wervingscommissie is samengesteld op dezelfde wijze als de geschiktheidsraad. Zij is, daarenboven, bijgestaan door het militair personeel, bijzonder belast, door tusschenkomst van den Minister van Landsverdediging, met het inzamelen der bewijsstukken die moeten dienen tot de inlijving der miliciens, en die ze moeten invullen met de inlichtingen redematig aan te

des hommes, eu égard à leurs aptitudes professionnelles ou à leur formation intellectuelle.

X. — Par modification à l'article 28 des lois de milice coordonnées, la Commission de recrutement détermine l'aptitude des hommes au service, en constatant :

- 1° S'ils sont aptes au service;
- 2° S'ils ne sont aptes qu'à un service dit auxiliaire;
- 3° S'ils sont inaptes temporairement ou définitivement.

XI. — Les opérations relatives aux levées de 1920 et 1921 auront lieu à l'époque fixée par le gouvernement.

D'autre part, les miliciens de la classe de 1920 et les ajournés rattachés à cette classe qui, à la suite d'une exemption temporaire, doivent faire l'objet d'une nouvelle décision des juridictions de milice, seront convoqués avec la classe de 1922.

CHAPITRE V.

De l'appel devant la Cour d'Appel et le Conseil de revision.

XII. — Sauf en ce qui concerne le cas prévu au n° VI de la présente loi, des commissions provinciales d'appel sont substituées aux Cours d'Appel, en tant que jugeant en matière de milice, et aux conseils de revision dont elles ont la composition.

Toute les dispositions des lois de milice coordonnées, qui se rapportent aux conseils de revision, s'appliquent

wijzen onder inachtneming van hunnen beroepsaanleg of hunne verstandelijke ontwikkeling.

Bij wijziging aan artikel 28 der geordende militiewetten, beslist de wervingscommissie of de manschappen geschikt zijn voor den dienst, daarbij vaststellende.

- 1° Of zij geschikt zijn voor den dienst;
- 2° Of zij maar geschikt zijn voor een zoo geheeten hulpdienst;
- 3° Of zij tijdelijk of voorgoed ongeschikt bevonden zijn.

XI. — De verrichtingen voor de lichtingen 1920 en 1921 zullen plaats hebben op den door de Regeering vastgestelden datum.

Anderzijds zullen de miliciens der klasse 1920 en de bij deze klasse gerekende uitgestelden die, ten gevolge eener tijdelijke vrijstelling, het voorwerp moeten worden eener nieuwe beslissing vanwege de gedingbeslissende militie-rechtsmachten, opgeroepen worden met de klasse 1922.

HOOFDSTUK V.

Over het beroep bij het Beroepshof en den Herzieningsraad.

XII. — Behalve voor wat het geval betreft voorzien onder n° VI van onderhavige wet, worden er provinciale beroepscommissies ingesteld in de plaats der Beroepshoven, voor zoover zij oordeelen in zake militie, en in de plaats der Herzieningsraden waarvan zij dezelfde samenstelling hebben.

Al de beschikkingen der geordende militiewetten, die betrek hebben op de Herzieningsraden, zijn toepasselijk op

aux commissions d'appel en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

CHAPITRE VI.

De l'incorporation

XIII. — Les hommes désignés pour le service par les Commissions de recrutement, sont renvoyés dans leurs foyers, en attendant leur appel au service actif. Toutefois, les intéressés qui habitent l'étranger et qui ne pourraient, sans préjudice grave, attendre la date d'appel de leur classe au service actif, peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense Nationale à accomplir leur terme de service dès que leur désignation est prononcée.

Les décisions des commissions de recrutement sont exécutées nonobstant appel.

XIV. — a) Les hommes désignés pour le service sont répartis dans les corps et services par l'autorité militaire, en tenant compte des décisions des juridictions contentieuses;

b) Sont affectés d'office aux troupes d'administration du service de santé et reçoivent, en temps de paix, dans un centre d'instruction qui leur est réservé, la formation de brancardier-infirmier militaire :

1° Les Ministres des cultes visés à l'article 117 de la Constitution;

2° Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays, à l'exclusion du personnel domestique salarié;

de beroepscommissies voor zoover zij niet strijdig zijn met onderhavige wet.

HOOFDSTUK VI.

Over de inlijving.

XIII. — De manschappen, voor den dienst aangewezen door de Wervingscommissies, worden terug naar huis gezonden, in afwachting dat zij opgeroepen worden tot den werkelijken dienst. De belanghebbenden, die in den vreemde wonen, en zonder ernstig nadeel, den datum der oproeping hunner klas tot werkelijken dienst niet zouden kunnen afwachten, kunnen, echter, van den Minister van Landsverdediging de toelating bekomen om hunnen dienstdaag uit te doen zoodra hunne aanwijzing is uitgesproken.

De beslissingen der Wervingscommissies worden uitgevoerd niettegenstaande het beroep.

XIV. — a) De voor den dienst aangewezen manschappen worden door de militaire overheid bij de korpsen en diensten ingedeeld, onder inachtneming van de beslissingen der gedingbeslissende rechtsmachten.

b) Worden ambtshalve ingedeeld bij de administratietroepen van den geneeskundigen dienst en ontvangen, in vreedstijd, in een oefencentrum dat hun voorbehouden is, de opleiding van militair brancardier-ziekendiener :

1° De bedienaars der eerediensten bedoeld in artikel 117 der grondwet;

2° Zij die deel uitmaken van een in 't land gevestigde kloostergemeente, met uitzondering van het betaald dienstpersoneel ;

3° Ceux qui se consacrent exclusivement et d'une façon continue aux travaux d'une œuvre de mission, à l'extérieur du pays, approuvée par les autorités attirées d'un des cultes visés au 1° ci-dessus ;

4°) Ceux qui se destinent au Ministère ecclésiastique ou aux Missions et qui sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par le chef du culte intéressé.

c) Les officiers de marine, les marins, les élèves des écoles de navigation, ainsi que les inscrits naviguant à la pêche depuis deux ans au moins, sont affectés aux unités chargées de la défense des côtes, des fleuves, des passes navigables ou à des services analogues.

d) Une loi spéciale détermine les catégories de miliciens qui, en raison de leurs aptitudes présumées, sont astreints à concourir à la formation des cadres de réserve. Elle fixe les obligations particulières auxquelles ils sont soumis de ce chef et précise les conditions dans lesquelles ils peuvent être admis dans le cadre susdit.

CHAPITRE VIII.

Des congés.

XV. — a) Les litt. B et E de l'article 63 des lois de milice coordonnées demeurent modifiés conformément aux dispositions arrêtées par la loi du 30 décembre 1920, sauf que pour les miliciens visés au litt. b) du n° XIV ci-dessus, le terme de service, rappels compris, peut s'effectuer en deux périodes d'égale durée, avec un intervalle d'un an au plus.

3° Zij die zich uitsluitend en op onafgebroken wijze toewijden aan een missiewerk buiten het land, en goedgekeurd door de gewone overheden van een der eerediensten waarvan sprake in bovenstaand 1° ;

4° Zij die bedienaar van eenen eeredienst of missionaris willen worden, en die leerling zijn in de godgeleerdheid aan een door het hoofd van den betrokken eeredienst erkend gesticht.

c) De zeeofficieren, de zeelieden, de leerlingen der zeevaartscholen, evenals zij die ingeschreven zijn in de visschersvloot sedert ten minste twee jaar, worden ingedeeld bij de eenheden, gelast met de verdediging der kusten, stroomen, bevaarbare passen of bij dergelijke diensten.

d) Een bijzondere wet bepaalt de categorieën van miliciens die, om reden der geschiktheden, die men bij hen mag verwachten, moeten medewerken tot de vorming der reserve-kaders. Zij stelt de bijzondere verplichtingen vast, waaraan zij uit dien hoofde onderworpen zijn en bepaalt nauwkeurig de voorwaarden waarin zij in dit kader kunnen opgenomen worden.

HOOFDSTUK VIII.

Over de verloven.

XV. — a) Litt. B en E van artikel 63 der geordende militiewetten blijven gewijzigd overeenkomstig de door de wet van 30 December 1920 getroffen beschikkingen, behalve dat, voor de miliciens van wie spraken in litt. b van n° XIV hierboven, de diensttermijn, de heroproeping inbegrepen, mag uitgedaan worden in twee even lange tijdperken, met ten hoogste een jaar tusschenruimte.

b) Sont applicables, en outre, aux miliciens des classes de 1920, 1921 et 1922, les dispositions de la loi du 30 décembre 1920, concernant les miliciens des classes de 1918 et 1919 qui s'engagent à prolonger, dans la cavalerie ou dans l'artillerie à cheval, leur terme de service actif jusqu'à concurrence de dix-sept mois.

c) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le maintien dans leurs foyers, des miliciens appartenant au clergé d'un culte reconnu, en qualité de curé, desservant ou vicaire, de pasteur ou rabbin, à condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale ou aux cinq plus anciennes classes de la réserve de l'armée active et qu'ils soient signalés, par le Ministre de la Justice, sur les propositions des autorités attitrées, comme étant indispensables au service du culte à l'intérieur du royaume. La proposition qui les concerne est renouvelée chaque année.

XVI. — Le litt. C de l'art. 63 des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

1^o Le terme de service actif pour les volontaires est de : deux ans, s'ils sont âgés de dix-huit ans et plus; trois ans, s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans; quatre ans, s'ils sont âgés de moins de dix-sept ans.

Un arrêté royal détermine les catégories spéciales de volontaires astreints à contracter un engagement pour un terme de service actif d'une durée supérieure.

La durée du terme de service actif prend cours : pour les volontaires à partir du jour de leur engagement; pour les miliciens et les volontaires de

b) Zijn, buitendien, toepasselijk op de miliciens der klassen 1920, 1921 en 1922, de beschikkingen der wet van 30 December 1920, betreffende de miliciens der klassen 1918 en 1919, die er zich toe verbinden hun termijn van werkelijken dienst tot zeventien maand te verlengen, bij de cavalerie of bij de rijdende artillerie.

c) Ingeval van mobilisatie beveelt de Minister van Landsverdediging dat de miliciens, die toeheoren tot de geestelijkheid van een erkenden eeredienst, als pastoor, bedienaar of onderpastoor, van predikant of rabbijn, op voorwaarde dat zij tot de landweer behooren of tot de vijf oudste klassen der reserve van het werkdadig leger, en dat zij door den Minister van Justitie, op voorstel der bevoegde overheden, aangewezen zijn als onmisbaar voor den eeredienst binnen het land, in hunne haardsteden blijven. Het voorstel dat hen betreft wordt elk jaar hernieuwd.

XVI. — Littera C van artikel 63 der geordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt :

1^o De werkelijke dienstdtijd der vrijwilligers bedraagt : twee jaar, zoo zij 18 jaar en ouder zijn; drie jaar zoo zij geen 18 jaar oud zijn; vier jaar zoo zij geen 17 jaar oud zijn.

Een koninklijk besluit bepaalt de bijzondere catégories van vrijwilligers, die een dienstverbintenis moeten aangaan voor een langeren werkelijken diensttermijn.

De duur van den werkelijken-diensttermijn gaat in : voor de vrijwilligers op den dag hunner dienstneming; voor de miliciens en de militievrij-

milice, le jour de leur entrée sous les armes, sans que cette date, sauf l'exception prévue au n° XIII de la présente loi, puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe à laquelle ils appartiennent.

2° Des rengagements peuvent être contractés :

a) Pour un premier terme d'un an, par les miliciens qui ont accompli leur terme de service actif normal;

b) Pour un terme de 2, 3 ou 4 ans, par les miliciens et les volontaires qui ont accompli leur terme de service actif normal, ainsi que par tout homme dégagé de ses obligations militaires.

3° En période de mobilisation, des engagements et rengagements peuvent être contractés, dans les conditions fixées par le Ministre de la Défense Nationale, pour le temps que l'armée sera tenue sur pied de guerre, et sans que ces engagements dispensent les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. En outre, les engagements et rengagements en cours sont prorogés de plein droit jusqu'au jour fixé pour la démobilisation de l'armée.

CHAPITRE IX.

Des certificats.

XVII. — Par dérogation à l'article 68 des lois de milice coordonnées, les demandes de certificats, en ce qui concerne les miliciens des classes 1920 et 1921, sont admises, pour la première fois, sans délimitation de délai.

willigers, den dag hunner intrede onder de wapenen, zonder dat deze datum, behalve de uitzondering voorzien bij n° XIII van onderhavige wet, vroeger moge vallen dan dien vastgesteld voor de oproeping tot werkelijken dienst van de klasse waartoe zij behooren.

2° Er kunnen nieuwe dienstnemingen worden aangegaan :

a) Voor een eersten termijn van één jaar, door de miliciens wier gewone werkelijke dienstdienst uit is ;

b) Voor een termijn van 1, 2, 3 of 4 jaar, door de miliciens en de vrijwilligers wier gewone werkelijke dienstdienst uit is, evenals door ieder man zonder militaire verplichtingen.

3° In tijd van mobilisatie kunnen er in de omstandigheden vastgesteld door den Minister van Landsverdediging, dienstnemingen en nieuwe dienstnemingen aangegaan worden voor den tijd waaronder het leger op oorlogsvoet zal blijven, en zonder dat de belanghebbers wegens deze dienstnemingen kunnen ontslagen worden van de verplichtingen in zake militie waartoe zij, desgevallend, zouden gehouden zijn. Buitendien worden de loopende dienstverbintenissen van rechtswege verlengd tot den dag vastgesteld voor de demobilisatie van het leger.

HOOFDSTUK IX.

Over de getuigschriften.

XVII. — Bij afwijking aan artikel 68 der geordende militiewetten, komen de aanvragen om getuigschriften, wat de miliciens der klassen 1920 en 1921 betreft, voor de eerste maal, in aanmerking, zonder bepaling van, uitersten datum.

CHAPITRE X.

Dispositions pénales.

XVIII. — Sont mis hors d'application les articles 73, 74 et 75 des lois de milice coordonnées.

Est considéré comme déserteur celui qui n'a pas rejoint son corps ou service : en temps de paix dans les quinze jours ; en temps de guerre, dans les trois jours, après la date fixée par l'ordre de rejoindre.

CHAPITRE XI.

Des engagements volontaires.

XIX. — Les littéras *d*, *e*, *f* de l'article 77 des lois de milice coordonnées sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Volontaires de carrière

Des engagements volontaires pour la durée d'un terme de milice peuvent être contractés, à partir de l'âge de 16 ans, par tout Belge, ainsi que par tout étranger tenu de concourir au service de la milice ou ayant la faculté d'acquérir la nationalité belge.

Volontaires de milice.

Sont autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de l'âge de dix-huit ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice, s'ils devaient attendre l'époque normale de l'appel de leur classe au service actif.

Les volontaires de milice sont assi-

HOOFDSTUK X.

Strafbepalingen.

XVIII. — Zijn niet meer toepasselijk, artikelen 73, 74 en 75 der geordende militiewetten.

Wordt als deserteur beschouwd, hij die zich bij zijn korps of dienst niet heeft vervoegd : in vreedstijd binnen de vijftien dagen ; in oorlogstijd binnen de drie dagen na den datum vastgesteld in den oproepingsbrief.

HOOFDSTUK XI.

Over de vrijwillige dienstneming

XIX. — De letters *d*, *e*, *f* van artikel 77 der geordende militiewetten worden ingetrokken en vervangen door de volgende beschikkingen.

Beroepsvrijwilligers.

Er kunnen vrijwillige dienstnemingen voor den duur van een militietermijn aangegaan worden, van den ouderdom af van zestien jaar, door iederen Belg, evenals door elken vreemdeling die gehouden is tot den militiedienst, of die het recht heeft de Belgische nationaliteit te verkrijgen.

Militievrijwilligers.

Mogen van hun achttien jaar af, als militievrijwilligers dienen, de jongelingen die, moesten zij wachten tot den normalen tijd der oproeping hunner klasse onder werkelijken dienst, daarvoor een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan.

De militievrijwilligers zijn gelijk-

milés aux miliciens de la classe avec laquelle ils sont appelés sous les armes et rattachés à celle-ci.

Article 2.

a) Sous réserve de l'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1920, sont portés au registre des réfractaires ou des défaillants, suivant le cas, tous ceux qui, ayant des obligations de service dérivant des lois et arrêtés-lois antérieurs, n'ont pas fait régulariser leur situation à la date du 1^{er} juin 1921.

b) Les juridictions de milice apprécient la valeur des motifs invoqués pour justifier la comparution tardive. Si l'excuse est admise, les intéressés sont rayés du registre des réfractaires et assimilés aux miliciens ordinaires régis par la présente loi. Dans le cas contraire, ils sont traités comme il est dit au littéra F de l'article 10 des lois de milice coordonnées, et privés du bénéfice éventuel des dispositions favorables prévues au n° IV de la présente loi.

Quelle que soit la décision intervenue, ceux qui sont, en outre, en infraction vis-à-vis des arrêtés-lois réglant le recrutement pendant la campagne 1914-1918, restent passibles des pénalités comminées par les arrêtés-lois des 3 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916 et sont déférés à la justice répressive.

Article 3.

Les dispositions prévues à l'article 4, avant-dernier alinéa de la loi du 15 no-

gesteld met de miliciens der klasse met dewelke zij onder de wapens worden geroepen, en worden bij die klasse gerekend.

Artikel 2.

Onder voorbehoud der toepassing van artikel 2 der wet van 10^{en} Augustus 1920, worden ingeschreven in het register der dienstweigeraars of der nalatigen, volgens het geval, al degenen die, dienstverplichtingen hebbende die voortvloeien uit de vroegere wetten en wetbesluiten, hun toestand niet hebben doen in regel brengen op 1 Juni 1921.

b) De militierechtsmachten oordeelen over de gegrondheid der beweegredenen ingeroepen om het laattijdig verschijnen te rechtvaardigen. Wordt de verontschuldiging aangenomen, dan worden de belanghebbenden uit het register der dienstweigeraars geschrapt en gelijkgesteld met de onder toepassing van onderhavige wet vallende gewone miliciens. In tegenovergesteld geval worden zij behandeld zooals er staat in het litt. F van het artikel 10 der geordende militiewetten, en beroofd van het gebeurlijk voordeel der gunstige beschikkingen voorzien onder n° IV van onderhavige wet.

Welke ook de getroffen beslissing zij die, buitendien, verkeeren weze, in staat van overtreding der wet-besluiten houdende regeling der werving, gedurende den veldtocht 1914-1918, blijven strafbaar met de straffen bepaald in de wet-besluiten van 3 Januari, 20 Mei en 21 Juli 1916, en worden bij het betoogelend gerecht aangeklaagd.

Artikel 35.

De beschikkingen voorzien bij artikel 4, voorlaatste lid der wet van

vembre 1919, sont applicables aux
miliciens régis par la présente loi.

Article 4.

Toutes les modifications ou déroga-
tions antérieures, apportées aux lois de
milice coordonnées et qui seraient en
opposition avec la présente loi, sont
abrogées.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1921.

15 November 1919, zijn toepasselijk
op de onder toepassing van onderha-
vige wet vallende miliciens.

Artikel 4.

Al de vroegere wijzigingen of afwij-
kingen, toegebracht aan de geordende
militiewetten en die strijdig mochten
zijn met de onderhavige wet, worden
ingetrokken.

Gegeven te Brussel, den 20^e Mei 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. CARTON DE WIART.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

A. DEVÈZE.

(DEUXIÈME ANNEXE AU N° 284)

PROJET DE LOI MODIFIANT EN CE QUI CONCERNE LES CLASSES
DE 1920, 1921 ET 1922
LES LOIS DE MILICE COORDONNÉES EN 1913.

TABLEAU

reproduisant, outre le texte du projet de loi, celui des lois de
milice coordonnées en 1913, ainsi que le texte des articles
de lois subséquentes, mentionnés dans le projet.

Pour mémoire :

La loi du 1^{er} mars 1919 est la loi de recrutement pour la levée spéciale de 1919;

La loi du 15 novembre 1919 a complété la loi de recrutement du 1^{er} mars 1919 et apporté des modifications aux lois de milice coordonnées;

La loi du 10 août 1920 a reporté à une époque ultérieure les opérations de recrutement consécutives à l'inscription pour la levée de 1920, sauf en ce qui concerne certaines catégories de jeunes gens, pour lesquelles des juridictions spéciales ont été constituées en 1920.

La loi du 30 décembre 1920 a fixé le régime à appliquer aux classes de 1918, 1919, 1920, 1921, 1922; en ce qui concerne la durée du terme de service actif, les congés et les rappels.

LOI SUR LA MILICE.

(Extrait du MONITEUR BELGE du 31 août 1913.)

Loi réimprimée au Moniteur du 20 janvier 1910, en exécution de l'arrêté royal du 14 du même mois, coordonnée avec la loi du 30 août 1913, conformément à l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1913.

Les membres de phrases ou les termes qui ont été introduits dans la loi coordonnée par arrêté royal du 14 janvier 1910, pour mettre la loi sur la milice en concordance avec celle du 14 décembre 1909 sont imprimés en petites capitales.

Les numéros des articles des lois antérieures sont reproduit en petits caractères et entre parenthèses en regard de la nouvelle numérotation introduite par l'application de l'article 46, II, de la loi du 30 août 1913.

CHAPITRE PREMIER.**De la composition de l'armée.**

Art. 1^{er}. — (A) Le recrutement de l'armée a lieu par des appels annuels et par des engagements volontaires.

(B) Les appels annuels s'étendent, dans les limites fixées par la loi du contingent, à tous les inscrits de la levée qui ne tombent pas sous l'application du chapitre III.

(C) Ces appels ne sont pas inférieurs à 49 % des inscrits de la levée.

(D) Les hommes appelés doivent personnellement le service militaire.

Art. 2. — (A) La durée du terme

Loi du 1^{er} mars 1919

(pour le recrutement de la levée spéciale de 1919.)

Art. 2. — La levée spéciale de 1919 (classes de 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919) est régie par les dispositions des lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, sauf qu'il y sera dérogé en les points suivants :

Voir la suite plus loin en regard des articles 15, 16, 19, 23, 27, 28, 34, 61, 63, 69, 71, de la loi de 1913.)

Lois subséquentes.

(Loi du 30 décembre 1920.)

Art. 2. — L'appel des classes de 1920, 1921 et 1922 se fera sous l'empire de la loi de milice qui sera en vigueur au moment de l'appel, notamment en ce qui concerne le régime des exemptions et des réductions de service.

Projet.**Article premier.**

Les classes de 1920, 1921 et 1922 sont régies par les dispositions des lois de milice coordonnées par arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, sauf qu'y sont apportées les modifications ci-après :

CHAPITRE PREMIER.**De la composition de l'armée.**

L'article 2 des lois de milice coordonnées est abrogé et remplacé par le texte suivant :

A. La durée du terme de milice est

Loi de 1918.

Loi du 1^{er} mars 1919.

de milice est de huit années dans l'armée active suivie de cinq années dans la réserve.

(B) La durée du terme de milice prend cours :

1° Pour les volontaires, à partir du 15 septembre qui suit la date où ils ont dix-huit ans accomplis, ou qui suit la date de leur engagement, s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans ;

2° Pour les miliciens et les volontaires de milice, à dater du 15 septembre qui suit la date de leur incorporation.

(C) La réserve ne peut être rappelée au service actif qu'en cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé.

(D) Les 11^e, 12^e et 13^e classes de milice ne seront mobilisées qu'en cas de nécessité absolue et seront employées pour la défense des places fortes et dans les services auxiliaires.

(E) Le passage d'une classe à la suivante et le congédiement des militaires ont lieu le 15 décembre, c'est-à-dire trois mois après l'expiration de l'année de milice.

Lois subséquentes.**Projet.**

de vingt-cinq années se répartissant comme suit :

1° Quinze années dans l'armée active et sa réserve ;

2° Dix années dans l'armée territoriale.

Ce terme de milice est imposé à partir de la classe de 1905. Il ne peut, toutefois, être prolongé au delà du 15 décembre de l'année dans laquelle l'homme atteint l'âge de 50 ans révolus.

B. La durée du terme de milice prend cours :

1° Pour les volontaires, à partir du 15 décembre qui suit la date où ils ont dix-huit ans accomplis, ou qui suit la date de leur engagement, s'ils ont plus de dix-huit ans ;

2° Pour les miliciens et les volontaires de milice des classes 1920, 1921 et 1922, respectivement le 15 septembre 1920, le 15 septembre 1921 et le 15 septembre 1922.

C. Le passage d'une classe dans la réserve de l'armée active et dans l'armée territoriale, ainsi que le congédiement de cette classe ont lieu le 15 décembre.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919

Art. 3. — En cas de guerre ou lorsque le territoire est menacé, le Roi peut rappeler à l'activité tel nombre de classes congédiées qu'il juge utile, en commençant par la classe la plus récemment congédiée. Il peut aussi surseoir au congédiement des miliciens et des volontaires des différentes catégories.

Ces mesures sont immédiatement portées à la connaissance de Chambres.

CHAPITRE II.

De l'inscription.

Art. 4 ⁽⁶⁾. — (A) Tout Belge est tenu, dans l'année où il a dix-neuf ans accomplis, de se faire inscrire pour la levée de l'année suivante.

(B) Celui qui, étant tenu envers un pays quelconque à des obligations imposées par des lois de recrutement, acquerra la qualité de Belge sans les avoir remplies, devra se faire inscrire dans l'année où il obtiendra cette qualité, s'il n'a pas vingt-trois ans accomplis avant la fin de cette année.

Art. 5 ⁽⁷⁾. — (A) Les étrangers résidant en Belgique sont soumis à l'inscription :

1° S'ils sont nés en Belgique pendant que leurs parents y résidaient ;

2° Si leur famille réside en Belgique depuis plus de trois ans.

(B) Les étrangers qui ne justifient d'aucune nationalité déterminée doivent se faire inscrire dans l'année où ils ont dix-neuf ans accomplis.

(C) Les étrangers qui justifient d'une nationalité déterminée ne doivent se

Lois subséquentes.

Projet

II. — L'article 3 des lois de milice
coordonnées est abrogé.

CHAPITRE II.

De l'inscription

Loi de 1913

Loi du 1^{er} mars 1919.

faire inscrire que dans l'année qui suit celle où la loi de recrutement de leur pays leur impose une obligation à laquelle ils n'ont pas satisfait; ils n'y sont pas tenus si, n'étant pas nés en Belgique pendant que leurs parents y résidaient, ils appartiennent à une nation qui dispense les Belges du service militaire.

(p) Les étrangers ne sont pas tenus à l'inscription, si l'obligation n'est pas née avant l'expiration de l'année dans laquelle ils ont vingt-trois ans révolus.

Art. 6 ⁽⁸⁾. — L'article qui précède est appliqué sans préjudice de l'exécution des conventions internationales.

Art. 7 ⁽⁹⁾. — (A) L'inscription peut toujours être faite d'office par le bourgmestre.

(u) Elle a lieu pour ceux dont l'âge ne peut être constaté, à l'époque où, d'après la notoriété publique, ils sont censés avoir l'âge requis.

Art. 8 ⁽¹⁰⁾. — Celui qui prétend ne pas avoir dû être inscrit peut réclamer devant le conseil de milice, qui statue comme en matière d'exemption. Si sa réclamation est admise, il sera ou ajourné à un an ou déclaré définitivement exempt, selon qu'il peut encore ou ne peut plus être soumis à l'inscription.

Art. 9 ⁽¹¹⁾. — (A) L'inscription se fait dans la commune de la résidence réelle du père de l'inscrit; de la mère à défaut du père; du tuteur à défaut de la mère; de l'inscrit lui-même si le père, la mère et le tuteur sont décédés, inter-

Lois sub-séquentes.

—

Projet.

—

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1909.

aits ou sans résidence connue en Belgique; s'il a vingt et un ans accomplis ou s'il est marié.

(b) La résidence s'établit par un an d'habitation continue dans la même commune, et ne se perd que par une habitation continue de même durée dans une autre commune.

(c) Lorsque la résidence ne peut être constatée, l'inscription se fait dans la commune du dernier domicile.

(d) L'enfant recueilli, soit directement par une commune, soit par ses hospices ou son bureau de bienfaisance, est inscrit dans cette commune.

(e) L'enfant placé en exécution de la loi sur la protection de l'enfance ou interné dans un établissement de l'État est inscrit dans la commune où il réside en fait.

Art. 10 (12). — (a) L'inscription se fait à la réquisition du père, de la mère, du tuteur ou de l'inscrit lui-même, suivant les distinctions établies à l'article précédent.

(b) Aucun motif ne dispense de l'inscription.

(c) Est réputé réfractaire celui qui n'est pas inscrit sur la liste alphabétique avant la clôture (DE CETTE LISTE).

(d) Le gouverneur constate l'obligation de l'inscription et fait connaître au non-inscrit qu'il l'a porté au registre des réfractaires.

(e) Dans les quinze jours de cette notification, l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, selon les distinctions établies à l'article 9, peuvent recourir à la cour d'appel qui, si elle

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1913.

accueille le recours, peut ordonner la radiation de l'intéressé ou son assimilation au milicien régulièrement inscrit.

(f) Si le recours n'est pas formé en temps utile ou s'il est rejeté, le réfractaire est renvoyé à l'examen physique du conseil d'aptitude. S'il est déclaré apte au service, il est incorporé pour un terme de milice avec les miliciens de la classe à laquelle il est rattaché. Il ne peut être envoyé en congé illimité qu'après quatre années de service actif, à moins que le Roi ne l'assimile aux miliciens ordinaires.

(g) Les réfractaires ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de trente-six ans accomplis.

Art. 11 (13). — (A) Il est ouvert dans chaque commune, du 1^{er} au 30 juin, un registre destiné à recevoir l'inscription de ceux qui, à la date du 1^{er} janvier suivant, se trouveront dans l'un des cas prévus par les articles 4, 5 et 7.

(n) Le dernier dimanche de mai, les habitants sont avertis, par voie d'affiche, de l'ouverture de ce registre, qui sera clos le 30 juin, à 4 heures de relevée, par le procès-verbal du bourgmestre constatant le nombre des inscrits.

(c) La liste est publiée le 3 juillet et reste affichée jusqu'au 10. L'affiche indique que les réclamations du chef d'inscriptions indues ou d'omissions doivent être adressées au bourgmestre avant le 12.

(n) Le bourgmestre statue immédiatement et il opère, en même temps, d'office, la rectification de toute erreur évidente qu'il aurait reconnue. Notifi-

u
Lois subsequentes.

—

Projet.

—

—

Loi de 1913

Loi du 1^{er} mars 1919.

cation de ces décisions est faite, avant le 15 juillet, aux réclamants et à ceux dont l'inscription serait ordonnée, avec avertissement qu'ils peuvent adresser leur appel au commissaire d'arrondissement jusqu'au 22 juillet inclusivement, date à laquelle la liste alphabétique des inscrits est clôturée par ce fonctionnaire.

Art. 12 (14). — (A) Le bourgmestre dresse la liste alphabétique des inscrits de sa commune, il la transmet, telle qu'il l'a adoptée, le 15 juillet au plus tard, au commissaire d'arrondissement, en y joignant le registre des inscriptions clôturé le 30 juin, la déclaration de publication et d'affiche, les réclamations et les décisions qu'il a prises dans les cas prévus par l'article précédent, et la preuve qu'elles ont été notifiées à qui de droit.

(B) Il est statué sur les cas d'inscription par le commissaire d'arrondissement, par le gouverneur ou par le Ministre de l'Intérieur, selon que ces cas concernent des communes d'un même arrondissement, des communes d'arrondissements différents, dans la même province, ou des communes appartenant à des provinces différentes.

Les décisions sont sans recours, sauf le droit ouvert par l'article 8.

(C) Jusqu'à la clôture des opérations du conseil d'aptitude et du conseil de revision pour l'ensemble des inscrits de la levée, le commissaire d'arrondissement admet, s'il y a lieu, les réclamations de ceux dont l'inscription aurait été omise. Après la clôture de ces opérations, aucune inscription ne peut plus être opérée.

Lois subséquentes.

Projet.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Art. 13 (15). — Il est dressé une liste des inscrits des trois années précédentes qui ont été ajournés.

CHAPITRE III.

Des exemptions, des libérations, des dispenses et des exclusions.

Art. 14 (23). — (A) Les exemptions et dispenses ne peuvent, sous aucun prétexte, être étendues par analogie.

(B) Les exemptions du chef de parenté ne s'appliquent qu'à la parenté légitime; les frères consanguins et utérins sont assimilés aux frères germains.

(C) Les infirmités et les maladies qui donnent droit à une exemption, soit définitive, soit temporaire, sont déterminées par un arrêté royal.

(D) Les exemptions ne sont accordées par le conseil de milice que sur la production de certificats dont il apprécie la valeur.

Art. 15 (26). — Sont exemptés définitivement :

(A) Les ministres des cultes;

(B) Ceux qui se consacrent exclusivement et de façon continue aux travaux

Lois subséquentes.

Projet.

III. — L'article 13 des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

Il est dressé une liste des ajournés qui doivent faire l'objet d'une nouvelle décision des juridictions contentieuses.

Toutefois, sont exemptés à titre définitif et ne doivent pas être portés sur cette liste, les miliciens de la levée de 1914 ou d'une levée antérieure qui ont été exemptés pour cause physique lors des opérations relatives à cette levée et, ultérieurement, comme miliciens de la levée spéciale de 1919.

CHAPITRE III.

Des exemptions, des libérations,
des dispenses et des exclusions.

IV. — Les littéra *A*, *B*, *C* et *E* de l'article 15 des lois de milices coordonnées sont mis hors d'application.

Loi de 1919.

d'une œuvre de mission à l'extérieur du pays, approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés à l'article 117 de la Constitution;

(c) Celui dont la taille ne dépasse pas un mètre quatre cents millimètres et celui dont les vingt-trois ans seront accomplis au jour de l'entrée en service actif de la classe à laquelle il appartient et qui n'a pas la taille de un mètre cent quarante millimètres;

(d) Celui qui est atteint d'infirmités incurables qui le rendent impropre au service militaire;

(e) Le premier appelé, déclaré apte au service, des familles comptant au moins cinq enfants en vie plus jeunes que le milicien.

Loi du 1^{er} mars 1919.

IV. Le litt. c de l'art. 15 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application; cet article est en outre complété comme suit :

f) Ceux dont le père ou deux frères ont été tués par l'ennemi, sont décédés des suites de leurs blessures, sont portés disparus depuis six mois, ont sacrifié leur vie pour la Patrie, pendant l'occupation, ou ont été licenciés comme invalides de la guerre.

g) Ceux dont trois frères servent ou ont servi pendant la campagne soit dans l'armée belge, soit dans une des armées alliées.

h) Si plusieurs fils d'une même famille sont appelés à concourir à la formation de la levée spéciale de 1919, les désignations éventuelles sont limitées au nombre de trois, y compris les services en voie d'accomplissement ou déjà accomplis pendant la campagne.

V. Les obligations des jeunes gens qui ont été faits prisonniers par l'ennemi en cherchant à passer la frontière pour

Lois subséquentes.

Projet.

Sont maintenus en outre :

1° Le droit à l'exemption du service, prévue à l'article 2, n° IV, litt. f) de la loi du recrutement du 1^{er} mars 1919, en faveur du milicien dont le père ou deux frères germains ont été tués par l'ennemi, sont décédés des suites de blessures reçues à l'ennemi, sont portés disparus pendant la guerre, ont sacrifié leur vie pour la Patrie pendant l'occupation allemande, ou ont été licenciés comme invalides de guerre, si le taux de l'invalidité est de 50 % au moins. Toutefois, l'exemption dont il s'agit n'est accordée que si aucun frère de l'intéressé n'a bénéficié antérieurement d'une exemption de ce chef ;

Art. 3. — Les appelés qui ont fait partie, en territoire occupé, d'un service de renseignements reconnu par le

2° Le droit à la dispense ou à la réduction du service, prévue soit au n° V, litt. a) et b) de la loi du 1^{er} mars 1919,

Loi de 1913.

Loi du 20^e mars 1920.

prendre du service dans l'armée sont réglées comme suit :

a) Ceux qui ont subi une détention de quinze mois au moins sont dispensés d'accomplir leur terme de service actif comme miliciens.

Ils sont inscrits sur les contrôles de l'armée et, en cas de nouvelle mobilisation, rappelés sous les armes avec les militaires de la classe à laquelle ils appartiennent et versés dans un service auxiliaire.

b) Ceux qui ont subi une détention de moins de quinze mois, bénéficient d'une réduction du terme de service actif équivalent à la durée de leur détention, sans que leur présence sous les armes puisse, en tous cas, être inférieure à trois mois.

Ils feront partie de la levée spéciale de 1919, s'ils sont parmi les appelés, et seront versés dans les troupes à pied.

Les jeunes gens se trouvant dans les catégories visées par l'article 2, chapitre III, ayant subi un emprisonnement pour renseignements donnés à l'armée belge et aux armées alliées, sont, s'ils le demandent, assimilés aux jeunes gens visés aux paragraphes qui précèdent.

VI. Le militaire sous les drapeaux qui réunit l'une des conditions d'exemption prévues à l'article 15, peut s'en prévaloir en se conformant aux prescriptions de l'article 17.

En attendant que la commission provinciale d'appel ait statué sur son sort, il est envoyé en congé sans solde.

Lois subséquentes.

Projet.

Gouvernement belge ou l'un des gouvernements alliés, pourront obtenir, sans préjudice des dispositions de la loi du 1^{er} mars 1919, relative à ceux d'entre eux qui ont subi un emprisonnement, une réduction du terme de service actif équivalente à la moitié du temps pendant lequel ils ont effectivement appartenu au dit service de renseignements.

Cependant leur présence sous les armes ne pourra, en tous cas, être inférieure à quatre mois dans les troupes à pied, six mois dans les troupes à cheval.

Les hommes déjà désignés pour le service sont admis à réclamer le bénéfice de cette disposition, dont l'application, quant aux justifications à fournir, sera réglée par Arrêté royal.

soit à l'article 3 de la loi du 10 août 1920, en faveur des miliciens et des volontaires de milice nés avant 1^{er} janvier 1903. Le terme de service actif restant à accomplir à la suite d'une réduction ainsi accordée, ne peut, en aucun cas, être inférieur à quatre mois ;

3° Le bénéfice de l'exemption en faveur du milicien qui, s'étant engagé antérieurement comme volontaire, a été licencié par application de l'article 2, n°s IV et VI de la loi du 1^{er} mars 1919, ou de l'article 8 de la loi du 10 août 1920, alors qu'il avait encore des obligations de milice.

Art. 8. — La disposition de l'article 2, chapitre III, n° VI, de la loi du 1^{er} mars 1919, peut toujours être invoquée, même si le militaire intéressé se trouve déjà dans ses foyers, si, lors de l'entrée en vigueur de la dite loi, il faisait déjà partie de l'armée et n'a pas cessé d'y appartenir.

Loi de 1913.

Art. 16. (27). — Sont exemptés pour une année :

(A) Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays ;

(B) Ceux qui, après leurs études moyennes, se destinent au ministère ecclésiastique ou aux missions et sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par la loi, s'il en existe pour leur culte.

Sont assimilés aux élèves en théologie, les étudiants en philosophie qui se vouent à l'état ecclésiastique, tant qu'ils n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année ;

(C) Ceux qui se préparent à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État ;

(D) Les jeunes gens munis d'un diplôme de capacité pour l'enseignement primaire ou pour l'enseignement moyen du degré inférieur. A partir de la délivrance de ce diplôme, un délai de deux ans leur est accordé pour être attachés comme instituteurs à une école publique ou à une école libre qui réunit les conditions d'adoption spécifiées à l'article 19 de la loi du 15 septembre 1895.

Les exemptés des quatre catégories qui précèdent, sont tenus de suivre pendant trois mois un enseignement d'infirmier-ambulancier au cours de l'année qui suit celle de leur inscription, ou de justifier par un examen qu'ils possèdent les connaissances nécessaires pour remplir ces fonctions.

Loi du 1^{er} mars 1919.

VII. L'article 16 est mis hors d'application, sauf les litt. *e, f, g, h, j* et *l*.

Lois subséquentes.**Projet.**

V. — L'article 16 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application et remplacé par le texte suivant :

Des exemptions temporaires d'un an, renouvelables trois fois consécutivement, avant que doive intervenir, soit une décision d'exemption définitive pour cause d'inaptitude physique, soit une désignation pour le service, sont accordées :

A. Aux miliciens qui, en raison de leur constitution physique trop faible, d'infirmités ou de maladies, sont reconnus temporairement inaptes au service militaire;

B. Aux miliciens des catégories ci-après, s'ils ont été reconnus aptes au service militaire :

1° Celui qui, après ses études moyennes, se destine au Ministère Ecclésiastique ou aux Missions et qui est étudiant en philosophie;

2° Celui qui se prépare à l'enseignement primaire ou à l'enseignement moyen du degré inférieur dans les écoles normales de l'État ou dans les établissements normaux soumis à l'inspection de l'État;

3° Celui qui se prépare dans une école de Marine ou sur un vaisseau-école de l'État, à subir l'examen d'officier au long cours;

4° Celui qui suit des cours dans une école Coloniale de l'État ou soumise à l'inspection de l'État;

5° Celui qui est au service de l'État dans la Colonie;

6° Celui qui, à la date de l'entrée au service actif de sa classe, aurait un frère sous les armes, comme milicien; sauf

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

En cas de mobilisation, ils sont appelés au service et employés à des offices humanitaires utiles à l'armée.

Leur service est sans effet sur les obligations de leurs frères.

Les exemptés des catégories A et B ne reçoivent pas d'équipement militaire;

(E) Ceux qui se préparent dans une école de marine ou sur un vaisseau-école reconnu par l'État, à subir l'examen d'officier au long cours;

(F) Les élèves de ces institutions munis d'un diplôme d'officier au long cours. Un délai de deux ans leur est accordé pour obtenir un emploi, en cette qualité, dans la marine de l'État ou dans la marine marchande. Après huit ans de service dans la marine, ils sont définitivement libérés.

Les marins naviguant à la pêche depuis plus de quatre ans. Après douze ans de service dans la pêche maritime, ils sont définitivement libérés.

En cas de mobilisation, les exemptés des catégories (E) et (F) sont appelés au service et employés à la défense des fleuves et des côtes et des places fortes. Ils sont tenus de suivre en temps de paix, pendant une période de trois mois, des cours et des exercices à cet effet. Ils peuvent être l'objet de deux rappels de quinze jours chacun;

(G) Ceux qui sont de façon continue au service de l'État dans la colonie;

(H) Les inscrits qui ne peuvent, sans subir un préjudice grave, interrompre leurs études ou leur apprentissage, ou abandonner momentanément l'établissement agricole, industriel ou commercial qu'ils exploitent pour leur compte ou pour celui de leurs parents. L'exemp-

Lois subséquentes.

Projet.

accord contraire, c'est le plus jeune des frères appelés simultanément qui bénéficie de l'exemption temporaire;

7° Au veuf avec un ou plusieurs enfants entièrement à sa charge;

8° A celui qui est incontestablement l'indispensable soutien :

a) De ses père et mère ou de l'un d'eux;

b) Si ces derniers sont décédés, des aïeuls ou de l'un d'eux;

c) D'un ou plusieurs frères et sœurs;

Est assimilé au père ou à la mère, la personne qui a recueilli et élevé le milicien;

9° Dans tous les autres cas, à celui qui établit dûment que, soit dans un intérêt d'enseignement, d'études ou d'apprentissage, soit pour les besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale à laquelle il se livre pour son compte ou pour le compte de ses parents, soit en raison de sa résidence dans la Colonie ou à l'étranger, il est indispensable qu'il ne soit pas enlevé immédiatement à ses travaux.

C. Pour l'octroi des exemptions temporaires, les enfants naturels reconnus sont assimilés aux enfants légitimes, par dérogation au litt. B de l'article 14 des lois de milice coordonnées.

D. Les miliciens qui ont été exemptés provisoirement pour une des causes prévues aux articles 16 et 84 des lois de milice coordonnées, conservent, toutefois, le droit au renouvellement de cette exemption, dans les conditions fixées par les dites lois;

E. Sont assimilés aux ajournés visés au littéra D ci-dessus et traités comme

Loi de 1913.

tion de ce chef ne peut être prononcée en faveur de l'inscrit de la plus ancienne année porté sur la liste prévue par l'article 13 ;

(i) Celui dont la taille n'atteint pas un mètre cinq cent quarante millimètres ;

(j) Celui qui, atteint d'infirmités curables, n'est pas jugé capable de servir avant le 1^{er} avril de l'année suivante ;

(k) Celui qui est l'indispensable soutien : a) de ses père et mère ou de l'un d'eux ; b) si ces derniers sont décédés, de ses aïeuls ou de l'un d'eux ; c) d'un ou de plusieurs frères ou sœurs ;

(l) Le père resté veuf avec un ou plusieurs enfants ;

(m) S'il en exprime le désir, celui qui, à la date de l'entrée en service actif normal de la classe de milice à laquelle il appartient, aurait un frère au service actif comme milicien.

L'aîné des frères appelés ensemble à faire partie d'une levée, exempté son frère comme s'il était au service, lorsqu'il est définitivement désigné.

Lorsque la priorité d'âge entre des frères jumeaux ne résulte pas des actes de naissance, elle est déterminée par la priorité d'inscription aux registres de l'état civil ;

(n) L'enfant naturel unique, légalement reconnu, qui est le soutien indispensable de sa mère n'ayant pas d'enfant légitime, pourvu que la femme de qui la reconnaissance est émanée soit désignée dans l'acte de naissance comme étant la mère. et que la reconnaissance ait été faite devant l'officier de l'état civil avant la publication de la liste

Loi du 1^{er} mars 1919.

En outre, le texte du litt. m devient le suivant :

m) Si l'appel simultané de plusieurs fils a pour effet de priver la famille d'un concours indispensable, la commission de recrutement peut prononcer l'exemption en faveur de l'un d'eux, en tenant compte de la priorité d'âge, à moins que les intéressés s'entendent sur un autre choix.

Toutefois, l'ajournement ne peut être accordé au marié ni à l'ajourné de la plus ancienne classe.

D'autre part, les appelés visés aux litt. a, b, c et d, désignés pour le service, n'entreront sous les armes, pour être employés à des offices humanitaires utiles à l'armée, en commençant par la classe la plus ancienne, que si les nécessités du service militaire l'exigent.

Au surplus, dès que la démobilisation de l'armée sera décrétée, ils reprendront leurs droits à l'exemption.

Lois subséquentes.**Projet.**

tels, les miliciens qui, ayant droit à une exemption provisoire, ont été désignés pour le service et envoyés ultérieurement en congé illimité, par décision du Ministre de la Défense Nationale, en exécution de l'article 4, avant-dernier alinéa, de la loi du 13 novembre 1919. S'ils sont désignés pour le service, compte leur est tenu du temps qu'ils ont déjà passé sous les drapeaux.

Loi de 1912.

(des inscrits) de la classe à laquelle appartient le milicien intéressé.

Est assimilé dans les mêmes conditions à l'enfant naturel unique, l'ainé d'enfants naturels jumeaux, si la mère n'a pas d'autres enfants.

Loi du 1^{er} mars 1919.

En attendant que la juridiction compétente ait statué sur leur sort, ils seront envoyés en congé sans solde. ⁽¹⁾

VIII. Les commissions de recrutement, statuant conformément au n° III du présent chapitre, dresseront une liste des jeunes gens se trouvant dans les cas prévus par les litt. *k* et *n* de l'article 16 des lois de milice coordonnées.

Les miliciens de cette catégorie pourront obtenir leur envoi en congé illimité après quatre mois de présence sous les drapeaux si leur conduite a été exemplaire et s'ils établissent qu'ils sont à même de procurer par leur travail un soutien efficace à leurs familles.

Ils seront versés dans les troupes à pied.

(1) Loi du contingent du 30 décembre 1919, article 3.

ART. 3.

Les miliciens qui, en 1914, ont obtenu une exemption ou le renouvellement d'une exemption par application de l'article 16, littéras *a*, *b*, *c*, *d*, *e* et *f*, des lois de milice coordonnées, conservent le bénéfice de cette exemption et ne sont rappelables qu'en cas de mobilisation. Seront portés d'office sur la liste des ajournés de la levée spéciale de 1919 les inscrits de cette levée auxquels il a été fait application des dispositions contenues dans les trois derniers alinéas du n° VII de l'article 2 de la loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes**Projet.**

Pour autant que les nécessités des services n'y mettent point obstacle, et si la conduite des intéressés a été exemplaire, la durée du service actif (rappels non compris) pourra être réduite à quatre mois, par l'octroi de congés sans solde, pour les miliciens mariés du contingent spécial de 1919 dont l'union était accomplie au 15 juillet 1919. (Loi du 15 novembre 1919, article 6.

Loi de 1912.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Art. 17 (29). — (A) Dans les cas prévus par les lettres (κ), (L) et (N) de l'article 16, le milicien désigné pour le service acquiert, par le décès d'un membre de sa famille, même lorsqu'il est incorporé, un titre à l'exemption égal à celui qu'il aurait eu si le décès avait précédé sa désignation.

(B) La réclamation, accompagnée de pièces à l'appui, est adressée au gouverneur qui la soumet directement à la Cour d'appel.

(C) En cas d'admission par cette cour, le milicien non encore remis à l'autorité militaire est rangé parmi les exemptés ordinaires de sa levée, qui doivent être reportés sur la liste des ajournés de l'article 13.

(D) Lorsque la décision favorable concerne un milicien autre, il est dispensé définitivement s'il n'appartient plus à l'une des quatre levées les plus récentes.

(E) Tant qu'il en fait encore partie, il est dispensé provisoirement et il doit justifier annuellement de son droit devant le conseil de milice. En cas de retrait de cette dispense, le désigné reprend son service sans qu'il y ait lieu de défalquer le temps pendant lequel il a été dispensé.

Art. 18 (30). — (A) Une exemption du chef de pourvoyance ne peut être accordée en faveur d'une famille qui jouit actuellement d'une autre exemption du même chef.

(B) La même prohibition s'applique à la famille qui a joui définitivement d'une exemption de cette catégorie, à moins que l'exempté ne soit décédé ou

Lois subséquentes.

Projet.

VI. — L'article 17 des lois de milice coordonnées est rédigé comme suit :

A. Dans les cas prévus par le 7° et le 8° du numéro V de la présente loi, le milicien désigné pour le service acquiert, par le décès d'un membre de sa famille, même lorsqu'il est incorporé, un titre à l'exemption temporaire égal à celui qu'il aurait eu si le décès avait précédé sa désignation.

B. La réclamation, accompagnée des pièces à l'appui, est adressée au Gouverneur qui la soumet directement à la Cour d'appel.

En cas d'admission par cette Cour, le milicien est rangé parmi les exemptés ordinaires de sa levée, à moins qu'il n'ait déjà effectué du service actif.

Dans ce dernier cas, il reste attaché à la levée avec laquelle il a commencé son service actif, mais il doit, comme l'exempté ordinaire, justifier annuellement de son droit, devant la Commission de recrutement; si son exemption est retirée, il reprend son service actif au point où il l'a interrompu.

VII. — L'article 19 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application.

(Loi du 15 novembre 1919, art. 4 (*in fine*.)

» Le milicien qui, à la suite d'un décès survenu postérieurement à sa désignation, se trouverait dans une des conditions prévues à l'article 16, littéra K, des lois de milice coordonnées, peut obtenir une réduction de service à quatre mois, en remplissant les formalités prévues à l'article 17. »

Loi de 1913.

marié ou que des malheurs exceptionnels n'aient gravement empiré la condition de cette famille.

Art. 19. — (A) Si le nombre des miliciens jugés aptes au service dépasse le chiffre fixé pour le contingent de la levée, des libérations de service sont accordées, jusqu'à concurrence de l'excédent, aux inscrits des familles qui ont fourni le plus de fils à l'armée.

(B) Lorsque les familles justifient avoir fourni le même nombre de fils (miliciens ou volontaires), la préférence est accordée :

a) A celles dont un fils est décédé à l'armée;

b) A celles qui comptent le plus grand nombre de fils ayant accompli ou accomplissant leur terme de service actif normal comme miliciens dans les troupes à cheval;

c) A celles qui peuvent invoquer des termes de service accomplis ou en voie d'accomplissement en qualité de volontaire de carrière dans les cadres inférieurs de l'armée, suivant le nombre de ces services;

d) A celles qui, à cette date, comptent le plus d'enfants plus jeunes que le milicien et suivant le nombre de ces enfants;

(c) Si finalement plusieurs familles se trouvent en concurrence, elles bénéficient toutes de la libération;

(b) Si tous les jeunes gens prévus à un littéra ne peuvent bénéficier de la libération, l'ordre dans lequel les libérations sont accordées est déterminé par le littéra suivant;

Loi du 1^{er} mars 1919.

IX. — Sont mis hors d'application, les articles 19 et 22 des lois de milice coordonnées.

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

Loi de 1912.

Loi du 1^{er} mars 1912.

(E) Il est formé toutefois une réserve de recrutement comprenant, dans l'ordre inverse adopté pour l'octroi des libérations de service, un nombre d'inscrits tombant sous l'application des dispositions qui précèdent, égal à trois pour cent du contingent ;

(F) Pour assurer l'application de ces dispositions, il est institué un conseil de milice supérieur, composé d'un conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, président, d'un officier supérieur de l'armée et d'un fonctionnaire de l'administration centrale, respectivement membre et membre rapporteur ;

(G) Les président et membres du conseil de milice supérieur sont nommés par le Roi, pour chaque levée ;

(H) A la clôture des opérations des juridictions contentieuses, le conseil de milice supérieur arrête provisoirement :

1° La liste des inscrits qui font partie de la réserve de recrutement, en fixant l'ordre dans lequel ils seront appelés à combler les vides qui se produiraient dans le contingent avant le 15 octobre ;

2° La liste des inscrits de la levée qui bénéficieront immédiatement de la libération.

(I) Seuls les extraits matricules militaires et les actes de l'état-civil pourront servir de base aux décisions du conseil ;

(J) Les listes ainsi arrêtées mentionnent la cause de la libération et sont publiées par la voie du *Moniteur* ; elles sont également affichées, en ce qui concerne les miliciens de chaque canton de milice, dans les différentes communes de la circonscription ;

(K) Dans les quinze jours de cette publication, les non-libérés qui se

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

—

Loi de 1912.

Loi du 1^{er} mars 1919.

croient lésés peuvent prendre leur recours auprès du conseil de milice supérieur. Dans le mois de cette publication de la liste provisoire, ce collège statue sur ces recours et arrête définitivement la liste des libérés, ainsi que des inscrits désignés pour la réserve de recrutement.

(L) Le conseil de milice supérieur fait publier par la voie du *Moniteur* dans la seconde quinzaine d'octobre, la liste des inscrits dans la réserve de recrutement qui, n'ayant pas été appelés au service, sont définitivement libérés.

Art. 20. — (A) Sont considérés comme ayant accompli leur terme de service militaire :

1° Les miliciens qui ont accompli au moins leur terme de service actif normal conformément à l'article 63 (rappels non compris) ;

2° Les volontaires qui ont accompli au moins trois ans de service ;

3° Les jeunes gens qui sont entrés en service actif et qui ont quitté l'armée par suite d'infirmités ou d'affections contractées au service militaire ;

4° Les réfractaires, les défaillants et les retardataires qui ont accompli au moins quatre années de service (rappels non compris).

(B) Ne peut procurer la libération à ses frères, le milicien ou le volontaire qui, à partir de la date à laquelle il aura commencé son service actif, aura été absent illégalement de son corps, détenu dans une prison civile ou incorporé dans une compagnie de correction pendant un temps total de neuf mois

Eels subéquens.

Projet.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

dans le cours du terme de service actif normal prévu par l'article 63.

(c) Pour le volontaire, cette prescription ne sera appliquée que si la durée totale de présence réelle au corps a été inférieure à trois ans.

Art. 21 (33). — La composition de la famille est déterminée en tenant compte de ce qui suit :

1° Sont assimilés aux membres de la famille décédés ceux qui, par suite de paralysie grave, de cécité, de démence complète ou d'autres infirmités déterminées par arrêté royal, ou par suite d'une disparition prolongée, doivent être considérés comme perdus pour la famille ;

2° Sont comptés comme s'ils étaient encore en vie, les frères décédés, soit pendant la durée, soit après l'expiration d'un service personnel régulier ;

3° Sont considérés comme s'ils étaient miliciens les enfants entrés au service avant l'âge de la milice.

Art. 22 (34). — (A) Sont exclus du service :

1° Les individus qui ont subi devant un tribunal militaire une condamnation, passée à l'état de chose jugée, qui prononce ou entraîne la déchéance militaire, et ceux qui ont été renvoyés pour inconduite ;

2° Les individus condamnés à une peine criminelle.

(B) Si l'individu a été maintenu par erreur sur la liste ALPHABÉTIQUE, ou s'il n'a encouru l'exclusion qu'après la CLÔTURE DE CETTE LISTE, il est déclaré

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

—

Loi de 1913.

inhabile au service par le conseil de milice.

(c) L'exclusion est au besoin déclarée d'office par la Cour d'appel, nonobstant toute décision rendue même par cette Cour dans l'ignorance de l'indignité, lorsque la preuve de cette dernière est fournie avant la mise en activité du contingent.

(d) Peuvent être exclus du service, les individus condamnés par un ou plusieurs jugements ou arrêts, à une ou à des peines non conditionnelles, atteignant ensemble au moins six mois d'emprisonnement, si c'est du chef de vol, abus de confiance, escroquerie, outrage aux mœurs, attentat à la pudeur ou viol, ou douze mois du chef de tous autres délits volontaires et de droit commun.

Chaque cas particulier est examiné par la Cour d'appel qui, sur réquisitoire du Ministère public, l'intéressé entendu, prononce l'exclusion du service, si elle estime que l'intéressé est indigne ou que sa présence sous les drapeaux serait dangereuse pour l'hygiène morale de la troupe.

La Cour peut aussi prononcer l'ajournement à un an, si elle juge qu'elle ne possède pas les éléments d'appréciation suffisants.

(e) Les exclus de l'armée pour cause de condamnation sont mis, tout leur temps de service actif, à la disposition du Ministère de la guerre, suivant répartition qui sera arrêtée par décision ministérielle.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Fois subséquentes.

Projet.

Loi de 1915.

CHAPITRE IV.

Des conseils de milice et des conseils d'aptitude.

Art. 23 (35). — (A) Il y a par arrondissement administratif un conseil de milice et un conseil d'aptitude. Deux arrondissements réunis sous un même commissariat sont considérés comme n'en faisant qu'un seul.

(B) Le conseil de milice est composé d'un juge au tribunal de première instance, président, d'un juge de paix, autant que possible celui du canton auquel appartiennent les miliciens, et d'un contrôleur des contributions, membres.

Le conseil d'aptitude est composé d'un juge au tribunal de première instance, président, et de deux capitaines de l'armée, membres.

Il est nommé à chaque membre un ou deux suppléants exerçant les mêmes fonctions que les titulaires.

(C) Les membres civils du conseil de milice et du conseil d'aptitude ainsi que leurs suppléants sont nommés par le Roi pour le terme d'un an.

Les membres militaires du conseil d'aptitude et leurs suppléants sont désignés par le Ministre de la guerre.

(D) Le commissaire d'arrondissement siège au conseil de milice et au conseil d'aptitude, à titre de rapporteur, avec voix consultative.

(E) Les secrétaires du conseil de milice et du conseil d'aptitude sont nommés par le commissaire d'arrondissement.

(F) Le conseil d'aptitude est assisté, à titre consultatif, d'un médecin militaire ou agréé désigné par le comman-

Loi du 1^{er} mars 1919.

CHAPITRE IV.

Des conseils de milice et des conseils d'aptitude.

X. Des commissions de recrutement sont substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils d'aptitude s'appliquent aux commissions de recrutement en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

XI. Un arrêté royal peut subdiviser chacune des commissions de recrutement en plusieurs sections.

Dans ce cas, le président de la première section fixe le ressort territorial des sections, ainsi que le lieu et les dates de leurs séances.

Le gouverneur désigne un ou plusieurs suppléants du commissaire d'arrondissement, rapporteur de la première section; il désigne, en outre, les rapporteurs des autres sections et leurs suppléants.

Les secrétaires des sections sont nommés par le commissaire d'arrondissement.

XII. La commission de recrutement (ou la section) a la même composition que le conseil d'aptitude, sauf que le président est choisi parmi les magistrats effectifs, suppléants ou honoraires et parmi les avocats inscrits au tableau depuis dix ans au moins et âgés de plus de 40 ans, et que la durée de leur mandat n'est pas déterminée.

Les membres militaires ne doivent pas obligatoirement avoir le grade de capitaine.

Lois subséquentes.

(Loi du 10 août 1920).

Art. 4. — Il est constitué, dans chaque province, une commission spéciale de recrutement et une commission spéciale d'appel pour statuer sur la situation des individus visés par l'article 1^{er}, lesquels seront régis, *en dehors de la présente loi*, par les lois de milice coordonnées par Arrêté royal du 1^{er} octobre 1913, modifiées par les lois des 1^{er} mars, 15 novembre et 30 décembre 1919.

Toutefois le littéra C de l'article 27 des lois de milice coordonnées rentre en vigueur.

Les commissions spéciales créées par le présent article sont compétentes pour statuer sur les cas visés aux articles 3, 6 et 8 de la présente loi.

Art. 5. — La commission spéciale de recrutement et la commission spéciale d'appel, créées par l'article précédent, ont la composition respectivement du conseil d'aptitude et du conseil de revision prévus par les lois de milice coordonnées de 1913.

Elles ont les mêmes attributions que celles définies aux chapitres IV et V de la loi du 1^{er} mars 1919 relativement aux commissions de recrutement et aux commissions provinciales d'appel.

Leur compétence territoriale s'étend à la province pour laquelle elles ont été instituées; leur mandat prendra fin à une date qui sera fixée par Arrêté royal.

Projet.

CHAPITRE IV.

Des conseils de milice
et des conseils d'aptitude.

VIII. — Des commissions de recrutement sont substituées aux conseils de milice et aux conseils d'aptitude.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent au conseil d'aptitude s'appliquent aux commissions de recrutement, en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

Loi de 1913.

dant de la province, et d'un médecin civil désigné la veille ou le jour de chaque séance par le président du conseil d'aptitude, et remplacé chaque jour si c'est possible.

Lorsque le conseil de milice doit apprécier les infirmités d'un des membres de la famille du milicien, il est assisté de deux médecins désignés par le président.

(c) Avant de commencer les opérations, les médecins prêtent devant le conseil le serment suivant :

« Je jure de déclarer, sans haine ni faveur, si les hommes que je suis chargé d'examiner, sont atteints de maladies ou d'infirmités qui les rendent impropres au service. »

(H) La prestation de ce serment est mentionnée dans un registre destiné à constater les avis des médecins et signé par eux.

(1) Immédiatement après, le président leur impose le devoir de se récuser dans l'examen de tout homme qui les aurait récemment consultés sous le rapport de la milice.

Art. 24 (36). — Lorsqu'un membre du conseil de milice ou du conseil d'aptitude est le parent ou l'allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement, de l'une des parties nominativement en cause, il doit se récuser.

Art. 25 (37). — (A) Le conseil de milice et le conseil d'aptitude siègent au chef-lieu d'arrondissement. Toutefois, le Roi peut décider que le conseil d'aptitude siégera successivement dans différentes communes du ressort.

Loi du 1^{er} mars 1919.

A défaut de médecins militaires pour assister la commission de recrutement, il peut être fait appel, dans l'ordre de priorité ci-dessous :

1° Aux médecins militaires démobilisés appartenant au cadre de réserve ;

2° Aux médecins militaires pensionnés ;

3° Aux médecins civils.

Lois subséquentes.

Art. 7. — Par extension de l'article 30 des lois de milice coordonnées, si un milicien, se trouvant à l'étranger, est hors d'état de se présenter devant la commission de recrutement, il peut être visité à domicile par deux médecins désignés par le consul du ressort, à la réquisition du président de la juridiction dont il s'agit.

Les praticiens désignés motivent leur rapport et prêtent serment, devant le consul, de la manière indiquée à l'article 30 susvisé.

Ces rapports ne peuvent donner lieu qu'à une exemption temporaire.

Projet.

En outre, l'article 7 de la loi du 10 août 1920 reste d'application.

IX. — La Commission de recrutement a la même composition que le Conseil d'aptitude. Elle est assistée, en outre, du personnel militaire, spécialement chargé, à l'intervention du Ministre de la Défense Nationale, de recueillir et de consigner sur les documents devant servir à l'incorporation des miliciens, les renseignements nécessaires pour procéder à une affectation rationnelle des hommes, en égard à leurs aptitudes professionnelles ou à leur formation intellectuelle.

Loi de 1915.

(n) Le local, le chauffage, l'éclairage, le mobilier, le matériel de bureau et le salaire d'un huissier messenger sont à la charge de la commune.

Art. 26 (58). — Sont appelés devant le conseil d'aptitude, les inscrits de l'année et les ajournés portés sur la liste mentionnée à l'article 13 qui n'ont pas réclamé ou qui n'ont pas obtenu une exemption pour causes morales.

Art. 27 (59). — (A) Le collège des bourgmestres et échevins de chaque commune convoque les intéressés à domicile six jours au moins avant celui de la comparution devant le conseil d'aptitude. La convocation est, en outre, publiée selon les formes usitées et à l'heure ordinaire des publications ; les avertissements écrits indiquent le jour, l'heure, la commune et le local où siège le conseil ; il en est demandé récépissé dans un registre spécial, et, au besoin, le porteur de la convocation en atteste la remise par sa signature.

(B) Les inscrits et les ajournés sont présentés au conseil par un membre de l'administration communale, accompagné du secrétaire, porteur de la liste alphabétique et des récépissés. Les frais de route et de séjour de ces fonctionnaires sont à la charge de la commune.

(C) Celui qui, dûment convoqué, ne comparait pas, est réputé défaillant.

Cette disposition ne s'applique ni aux inscrits qui appartiennent déjà à l'armée, ni aux candidats volontaires de milice.

Le conseil d'aptitude constate l'obligation de comparaître et fait connaître à l'intéressé qu'il l'a porté au registre des défaillants.

Loi du 1^{er} mars 1919.

XIV. Le litt. c de l'article 27 est mis hors d'application.

Lois subséquentes.
—Projet.
—

Toutefois le litt. c de l'article 27 des lois de milice coordonnées rentre en vigueur (loi du 10 août 1920, art. 4).

Loi de 1913.

Dans les quinze jours de cette notification, l'intéressé, ses parents ou tuteur peuvent recourir au conseil de revision qui, s'il accueille le recours, ordonne la radiation du registre des défaillants et renvoie le milicien à l'examen du conseil d'aptitude.

Si le recours est rejeté, soit parce que l'intéressé n'a pu être excusé de l'avoir introduit tardivement, soit parce que les motifs de sa non-comparution n'ont pas été admis, il est procédé conformément à l'article 10 (r).

Les défaillants ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de trente-six ans.

(v) Les dates des séances du conseil de milice sont portées à la connaissance des intéressés par voie d'affiche; elles sont, en outre, notifiées par écrit remis à leur domicile, trois jours au moins avant la réunion du conseil, aux inscrits de la levée, aux ajournés et aux dispensés qui ont réclamé une exemption pour causes morales ou le renouvellement de leur dispense.

Art. 28 (40). — (A) Le conseil d'aptitude décide si les hommes sont propres au service en constatant :

1° S'ils sont aptes pour toutes les armes;

2° S'ils sont aptes spécialement pour une arme déterminée;

3° S'ils ne sont aptes que pour telle ou telle arme.

(B) Il ne décide qu'en premier ressort.

Art. 29 (41). — (A) Le conseil de milice statue en première instance sur les réclamations contre l'inscription, sur les demandes d'exemptions pour causes morales, sur les demandes de dispense et sur l'admissibilité des volontaires de milice.

(B) Ses décisions sont notifiées dans les huit jours, aux intéressés par les soins du commissaire d'arrondissement.

Loi du 1^{er} mars 1919.

En ce qui concerne la désignation pour les armes, la commission de recrutement se conforme à l'article 28 des lois codifiées.

Les décisions sont notifiées aux comparants séance tenante.

Lois subséquentes.

Projet.

X. — Par modification à l'article 28 des lois de milice coordonnées, la Commission de recrutement détermine l'aptitude des hommes au service, en constatant :

- 1° S'ils sont aptes au service;
- 2° S'ils ne sont aptes qu'à un service dit auxiliaire;
- 3° S'ils sont inaptes temporairement ou définitivement.

XI. — Les opérations relatives aux levées de 1920 et 1921 auront lieu à l'époque fixée par le gouvernement.

D'autre part, les miliciens de la classe de 1920 et les ajournés rattachés à cette classe qui, à la suite d'une exemption temporaire, doivent faire l'objet d'une nouvelle décision des juridictions de milice, seront convoqués avec la classe de 1922.

Loi de 1912.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Art. 30 ⁽⁴²⁾. — (A) Si, par suite de maladie ou d'infirmité, un inscrit ou un membre de la famille du milicien réclamant une exemption pour cause morale est hors d'état de se présenter à l'examen, il est visité à domicile par des médecins désignés conformément à l'article 23, littéra F).

(B) Ils motivent leur rapport et affirment, sous serment, qu'il a été fait, sans haine ni faveur, soit devant le juge de paix du canton, soit devant le bourgmestre de la commune, soit devant le conseil lui-même, dans les vingt-quatre heures de la visite. Le fonctionnaire qui reçoit l'affirmation en dresse, sans frais, l'acte au bas du rapport, lequel est immédiatement transmis au conseil.

Ces rapports ne peuvent donner lieu, la première année, qu'à une exemption temporaire. ⁽¹⁾

Art. 31 ⁽⁴³⁾. — S'il est douteux que les infirmités invoquées par les miliciens existent réellement, ou s'il y a présomption grave que des moyens ont été employés pour les provoquer ou les aggraver, le conseil d'aptitude peut ordonner la mise en observation et le traitement de ces miliciens dans un hôpital militaire pendant un laps de temps qui ne dépassera pas quinze jours.

Il statue ultérieurement au fond.

Art. 32 ⁽⁴⁴⁾. — Les décisions du conseil de milice et du conseil d'aptitude sont proclamées en séance publique, consignées sur la liste alphabétique et paraphées par le président.

Art. 33 ⁽⁴⁵⁾. — Les décisions portant désignation pour le service sont exécutoires nonobstant appel.

⁽¹⁾ Voir n° VIII du projet et art. 7 de la loi du 10 août 1920.

Lois subséquentes.

Projet.

Loi de 1913.

CHAPITRE V.

De l'appel devant la cour d'appel et le conseil de revision.

Art. 34 (48). — Toutes les décisions des conseils de milice et des conseils d'aptitude sont susceptibles d'appel de la part du commissaire d'arrondissement et de la part des intéressés.

Art. 35 (48bis). — (A) Il y a un conseil de revision par province.

(B) Il est composé du gouverneur de la province, président, et de deux officiers supérieurs de l'armée, membres.

(C) Les suppléants du président du conseil de revision sont nommés par le Roi, pour le terme d'un an.

(D) Les membres militaires et leurs suppléants sont désignés par le Ministre de la guerre.

(E) Un fonctionnaire supérieur du gouvernement provincial désigné par le gouverneur remplit, auprès du conseil de revision, les fonctions de secrétaire rapporteur.

Art. 36 (49). — (A) L'appel contre les décisions de première instance est formé par écrit. Il doit indiquer d'une manière suffisante celui qui l'interjette et, s'il y a lieu, celui contre lequel il est dirigé, ainsi que la décision attaquée.

Loi du 1^{er} mars 1919.

CHAPITRE V.

De l'appel devant la cour d'appel et le conseil de revision.

XV. Des commissions provinciales d'appel sont substituées aux cours d'appel, en tant que jugeant en matière de milice et aux conseils de revision dont elles ont la composition.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées qui se rapportent aux conseils de revision s'appliquent aux commissions provinciales d'appel en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

Lois subséquentes.

Projet.

CHAPITRE V.

De l'appel devant la Cour d'Appel et le
Conseil de revision.

XII. — Sauf en ce qui concerne le cas prévu au n° VI de la présente loi, des commissions provinciales d'appel sont substituées aux Cours d'Appel, en tant que jugeant en matière de milice, et aux conseils de revision dont elles ont la composition.

Toutes les dispositions des lois de milice coordonnées, qui se rapportent aux conseils de revision, s'appliquent aux commissions d'appel en tant qu'elles ne sont pas en opposition avec la présente loi.

Loi de 1913.

(b) La signature de l'appelant intéressé ou la marque qui en tient lieu doit être légalisée par un membre du collège échevinal de sa commune qui ne peut se refuser à l'accomplissement de cette formalité. En cas d'infraction, l'intéressé peut, en la dénonçant, former son appel en personne au greffe de la province, au plus tard dans les trois jours qui suivent les délais ci-après fixés.

(c) L'appel doit être adressé au gouverneur de la province dans les huit jours à partir de la décision, s'il s'agit de l'aptitude physique, dans les huit jours de la notification, si la décision émane du conseil de milice.

(d) Les prescriptions ci-dessus énoncées seront suivies à peine de nullité.

Art. 37 (49bis). — (A) Le gouverneur informe les intéressés, par la voie administrative, de l'appel interjeté contre leur exemption ou leur dispense.

(B) L'appel est soumis par le gouverneur au conseil de revision, s'il s'agit d'apprécier des questions d'aptitude au service et à la cour d'appel, dans tous les autres cas.

Art. 38 (49ter). — (A) Les cours d'appel jugent au nombre fixe de trois conseillers et sans l'assistance du ministère public les causes qui leur sont déferées en vertu de la loi sur la milice.

(B) Chacune des chambres est divisée, à cette fin, en deux sections. Il est attaché à chaque section un greffier adjoint.

(C) Le président de chaque chambre désigne les conseillers qui doivent faire partie de chacune des sections. Il préside celle dont il fait partie. L'autre

Loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes.

Projet.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919

section est présidée par le plus ancien des conseillers qui en font partie.

(D) En cas d'empêchement d'un conseiller, il est remplacé par un conseiller de l'autre section ou d'une autre chambre conformément à la loi d'organisation judiciaire.

(E) Les causes sont, d'après l'ordre d'entrée, attribuées successivement à chacune des sections de la cour. Toutefois, les affaires qui ont un caractère de connexité, dont les pièces sont communes ou qui soulèvent des questions identiques, doivent, autant que possible, être envoyées à la section saisie la première, pour y être débattues en même temps.

(F) Le président de la section qui doit connaître de l'affaire désigne un conseiller pour en faire rapport en audience publique et ordonne que la cause soit portée au rôle, pour être plaidée à l'une des premières audiences.

Le rôle des affaires à plaider est affiché au greffe de la cour; toute affaire fixée par le président y est immédiatement inscrite.

Art. 39 (49⁴). — (A) La cour prononce, après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires s'ils se présentent à l'audience.

L'arrêt est, dans tous les cas, réputé contradictoire.

(B) La partie qui a produit à la cour un mémoire ou une défense écrite n'est pas réputée faire défaut.

Art. 40 (49⁵). — (A) La cour peut réclamer un supplément d'instruction administrative.

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

—

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919

- (b) Elle peut ordonner une enquête,
- (c) Elle peut déléguer un juge de paix pour tenir l'enquête.
- (d) Les arrêts interlocutoires ne sont ni levés ni signifiés.

Art. 41 (40⁶). — (A) Si l'enquête a lieu devant la cour, le greffier informe les parties, au moins huit jours d'avance, du jour fixé et des faits à prouver.

(B) Si l'enquête a lieu devant le juge de paix, le greffier lui envoie le dispositif de l'arrêt ; le juge de paix en informe les parties et fixe, au moins huit jours d'avance, le jour pour recevoir les dépositions. La minute du procès-verbal est transmise à la cour.

(c) Les informations aux parties sont données par lettres recommandées.

(d) Les parties peuvent assister aux enquêtes en personne ou par fondé de pouvoir.

Art. 42 (40⁷). — (A) Les témoins peuvent comparaître volontairement sans perdre droit à la taxe. Ils sont tenus de comparaître sur une simple citation. Ils prêtent serment comme en matière correctionnelle.

(B) En cas de défaut de comparaître et de faux témoignage, ils sont poursuivis et punis comme en matière correctionnelle.

(c) Toutefois, les peines comminées contre les témoins défaillants sont appliquées, sans réquisition du ministère public, par la cour ou le magistrat qui procède à l'enquête.

Art. 43 (49⁸). — Dans les enquêtes,

Lois subséquentes.

Projet.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1913.

aucun témoin ne pourra être reproché pour l'une des causes énumérées par l'article 283 du Code de procédure civile,

Art. 44 (49⁹). — Les débats devant la cour sont publics.

Art. 45 (49¹⁰). — (A) Les parties procèdent sans qu'il soit besoin du ministère d'un avoué.

(B) La cour juge toutes affaires cessantes et prononce, après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires.

(C) Lorsque les besoins du service l'exigent, les présidents des diverses chambres des cours d'appel fixent des audiences spéciales en nombre suffisant pour que les causes portées en appel en vertu de la présente loi soient expédiées avec célérité et sans préjudice des affaires courantes.

Art. 46 (49¹¹). — Les affaires sont portées, aussitôt après leur introduction, par le président de la chambre qui doit en connaître, au rôle de l'une des premières audiences, après quinzaine du dépôt de la requête. Le rapporteur est, en même temps, désigné.

Art. 47 (49¹²). — (A) Le pourvoi est jugé tant en l'absence qu'en la présence des parties; tous arrêts sont réputés contradictoires.

(B) Les parties peuvent présenter leurs moyens en personne ou par un avocat.

Art. 48 (49¹³). — Les huissiers peuvent transmettre par lettre recommandée à la poste les exploits à notifier en matière de milice. La remise de la lettre à la poste vaut notification à la partie signifiée.

Lets subséquentes.

—

Projet.

—

—

Loi de 1912.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Art. 49 (49¹⁴). — (A) Les salaires des huissiers et la taxe des témoins sont réglés comme en matière répressive.

(B) Il n'est perçu d'autre droit de greffe que le droit fixe d'un franc par expédition délivrée.

Art. 50 (50). — (A) La cour d'appel et le conseil de revision statuent au fond dans les trente jours de la remise de l'acte d'appel, s'il n'y a lieu à décision préparatoire.

(B) La cour d'appel et le conseil de revision apprécient les faits tels qu'ils existent au moment de leur examen, lors même qu'ils n'ont pas été et qu'ils n'auraient pu être, soit déférés au conseil de milice, soit indiqués dans l'acte d'appel.

Art. 51 (51). — L'article 24 est applicable aux membres de la Cour d'appel et du Conseil de revision.

Art. 52 (52). — (A) Le Conseil de revision décide en dernier ressort si les hommes sont propres au service ; il constate souverainement s'ils sont aptes pour toutes les armes, s'ils sont aptes spécialement pour une arme déterminée ou s'ils ne sont aptes que pour telle ou telle arme.

(B) Il est assisté, à titre consultatif, d'un médecin militaire ou agréé désigné par le commandant de la province, et d'un médecin civil désigné la veille ou le jour de chaque séance par le président et remplacé chaque fois si c'est possible.

(C) Il est procédé d'ailleurs, comme il est dit aux littéras G, H et I de l'article 23.

Lois subséquentes.

—

Projet.

—



Loi de 1912.

Loi du 1^{er} mars 1919.

(b) S'il est douteux que les infirmités invoquées par les miliciens existent réellement ou s'il y a présomption grave que des moyens ont été employés pour les provoquer ou les aggraver, le Conseil de revision peut ordonner la mise en observation et le traitement de ces miliciens dans un hôpital militaire, pendant un laps de temps qui ne dépassera pas quinze jours. Il statue ultérieurement au fond sans qu'il puisse y avoir, en aucun cas, renvoi au Conseil d'aptitude.

Art. 53 (53). — (A) Les articles 27 (c) et 30 sont applicables à l'appel devant le Conseil de revision.

(B) Les dispositions de l'article 23, littéra (F), paragraphe final, et de l'article 30 sont également observées quand la Cour d'appel doit apprécier, conformément au 1^{er} de l'article 21, les infirmités d'un membre de la famille d'un inscrit.

Art. 54 (54). — La Cour d'appel peut, en cas de refus par l'autorité de délivrer une pièce nécessaire à une exemption, ordonner une instruction administrative ou une enquête et ensuite prononcer l'exemption.

Art. 55 (55). — (A) Les décisions du Conseil de revision sont prises à la majorité absolue.

(B) Les décisions de la Cour d'appel sont prises conformément aux dispositions de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

(C) Les décisions contiennent les noms, prénoms, lieu d'inscription des personnes qui, soit directement, soit

Lois subsequentes.

—

Projet.

—

1

Loi de 1913.

par leurs parents ou tuteurs, ont été nominativement en cause.

(D) L'exposé de l'affaire par un membre de la Cour d'appel ou du Conseil de revision et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique; le vote reste secret.

(E) Les décisions doivent être motivées à peine de nullité. Celles de la Cour d'appel sont notifiées, à la diligence du procureur général, dans les huit jours, au gouverneur de la province.

(F) Dans les provinces d'Anvers, du Limbourg, de la Flandre orientale, de la Flandre occidentale, ainsi que dans les arrondissements de Louvain et de Bruxelles, nul ne peut être nommé membre des Conseils d'aptitude, de milice ou de revision, ou être adjoint comme médecin à ces juridictions, s'il n'est en état de remplir ces fonctions en flamand et en français.

Dans les mêmes provinces et dans l'arrondissement de Louvain, les communications verbales aux miliciens et aux délégués des communes se feront en langue flamande, à moins que les intéressés ne réclament l'usage du français.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, les mêmes communications seront faites en flamand ou en français, suivant que les miliciens feront usage de l'une ou de l'autre de ces deux langues.

Les avis et les communications écrites, que les Conseils de milice, les Conseils d'aptitude, les Conseils de revision et les autres autorités en matière de milice adressent aux communes ou au public, restent régis par la loi du 22 mai 1878 relative à l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

|

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

CHAPITRE VI.

Du recours en cassation.

Art. 56 ⁽⁵⁸⁾. — (A) Les décisions de la Cour d'appel et celles du Conseil de revision peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation.

(B) Le pourvoi doit être, à peine de déchéance, motivé et formé dans les délais suivants :

1° Par le Gouverneur des décisions de la Cour d'appel et par le secrétaire-rapporteur près le Conseil de revision dans les quinze jours à partir de la notification des décisions ;

2° Dans le même délai, à partir de la décision du Conseil de revision ou de l'arrêt de la Cour d'appel, par l'intéressé se pourvoyant contre une décision qui a prononcé sa désignation pour le service.

Art. 57 ⁽⁵⁹⁾. — La déclaration du recours est faite au greffe de la cour d'appel ou du conseil provincial, selon que la décision attaquée émane de la cour d'appel ou du conseil de revision, par le demandeur en personne ou par un fondé de pouvoir spécial ; dans ce dernier cas, le pouvoir demeure annexé à la déclaration. Celle-ci est inscrite dans un registre à ce destiné.

Art. 58 ⁽⁶¹⁾. — (A) L'acte de pourvoi est, à peine de déchéance, signifié textuellement et par huissier à toute personne nominativement en cause, dans les dix jours de la déclaration.

(B) La cour de cassation statue toutes affaires cessantes.

(C) Le greffier de la cour de cassation

Lois subséquentes.

—

Pr. jet.

—

|

Loi de 1913.

informe les greffiers des cours d'appel de l'admission ou du rejet des pourvois contre les arrêts de leurs cours. Les greffiers des cours d'appel transmettent dans la quinzaine aux gouverneurs de province intéressés, soit un extrait de ces décisions, soit un avis que le pourvoi a été rejeté. Le greffier de la cour de cassation transmet pareille information au gouverneur si la décision dont il y avait eu appel émane du conseil de revision.

Art. 59 ⁽⁶²⁾. — (A) Tous les actes de la procédure devant la cour d'appel et de cassation sont exempts des frais de timbre, d'enregistrement et d'amendes.

(B) Sauf la condamnation aux frais et aux dépens, aucune indemnité du chef de rejet de pourvoi ne peut être imposée au demandeur au profit du défendeur.

Art. 60 ⁽⁶³⁾. — (A) Si la cassation est prononcée, la cause est renvoyée à la cour d'appel ou au conseil de revision d'une autre province.

(B) Si la seconde décision est annulée par les mêmes motifs que ceux de la première cassation, la cour d'appel ou le conseil de revision à qui l'affaire est renvoyée se conforme à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

CHAPITRE VII.

De l'incorporation.

Art. 61 ⁽⁸¹⁾. — (A) Le gouvernement fixe l'époque à laquelle les hommes désignés pour le service sont remis à l'autorité militaire.

Loi du 1^{er} mars 1919.

CHAPITRE VII.

De l'incorporation.

XVII. Les hommes désignés pour le service par les commissions de recrutement reçoivent, séance tenante, lecture d'un résumé des lois militaires dont le texte est fixé par arrêté royal.

Lois subséquentes.**Projet.**

(Loi du 15 novembre 1919.)

ARTICLE PREMIER.

L'article 2, chapitre VII, n° XVII,

CHAPITRE VII.**De l'incorporation.**

XIII. — Les hommes désignés pour le service par les Commissions de recrutement, sont renvoyés dans leurs foyers, en attendant leur appel au service actif. Toutefois les intéressés qui habitent

Loi de 1913.

(b) Cette remise se fait au chef-lieu de la province par le gouverneur, qui en dresse l'état en signalant spécialement les miliciens compris dans les contingents antérieurs, dont la dispense n'a pas été maintenue. Chacun des intéressés reçoit préalablement du gouverneur un ordre de départ.

(c) Dès que les miliciens quittent leur commune pour être dirigés vers le chef-lieu, ils sont nourris et logés aux frais de l'Etat.

Art. 62 (⁸² et ^{83bis}). — Au moment de la remise, les miliciens sont répartis entre les différentes armes par l'autorité militaire, en tenant compte du degré d'aptitude qui leur a été reconnu, le cas échéant, par les juridictions contentieuses.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Dès ce moment, ils acquièrent la qualité de militaire.

Si la date fixée par le gouvernement pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date, à moins qu'ils ne désirent faire immédiatement leur terme de milice.

Les décisions des commissions de recrutement sont exécutoires nonobstant appel.

Les hommes désignés pour le service sont répartis dans les corps et services par l'autorité militaire, en tenant compte des décisions des juridictions contentieuses.

Lois ultérieures.

Projet.

alinéa 3 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Si la date fixée par le Gouvernement pour l'entrée de leur classe au service actif n'est pas encore arrivée, ils sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à cette date, et, au plus tard, jusqu'à la fin de 1923. »

(Voir également l'art. 4 ci-après de la même loi.)

l'étranger et qui ne pourraient, sans préjudice grave, attendre la date d'appel de leur classe au service actif, peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense Nationale à accomplir leur terme de service dès que leur désignation est prononcée.

Les décisions des commissions de recrutement sont exécutées nonobstant appel.

XIV. — a) Les hommes désignés pour le service sont répartis dans les corps et services par l'autorité militaire, en tenant compte des décisions des juridictions contentieuses ;

b) Sont affectés d'office aux troupes d'administration du service de santé et reçoivent, en temps de paix, dans un centre d'instruction qui leur est réservé, la formation de brancardier-infirmier militaire :

1° Les Ministres des cultes visés à l'article 117 de la Constitution ;

2° Ceux qui font partie d'une communauté religieuse fixée dans le pays, à l'exclusion du personnel domestique salarié ;

3° Ceux qui se consacrent exclusivement et d'une façon continue aux travaux d'une œuvre de mission, à l'extérieur du pays, approuvée par les autorités attitrées d'un des cultes visés au 1° ci-dessus ;

4° Ceux qui se destinent au Ministère ecclésiastique ou aux Missions et qui sont élèves en théologie dans un établissement reconnu par le chef du culte intéressé.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

CHAPITRE VIII.

Des congés.

Art. 63 (88). — (A) Un arrêté royal détermine chaque année la répartition des effectifs dans les diverses armes.

(B) En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée.

Le terme de service actif des miliciens a une durée de :

Quinze mois dans l'infanterie, l'artillerie de forteresse et les compagnies spéciales d'artillerie, le génie et les compagnies spéciales du génie ;

Vingt-quatre mois dans la cavalerie et l'artillerie à cheval ;

Vingt et un mois dans l'artillerie montée et le train ;

Douze mois et demi dans le bataillon d'administration.

Ces délais courent à partir de l'appel sous les armes.

Il y aura, en outre, en une ou deux

CHAPITRE VIII.

Des congés.

XVIII. Dès que l'armée sera démobilisée, le chapitre des lois de milice coordonnées relatif aux congés redeviendra exécutoire.

Lois subséquentes.

Projet.

c) Les officiers de marine, les marins, les élèves des écoles de navigation, ainsi que les inscrits naviguant à la pêche depuis deux ans au moins, sont affectés aux unités chargées de la défense des côtes, des fleuves, des passes navigables ou à des services analogues.

d) Une loi spéciale détermine les catégories de miliciens qui, en raison de leurs aptitudes présumées, sont astreints à concourir à la formation des cadres de réserve. Elle fixe les obligations particulières auxquelles ils sont soumis de ce chef et précise les conditions dans lesquelles ils peuvent être admis dans le cadre susdit.

CHAPITRE VIII.

Des congés.

XV. — a) Les litt. *B* et *E* de l'article 63 des lois de milice coordonnées demeurent modifiés conformément aux dispositions arrêtées par la loi du 30 décembre 1920, sauf que pour les miliciens visés au litt. *b*) du n° XIV ci-dessus, le terme de service, rappels compris, peut s'effectuer en deux périodes d'égale durée, avec un intervalle d'un an au plus.

b) Sont applicables, en outre, aux miliciens des classes de 1920, 1921 et 1922, les dispositions de la loi du 30 décembre 1920, concernant les miliciens des classes de 1918 et 1919 qui s'engagent à prolonger, dans la cavalerie ou dans l'artillerie à cheval, leur terme de service actif jusqu'à concurrence de dix-sept mois.

c) En cas de mobilisation, le Ministre de la Défense Nationale ordonne le

Loi de 1913.

périodes, au cours des deuxième, troisième ou quatrième années : pour l'infanterie, l'artillerie de forteresse, les compagnies spéciales d'artillerie, l'artillerie montée et le train, un rappel de quatre semaines; pour la cavalerie et l'artillerie à cheval, un rappel de six semaines; pour le génie, un rappel de huit semaines.

Nul ne peut être distrait sans nécessité absolue des termes de service ci-dessus et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries.

(c) Le terme de service actif pour les volontaires est de :

Trois ou cinq ans s'ils sont âgés de plus de dix-huit ans;

Cinq ou sept ans s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans;

Un, deux ou trois ans pour les miliciens ou volontaires qui, après l'accomplissement de leur terme de service, signeront un nouvel engagement.

La durée du terme de service actif normal prend cours :

1° Pour les volontaires, le 15 septembre qui suit la date de l'engagement;

2° Pour les miliciens et les volontaires de milice, au jour de leur entrée au service actif.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes.

Projet.

(Loi du 15 novembre 1919, art. 4.)

L'article 63, littéra C, des lois de milice coordonnées est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« c) Le terme de service actif, pour les volontaires est de :

» trois ans, s'il sont âgés de dix-huit ans et plus ;

» quatre ans, s'il sont âgés de moins de dix-huit ans ;

» cinq ans, s'il sont âgés de moins de dix-sept ans ;

» un, deux ou trois ans, pour les miliciens ou les volontaires qui, après l'accomplissement de leur terme de service actif normal, ou de leur terme de milice, demandent à demeurer ou à rentrer sous les armes. Ils sont dès lors, considérés comme rengagés.

» La durée du terme de service actif normal prend cours :

» 1° pour les volontaires, à partir du jour de leur engagement ;

» 2° pour les miliciens et les volontaires de milice, à partir de la date de leur entrée effective sous les armes, sans que cette date puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe à laquelle ils appartiennent. »

maintien dans leurs foyers, des miliciens appartenant au clergé d'un culte reconnu, en qualité de curé, desservant ou vicaire, de pasteur ou rabbin, à condition qu'ils appartiennent à l'armée territoriale ou aux cinq plus anciennes classes de la réserve de l'armée active et qu'ils soient signalés, par le Ministre de la Justice, sur les propositions des autorités attitrées, comme étant indispensables au service du culte à l'intérieur du royaume. La proposition qui les concerne est renouvelée chaque année.

XVI. — Le litt. C de l'art. 63 des lois de milice coordonnées est modifié comme suit :

1° Le terme de service actif pour les volontaires est de : deux ans, s'ils sont âgés de dix-huit ans et plus ; trois ans, s'ils sont âgés de moins de dix-huit ans ; quatre ans, s'ils sont âgés de moins de dix-sept ans.

Un arrêté royal détermine les catégories spéciales de volontaires astreints à contracter un engagement pour un terme de service actif d'une durée supérieure.

La durée du terme de service actif prend cours : pour les volontaires à partir du jour de leur engagement ; pour les miliciens et les volontaires de milice, le jour de leur entrée sous les armes, sans que cette date, sauf l'exception prévue au n° XIII de la présente loi, puisse être antérieure à celle fixée pour l'appel au service actif de la classe à laquelle ils appartiennent.

2° Des rengagements peuvent être contractés :

a) Pour un premier terme d'un an, par les miliciens qui ont accompli leur terme de service actif normal ;

Loi de 1912.

(d) Les miliciens en congé illimité sont soumis chaque année à une revue d'effectifs. En sont exempts ceux qui, dans l'année, se sont soumis à un rappel sous les armes.

(e) Lorsque aucune circonstance exceptionnelle de service ne s'y oppose, les volontaires et les miliciens qui s'en rendent dignes par leur conduite et leur manière de servir, ont droit annuellement à trois congés sans solde, chacun d'une durée d'une semaine. La somme de ces congés ne peut dépasser vingt et un jours qu'à la demande expresse des militaires et des parents.

Toutefois, ces congés peuvent être octroyés en une seule fois, aux volontaires ou miliciens qui désirent participer aux travaux saisonniers.

La durée totale sera portée à trente-six jours par an pour les miliciens dont le concours personnel est nécessaire pour les travaux saisonniers de l'exploitation de leurs ascendants ou de leurs frères et sœurs. La demande de congé sera faite par le milicien et sa famille et accompagnée d'un certificat du juge de paix.

Dans tous ces cas, le service actif des bénéficiaires est prolongé à concurrence de l'excédent.

(f) Les miliciens et les volontaires qui se conduisent ou servent mal peuvent être privés des congés temporaires.

Après l'accomplissement de leur terme de service actif, ils peuvent aussi être maintenus sous les armes pour un temps indéterminé, en rapport avec la gravité des fautes commises, et avec leur conduite générale pendant toute la durée de leur service actif.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes.

Projet.

(Loi du 30 décembre 1920.)

Art. 1^{er}. — Les modifications ci-après sont apportées à l'article 63 des lois de milice coordonnées en 1913, en ce qui concerne les miliciens des classes de 1918, 1919, 1920, 1921 et 1922.

1° Le texte du littéra B est remplacé par le texte suivant :

En dehors des rappels, le service actif s'effectue d'affilée.

Le terme de service actif des miliciens a une durée de :

Dix mois dans l'infanterie ;

Douze mois dans les armes, troupes et services, autres que l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie à cheval ;

Treize mois dans la cavalerie et l'artillerie à cheval.

Ce terme prend cours le jour de l'entrée sous les armes.

Un arrêté royal déterminera les avantages accordés aux miliciens de la classe de 1919, qui, désignés, dans la limite des besoins, pour la cavalerie ou l'artillerie à cheval, soit d'office comme suite aux décisions des juridictions de milice, soit à leur demande s'ils possèdent l'aptitude physique voulue, s'engageront à prolonger, dans ces armes, jusqu'à concurrence de dix-sept mois, leur terme de service actif.

Le bénéfice de cet arrêté s'appliquera, moyennant les mêmes obligations de service actif, aux miliciens des armes précitées, des classes 1918 et 1919, actuellement présents sous les drapeaux.

D'autre part, tout milicien désigné pour une école de sous-lieutenants de réserve, doit accomplir le terme de service actif imposé dans l'arme correspondant à cette école, quel que soit l'arme ou le service où il a été incorporé.

b) Pour un terme de 2, 3 ou 4 ans, par les miliciens et les volontaires qui ont accompli leur terme de service actif normal, ainsi que par tout homme dégagé de ses obligations militaires.

3° En période de mobilisation, des engagements et rengagements peuvent être contractés, dans les conditions fixées par le Ministre de la Défense Nationale, pour le temps que l'armée sera tenue sur pied de guerre, et sans que ces engagements dispensent les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. En outre, les engagements et rengagements en cours sont prorogés de plein droit jusqu'au jour fixé pour la démobilisation de l'armée.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

(c) Des congés extraordinaires de faveur, avec solde, d'une durée de quinze jours au maximum pour les caporaux (brigadiers) et soldats, et d'une durée totale d'un mois pour les sous-officiers, peuvent être accordés annuellement par les chefs de corps aux militaires qui s'en rendent particulièrement dignes par leur zèle et le dévouement qu'ils apportent dans l'accomplissement de leurs fonctions et de leurs devoirs militaires.

(n) Le milicien ou le volontaire, pour des motifs graves jugés valables par l'autorité militaire, peut obtenir un congé interruptif d'une durée de trois mois à deux ans, à condition de parfaire, à sa rentrée, le terme de service actif qu'il doit accomplir en vertu de ses obligations légales ou de son engagement.

(i) Toute absence pour blessures ou maladies involontaires compte comme temps de service actif.

(j) Tous ceux qui sont astreints au service militaire jouissent, aux jours prescrits par leur culte, sauf dans les circonstances exceptionnelles et graves, du temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux suivant les règles et les usages de leur culte.

Un arrêté royal réglera l'exécution de cette disposition.

Art. 64 (87). — Dans des circonstances spéciales, le Gouvernement est autorisé à suspendre ou modifier l'article 63.

Art. 65 (88). — (A) Les miliciens, à partir de l'incorporation, et les volon-

Lois subséquentes.

Projet.

Il y aura, en outre, en une ou deux périodes, au cours du terme de quatre années suivant immédiatement l'envoi en congé illimité, des rappels dont la durée totale ne pourra dépasser :

Quatre semaines pour l'infanterie, l'artillerie montée, l'artillerie lourde et le corps des transports ;

Six semaines pour la cavalerie et l'artillerie à cheval ;

Huit semaines pour le génie, l'aéronautique, les troupes de communication et de transmission, le bataillon des pontonniers et le détachement des torpilleurs et marins.

Nul ne peut être distrait sans nécessité absolue des termes de service ci-dessus et employé hors des rangs des compagnies, escadrons ou batteries ;

2° Le texte du littéra E est remplacé par le texte suivant :

Indépendamment des congés d'urgence pour motifs graves, les miliciens de bonne conduite, accomplissant le terme de service actif déterminé au littéra B, ont droit à un congé sans solde dont la durée ne peut dépasser la proportion d'un jour par mois de service actif.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

taires, à partir de leur engagement, ne peuvent contracter mariage qu'avec le consentement du Ministre de la Guerre.

(B) Les militaires en congé illimité pour avoir accompli leur terme de service actif normal peuvent contracter mariage sans le consentement du Ministre de la Guerre.

Art. 66 (89). — (A) Un arrêté royal détermine les mesures nécessaires pour assurer le rappel rapide et régulier des militaires en congé illimité.

(B) Les militaires en congé illimité ne peuvent établir leur résidence à l'étranger qu'en se soumettant à certaines conditions déterminées par le Ministre de la Guerre.

(C) Les militaires qui contreviennent aux dispositions qui sont prises par application des littéras (A) et (B) ci-dessus alors même qu'il n'y aurait pas infraction aux lois militaires, peuvent être punis par l'autorité militaire et être rappelés sous les armes pour un terme variant de huit jours à six mois.

CHAPITRE IX.

Des certificats.

Art. 67 (90). — (A) Les certificats à l'appui de demandes de libération provisoire ou définitive du service sont délivrés par le collège des bourgmestre et échevins.

(B) Le collège ne peut délibérer si la majorité de ses membres n'est présente.

(C) En cas de parité de voix, la décision est remise à une séance ultérieure, fixée à bref délai à laquelle sera convo-

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

CHAPITRE IX.

Des certificats.

Loi de 1913.

qué, au besoin, le conseiller le premier en rang d'ancienneté.

(b) Si, par une cause quelconque, les voix se répartissent une deuxième fois en nombres égaux, celle du président est prépondérante.

(E) Il doit être statué sur toute demande; les votes sont mentionnés dans les décisions; en cas de refus du certificat, acte en est donné à l'intéressé.

Art. 68 (9). — Les demandes de certificats motivées par l'état de fortune de la famille doivent être adressées verbalement ou par écrit, soit au commissaire d'arrondissement, soit à l'administration communale, avant le 22 juillet. Il est donné acte de sa déclaration à l'intéressé.

Passé ce délai, les demandes ne pourront plus être admises, à moins qu'elles ne soient fondées sur des faits postérieurs à son expiration.

Toutefois, le conseil de milice et la cour d'appel peuvent relever le milicien de la déchéance encourue, en énonçant les motifs de leur décision.

CHAPITRE X.

Dispositions pénales.

Art. 69 (92). — Sont punis d'une amende de 26 francs à 200 francs :

1° Ceux qui ont négligé de requérir l'inscription dans le délai fixé au premier paragraphe de l'article 41;

2° Les médecins qui, sans motif admis par le conseil de milice, par le conseil d'aptitude, par la cour d'appel ou par le conseil de revision, ont man-

Loi du 1^{er} mars 1919.

CHAPITRE X.

Dispositions pénales.

XIX. Le 1° de l'article 69 des lois de milice coordonnées est mis hors d'application.

Lois subséquentes.

Projet.

XVII. — Par dérogation à l'article 68 des lois de milice coordonnées, les demandes de certificats, en ce qui concerne les miliciens des classes 1920 et 1921, sont admises, pour la première fois sans délimitation de délai.

CHAPITRE X.

Dispositions pénales.

Loi de 1913.

qué à l'une ou à plusieurs séances de ces collèges, s'y sont rendus tardivement ou ont refusé de visiter à domicile les individus qui leur auraient été désignés;

3° Ceux qui, provoquant le trouble ou y participant dans une séance consacrée par l'autorité aux opérations de la milice, ont résisté à un ordre d'expulsion donné par le président ou par le fonctionnaire qui les dirige.

Art. 70 (93). — L'infraction mentionnée au numéro 1° de l'article précédent est constatée par procès-verbal du bourgmestre; celles que prévoient les nos 2° et 3° sont constatées par procès-verbal du fonctionnaire qui préside ou dirige la séance de milice.

Art. 71 (93). — Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux ans :

1° Ceux qui ont subi les examens d'aptitude physique prescrits par la loi, en prenant ou en se laissant attribuer le nom d'un tiers, dans le but de lui procurer une exemption ou de le faire admettre au service;

2° Ceux qui appelés à faire partie du contingent de leur classe, ont employé

Loi du 1^{er} mars 1919.

Cet article est complété comme suit :

4° L'appelé qui n'aura pas comparu devant les juridictions contentieuses dans les conditions et les délais fixés.

5° Est puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 1,000 francs, ou d'une de ces deux peines seulement, celui qui a changé de résidence pour se soustraire aux opérations de recrutement ou a, dans le même but, employé des manœuvres frauduleuses.

Fois subséquentes.

—

Projet.

—

—

Loi de 1913.

des moyens propres à faire naître ou à développer des maladies ou infirmités pour se faire exempter du service, ou qui se sont mutilés ou laissé mutiler dans ce but, soit que leur exemption ait été admise, soit qu'elle ait été rejetée. Ils sont, à l'expiration de leur peine, mis à la disposition du Ministre de la guerre pour un terme de huit ans.

Art. 72 (96). — Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 73 (97). — (A) Celui qui, appelé à faire partie de la levée annuelle, ne s'est pas présenté à l'incorporation ou à la lecture des lois militaires est tenu d'accomplir un terme de service actif de quatre années.

(B) Néanmoins, s'il allègue des causes d'empêchement jugées valables par le gouverneur, il est traité comme les appelés ordinaires.

(C) Le retardataire dont les motifs d'excuse n'ont pas été admis par le gouverneur peut les soumettre à la cour d'appel. Le recours est formé par l'intéressé, son père, sa mère ou son tuteur, suivant les distinctions établies à l'article 9.

Art. 74 (97bis). — Les gouverneurs publient tous les six mois, le 1^{er} janvier

Loi du 1^{er} mars 1919.

XX. La partie de l'article 71 des lois de milice coordonnées, visant la mise à la disposition du Ministre de la guerre pour un terme de huit ans, est hors d'application.

Il en est de même des articles 73, 74 et 75.

Lois subséquentes.

Projet.

XVIII. — Sont mis hors d'application les articles 73, 74 et 75 des lois de milice coordonnées.

Est considéré comme déserteur celui qui n'a pas rejoint son corps ou service : en temps de paix dans les quinze jours ; en temps de guerre, dans les trois jours, après la date fixée par l'ordre de rejoindre.

Loi de 1915.

Loi du 1^{er} mars 1919.

et le 1^{er} juillet, une liste générale des retardataires à afficher dans toutes les communes de la province, et ordonnent les mesures nécessaires pour leur arrestation.

Art. 75 (98). — Est considéré comme déserteur, le Belge désigné pour le service, qui s'expatrie postérieurement pour se soustraire à l'incorporation.

Art. 76 (99). — Dans le cas de détention subie en vertu d'un jugement, la durée du service militaire sera prolongée d'un temps égal à celui qui aura été passé dans cet état.

CHAPITRE XI.

Des engagements volontaires.

Art. 77 (100). — (A) Un arrêté royal détermine les conditions d'admission des volontaires.

Il détermine aussi les avantages autres que ceux prévus par la loi qui peuvent leur être accordés.

(B) Le mineur d'âge, n'appartenant pas encore à l'armée, doit justifier préalablement du consentement de son père ou de sa mère veuve ou, s'il est orphelin, de son tuteur. Ce dernier devra être autorisé par délibération du conseil de famille.

(C) Les volontaires de toutes les catégories, de même que les miliciens, acquièrent la qualité de militaires par le fait de leur incorporation et de la lecture, qui leur est donnée, des lois militaires.

Lois subséquentes.

—

Projet.

—

CHAPITRE XI.

Des engagements volontaires.

Loi de 1913.

Les volontaires refusés pour inaptitude physique au service peuvent en appeler devant le conseil de revision dans les mêmes conditions que les miliciens.

Volontaires de carrière.

(n) Des engagements peuvent être contractés pour une durée d'un terme de milice par tout Belge âgé de seize ans au moins et de trente-cinq ans au plus s'il n'a pas encore servi, de quarante ans au plus s'il a déjà servi.

(r) Des engagements peuvent aussi être contractés par les étrangers tenus de concourir au service de la milice et par ceux qui ont le droit d'opter pour la nationalité belge.

Volontaires de milice.

(r) Sont autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de dix-huit ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice en attendant l'époque de leur inscription.

Sont en outre autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de dix-sept ans, les jeunes gens qui s'engagent à subir les épreuves d'admission dans les cadres de réserve. Un arrêté royal détermine les conditions dans lesquelles ils peuvent bénéficier de cette disposition ainsi que le mode d'accomplissement de leurs obligations de milice.

Ces deux catégories de volontaires de milice sont assimilées aux miliciens de la levée à laquelle ils se rattachent par leur engagement.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes.**Projet.**

(Loi du 15 novembre 1919, art. 5.)

Le littéra D de l'article 77 des lois de milice coordonnées est complété comme suit :

« En période de mobilisation, il est permis d'admettre des engagements pour le temps que l'armée restera sur pied de guerre.

» Ces engagements ne dispensent pas les intéressés des obligations qui leur incomberaient éventuellement en matière de milice. »

(Cette disposition est reproduite au Chap. VIII, n° XVI du projet actuel.)

(Loi du 10 août 1920.)

Art. 1^{er}. — Les opérations de recrutement consécutives à l'inscription pour la levée de 1920, pourront avoir lieu en 1921, sauf en ce qui concerne :

5° Les jeunes gens visés à l'article 77, littéra F, 4^{er} alinéa des lois de milice coordonnées par l'Arrêté royal du 1^{er} octobre 1913.

Ils seront rattachés à la première classe qui sera appelée au service actif, après que sera intervenue la décision qui les concerne.

XIX. — Les littéras *d, e, f* de l'article 77 des lois de milice coordonnées sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Volontaires de carrière.

Des engagements volontaires pour la durée d'un terme de milice peuvent être contractés, à partir de l'âge de 16 ans, par tout Belge, ainsi que par tout étranger tenu de concourir au service de la milice ou ayant la faculté d'acquérir la nationalité belge.

Volontaires de milice.

Sont autorisés à servir comme volontaires de milice, à partir de l'âge de dix-huit ans, les jeunes gens qui pourraient subir un grave préjudice, s'ils devaient attendre l'époque normale de l'appel de leur classe au service actif.

Les volontaires de milice sont assimilés aux miliciens de la classe avec laquelle ils sont appelés sous les armes et rattachés à celle-ci.

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.*Emplois et pensions.*

(c) Les emplois dans les corps de troupes sont, dans la mesure du possible, confiés à des militaires rengagés ou à des civils militarisés.

(n) La nature de ces emplois et le nombre de leurs titulaires sont déterminés par arrêté royal.

(i) Un arrêté royal détermine également les services des établissements militaires et les emplois, autres que ceux visés ci-dessus, qui seront confiés à d'anciens militaires ayant accompli leurs obligations de milice et, à leur défaut, à des préposés n'ayant pas servi dans les corps de troupe de l'armée.

(j) Le nombre d'anciens militaires et de préposés n'ayant pas servi dans les corps de troupe de l'armée, appelés aux emplois dont il est question dans les trois paragraphes précédents, ne dépassera pas dix-huit cents.

(κ) Les titulaires des emplois dans les corps de troupe et les établissements militaires, recrutés par application du présent article, contractent un engagement spécial de la durée d'un an au moins. Ils reçoivent les salaires ou traitements en rapport avec leurs capacités et leurs fonctions. Ils ont droit, à un âge à déterminer par arrêté royal, à une pension en rapport avec leurs allocations et avec le nombre de leurs années de service.

(ι) Ceux qui n'appartiennent pas à l'armée acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur entrée au service et de la lecture qui leur est donnée des lois militaires.

Loi subséquente.

Projet.

Loi de 1913.

(u) En cas de mobilisation de l'armée, la durée de l'engagement des préposés ci-dessus indiqués est prorogée de plein droit pendant tout le temps que l'armée reste sur le pied de guerre.

(v) Le tableau annexé à la présente loi précise les emplois pour lesquels la préférence sera accordée aux anciens volontaires ou rengagés par ordre de plus longue durée de service accompli.

(o) La préférence ne dispense jamais des conditions d'admission à l'emploi. Exception est faite cependant pour la limite d'âge. Celle-ci pourra être dépassée d'un nombre d'années à déterminer pour chaque emploi.

(p) Les sous-officiers et les caporaux (brigadiers) qui jouissent d'une pension de retraite restent pendant dix ans à la disposition du Ministre de la Guerre.

CHAPITRE XII.

Dispositions particulières.

Art. 78 (101). — (A) Le Roi prend toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la loi, détermine la forme des registres et des autres imprimés, ainsi que le nombre et la nature des pièces dont la production est prescrite. Toute pièce qui n'est pas conforme aux modèles est rejetée.

(B) Chaque année, dans toutes les communes du pays et aux frais de l'État, les dispositions de la présente loi, relatives aux volontaires, ainsi que les dispositions des arrêtés d'exécution, sont affichées. Elles sont, en outre, distribuées à tous les jeunes gens en âge de milice.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Lois subséquentes.

Projet.

Loi de 1913.

Art. 79 (102). — Tous actes et pièces concernant la milice sont exempts de frais de timbre et d'enregistrement.

Art. 80 (103). — Les individus soumis aux obligations de la présente loi et âgés de dix-neuf à vingt-huit ans accomplis, ne peuvent être mariés que sur la production d'un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées, soit par les lois antérieures sur la milice, soit par la présente loi. Il est défendu, dans ce cas, à tout officier de l'état civil de procéder aux publications de mariage, sous peine d'une amende correctionnelle de 300 fr. à 800 francs.

Art. 81 (104). — Les mêmes individus ne peuvent obtenir une patente ou un passeport pour l'étranger qu'après avoir fourni la preuve qu'ils ont satisfait aux lois sur la milice.

Néanmoins les militaires en congé illimité peuvent obtenir une patente en exhibant leur congé, et un passeport à l'étranger en produisant l'autorisation du département de la guerre.

Art. 82 (105). — Nul ne peut être admis à un emploi salarié sur les fonds de l'Etat, de la province ou de la commune, qu'après avoir fourni la preuve qu'il a satisfait aux lois sur la milice.

Art. 83 (107). — Un règlement d'administration générale organisera, dans tous les régiments de l'armée, des écoles pour les militaires en activité de service.

La fréquentation des cours élémentaires par tous les soldats ne sachant ni lire ni écrire sera considérée comme faisant partie du service et, comme telle, rendue obligatoire.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Les subséquents.

Projets.

Loi de 1913.

CHAPITRE XIII.

Dispositions transitoires.

Art. 84. -- Les miliciens de 1913 et les ajournés des levées antérieures, exemptés du chef de service de frères, ainsi que les jeunes gens remplacés par un frère antérieurement à la levée de 1913, conservent leurs droits au renouvellement ou à l'obtention de l'exemption, dans les conditions prévues par les prescriptions, des lois sur la milice coordonnées qui sont abrogées. Les inscrits qui ont contracté mariage avant le 15 mars 1913 conservent le droit qu'ils auraient eu à l'exonération sous l'empire de la législation abrogée.

Loi du 1^{er} mars 1919.

Art. 3. — Tombent également sous l'application de la présente loi tous les hommes qui, appelés à faire partie d'un contingent de milice en vertu des arrêtés-lois énumérés à l'article 1^{er}, n'ont pas satisfait aux obligations qui leur étaient imposées.

Ils sont traités comme les hommes de la levée spéciale de 1919 à laquelle ils sont rattachés, sauf qu'ils restent passibles des pénalités comminées par les arrêtés-lois des 5 janvier 1916, 20 mai 1916 et 21 juillet 1916.

Les appelés de cette catégorie ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de 40 ans.

(Loi du contingent du 30 décembre 1919)

Art. 4. — Les individus astreints à des obligations militaires en vertu de la loi du 1^{er} mars 1919 et qui, à la date du 1^{er} février 1920, n'auront pas comparu devant une commission de recrute-

Lois subséquentes.

Projet.

(Loi du 10 août 1920.)

Art. 2. — Les réfractaires, les défaillants et les retardataires visés au 1^{er} de l'article 1^{er} ci-dessus, qui ont fait partie, soit de l'armée belge, sans que leur situation irrégulière ait été découverte, soit de l'armée de l'une des nations alliées ou associées, sont, d'office, assimilés aux miliciens ou excusés, selon le cas, et exonérés de toute obligation supplémentaire de service en temps de paix. Leur terme de milice prend cours à la date du 15 septembre de l'année au cours de laquelle ils ont été incorporés pendant la guerre.

Art. 6. — Sont seuls considérés comme étant en infraction au sens de l'article 4, 2^e alinéa de la loi du 30 décembre 1919, les individus auxquels les Arrêtés-lois de recrutement pour la

Article 2.

a) Sous réserve de l'application de l'article 2 de la loi du 10 août 1920, sont portés au registre des réfractaires ou des défaillants, suivant le cas, tous ceux qui, ayant des obligations de service dérivant des lois et arrêtés-lois antérieurs, n'ont pas fait régulariser leur situation à la date du 1^{er} juin 1921.

b) Les juridictions de milice apprécient la valeur des motifs invoqués pour justifier la comparution tardive. Si l'excuse est admise, les intéressés sont rayés du registre des réfractaires et assimilés aux miliciens ordinaires régis par la présente loi. Dans le cas contraire, ils sont traités comme il est dit au littéra F de l'article 10 des lois de milice coordonnées, et privés du bénéfice éventuel des dispositions favorables prévues au n° IV. de la présente loi.

Quelle que soit la décision intervenue, ceux qui sont, en outre, en infraction

Loi de 1913.

Loi du 1^{er} mars 1919.

ment seront portés d'office à la suite de la liste des inscrits de l'année au cours de laquelle leur situation irrégulière aura été découverte et traités comme les miliciens de cette levée.

Toutefois ceux d'entre eux qui, appelés à faire partie d'un contingent de milice pendant la guerre, n'ont pas satisfait aux obligations qui leur étaient imposées, restent passibles de pénalités comminées par les arrêtés-lois des 5 janvier 1916, 20 mai 1916 et 21 juillet 1916, sans préjudice de l'application éventuelle des sanctions prévues par les lois de milice coordonnées, à l'égard des défaillants. Ils pourront être recherchés jusqu'à l'âge de 40 ans.

Lois subséquentes.**Projet.**

durée de la guerre imposaient des obligations effectives de service.

Les juridictions instituées en vertu de l'article 4 décident, dans chaque cas :

1° Si l'intéressé est en infraction au regard des Arrêtés-lois de recrutement ;

2° S'il a des obligations de service au sens des lois de milice coordonnées, modifiées par les lois des 1^{er} mars, 13 novembre et 30 décembre 1919.

Selon la décision rendue, elles le défèrent à la justice répressive par application des Arrêtés-lois des 5 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916, ou, le cas échéant, proposent au Ministre de l'Intérieur la radiation du nom de l'intéressé du registre des récalcitrants.

(Loi du 13 novembre 1919, art. 4, avant-dernier alinéa)

« En cas de désignation pour le service, et si cette décision ne comporte plus de recours, le Ministre de la Guerre peut dispenser le milicien de l'entièreté ou d'une partie de ses obligations de service, suivant le cas, si, après enquête, il est établi que l'intéressé avait droit à une réduction ou à une exemption.

vis-à-vis des arrêtés-lois réglant le recrutement pendant la campagne 1914-1918, restent passibles des pénalités comminées par les arrêtés-lois des 5 janvier, 20 mai et 21 juillet 1916 et sont déférés à la justice répressive.

Article 3.

Les dispositions prévues à l'article 4, avant-dernier alinéa de la loi du 13 novembre 1919, sont applicables aux miliciens régis par la présente loi.

Article 4.

Toutes les modifications ou dérogations antérieures, apportées aux lois de milice coordonnées et qui seraient en opposition avec la présente loi, sont abrogées.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MEI 1921.

Wetsontwerp ter wijziging, wat de klassen 1920, 1921 en 1922 betreft,
der in 1913 geordende militiewetten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen voor te leggen heeft ten doel, de militie- en wervingsverplichtingen der klassen 1920, 1921 en 1922, die binnen kort onder de wapens moeten treden, juist te bepalen. De twee eerste, namelijk, moeten dit jaar nog voor de milicierechtsmachten verschijnen, opdat hunne inlijving kunne geschieden op de vastgestelde datums, 't is te zeggen, uiterlijk reeds in de eerste dagen van December aanstaande, voor de klasse 1920, en in 't begin van Juni 1922, voor de klasse 1921.

Even als de wervingswet van 1 Maart 1919, uitgevaardigd kort na de zegevierende bevrijding, is het huidig wetsontwerp alleen van overgankelijk aard en heeft het slechts betrekking op bepaalde contingenten.

De redenen waarvoor de Regeering u deze tijdelijke oplossing voorstelt spruiten voort uit de heerschende omstandigheden en zijn ingegeven door dezelfde beschouwingen die het pleit hebben gewonnen toen de wetgever zich bij de wet van 30 December 1920 vergenoegde, voor wat den werkelijken dienstdtijd, de verlofdagen en de wederoproeping betrefte, met het overgangsstelsel vast te stellen toepasselijk op de klassen 1918 tot en met 1922.

Daar dit laatste vraagpunt op die wijze voorloopig is opgelost, is het gepast gebleken, binnen dezelfde palen, de andere militieverplichtingen te regelen opgelegd aan de klassen voor dewelke de duur van den dienstdtijd reeds door de wet is vastgesteld.

Zoo zal de definitieve wet op de militie en op de aanwerving van het leger aan de Kamers worden voorgelegd op het oogenblik dat zij voorgoed uitspraak moeten doen over de inrichtingsvoorwaarden van het nieuw leger, 't is te zeggen, vanaf de klasse 1923. Het veelzijdig en moeilijk vraagpunt dat de inrichting van

ons militair statuut in de toekomst zal zijn, kan dus beschouwd worden over zijn geheel, en de wetgever zal slechts uitspraak doen na onderzoek en een grondige uitvorsching, onder al hunne zijden en in al de gevolgen ervan, der veelvoudige elementen van een vraagpunt waarvan de oplossing hem zal ingegeven worden door den uitdrukkelijken wil om het Land voor immer te vrijwaren tegen eene nieuwe ramp gelijk aan deze die bijna zijn ondergang heeft gekost.

Belangrijke werken vergen, overigens, reeds de bedrijvigheid van het Parlement. Nu, zooals het werd gezegd, het militiestelsel voor de komende klassen dient, zonder langer uitstel, vastgesteld. Zoodanig dat de omstandigheden zelve, voor deze klassen, vergen het vraagpunt te vereenvoudigen, in de mate vereenigbaar met de uitdrukkelijke noodwendigheden van eene streng verzekerde verdediging. Ziedaar het door het wetsontwerp beoogde doel. Even als de wet van 1^o maart 1919 steunt het dus op de geordende militiewetten van 1913, en wijzigt ze alleen om eenige hoofdbeginselen te huldigen waarvan de toepassing voortaan gansch noodzakelijk is.

Voor 't overige schikt het zich naar de beschikkingen die reeds aangenomen zijn voor de bijzondere lichting van 1919 en die zonder nadeel in voege kunnen blijven voor de klassen 1920 tot 1922.

*
**

Het eerste der te huldigen hoofdzakelijke beginsels is dit van den algemeenen diensttijd, algeheel toegepast, hetwelk de afschaffing vergt van alle bestaande voorrechten en van de beperkingen die nog bestaan voor eene heilige verplichting, reeds onder woorden gebracht in de wet van 1913. De vrijstellingen om andere redenen dan de lichamelijke ongeschiktheid, de ontslagingen en de dienstinkortingën toegestaan door de wetten die tot nog toe in voege zijn, moeten afgeschaft worden. Zij zijn schadelijk uit militair oogpunt; onder maatschappelijk oogpunt miskennen zij den gebiedenden plicht voor alle weerbare burgers mede te werken aan 's lands verdediging. Het is noodig dat al de tot den dienst geschikt bevonden mannen voortaan in vreedstijd opgeleid en in oorlogstijd kunnen gemobiliseerd worden. Het aanzienlijk aantal niet-dienenden, ten gevolge der handhaving der bestaande voorrechten, drukt zwaar op de inlijfbare getalstrekte van iedere klasse; het is zelfs daardoor dat er, om het strijdend leger voltallig te krijgen, méér klassen moeten binnengeroepen worden, 't is te zeggen betrekkelijk bejaarde mannen, die men zou kunnen terzijde laten, ware het niet dat duizenden weerbare jongelingen aan hunne vaderlandslievende verplichting ontsnapt. De noodzakelijkheid alle lichamelijk geschikte mannen in te lijven volgt nog uit het feit dat, zoowel in vredes- als in oorlogstijd, de zoogenaamde hulpdiensten veel manschappen in beslag nemen; nu, men kan ze niet afnemen van de eigenlijke strijdende troepen zonder deze te verzwakken en zich bloot te stellen aan het gegrond verzet der openbare meening.

Het zijn, overigens, deze beschouwingen die de Regeering hebben geleid, toen zij, besloten als zij was het wetsontwerp in te dienen, ter inkorting van den duur van den werkelijken diensttijd, voor de klassen 1918 tot 1922, tot 10, 12

of 13 maanden, volgens de verschillende wapens, uitdrukkelijk verklaarde dat deze maatregel de afschaffing moest navoeren van al de bevoorrechte categories. Werd er te dien opzichte, niets gewijzigd aan de voordeelen toegestaan aan sommige miliciens der klassen 1918 en 1919, dan is het omdat er voor hen verworven recht bestond dat kracht van gewijsde had verkregen. Zulks is het geval niet meer voor de volgende klassen. De maatregel die in de verklaring der Regeering erkend en bevestigd werd als het noodzakelijk gevolg der wet van 30 December 1920, moet hun toegepast worden.

In dien zin wijzigd het wetsontwerp artikelen 15 en 16 dezêr geordende milietewetten.

Doch het streeft er ook naar de bijzondere belangen met het algemeen belang overeen te brengen. Het nieuw artikel 16 verleent, inderdaad, in een breeden geest van rechtvaardigheid, tijdelijke vrijstellingen voor één jaar, driemaal vernieuwbaar, alvorens er eene aanwijzing voor den dienst moet tusschenbeide komen, aan al de categories van ingeschrevenen, aan wie een onmiddellijke oproeping onder de wapens een werkelijk vastgesteld nadeel zou berokkenen.

Anderzijds zal het opnieuw invoeren van het militie-vrijwilligerschap — geschorst voor de bijzondere lichting van 1919, doch reeds terug in voege voor de bij de wet van 10^e Augustus 1920 bedoelde jongelingen — dezen die geldige redenen hebben om zulks te verlangen, in staat stellen om hunnen dienstdijd vroeger uit te doen, van hun 18 jaar af.

Het voorziene uitstel voor de familiesteunen vervangt de dienstinkorting toegestaan aan de kostwinners der bijzondere lichting van 1919; deze laatste maatregel heeft veel kwaad gedaan aan de belangen van het leger; er is er geen dat meer bezwaren en misbruiken heeft uitgelokt. Daarentegen scheen het billijk, voor de klassen 1920 tot 1922, uit een gevoelen van vaderlandsliefde, zekere toegestane voordeelen te handhaven, voor de miliciens der bijzondere lichting van 1919. De wetgever heeft vrijstelling uit den dienst verleend aan diegenen onder hen wier vader of twee broeders door den vijand werden gedood, of afgedankt werden als oorlogsinvaliden; hij heeft eene inkorting van dienstdijd toegestaan aan de jongelingen die gevangen werden gezet om de grens willen over te steken om het leger te bereiken, of die behoord hebben tot eenen in België werkenden inlichtingsdienst voor een der verbonden legers. Het ontwerp strekt het voordeel dezer beschikkingen uit tot de miliciens der klassen waarop het betrekking heeft, met beperking, evenwel, tot hen die er aanspraak kunnen op maken naar recht en billijkheid.

Evenzoo blijven de voordeelige beschikkingen der wet van 10 Augustus 1920 behouden voor de weigeraars van vóór den oorlog (wederspannelingen, nalatigen, achterblijvers), die hun plicht hebben gedaan tijdens den veldtocht. Daarentegen zullen deze die aan hun plicht te kort zijn gebleven juist op het hachelijk oogeblik, toen het Land de hulp vergde van al zijne zonen, onderworpen blijven aan het door dezelfde wet voorziene stelsel.

Ten slotte, wat de aanstaande geestelijken en de bedienaars der erkende eerediensten betreft, zullen er bijzondere maatregelen worden getroffen om hunne billijke belangen te waarborgen, en hen tevens in staat te stellen hunnen burger-

plicht te vervullen. Het ontwerp wijst van ambtswege de bedienaars der eere-diensten, de kloosterlingen, de leerlingen in de godgeleerdheid aan voor de troepen van administratie van den geneeskundigen dienst.

Het doet niets anders dan het stelsel volgen dat onder den oorlog in 't Belgisch opleidingskamp van Auvours, in Frankrijk, tot ieders voldoening in voege was.

Allen bijeen in één of meer centrums die hun bijzonder zullen voorbehouden blijven, en in verschillende groepeerings volgens hunnen eeredienst, zullen die jongelingen de theoretische en practische opleiding ontvangen van brankardier-ziekenverpleger, die hun moeilijk grondig zou kunnen gegeven worden, moesten zij in de regimenten en in de hospitalen ingedeeld worden.

Onder de bevoegde leiding van een klein geneeskundig militair personeel, zullen zij in betrekkelijk korten tijd, en die in twee tijdperken zal kunnen verdeeld worden, de vereischte kennis verkrijgen om hun menschlievende zending in oorlogstijd te vervullen. Er wordt insgelijks rekening gehouden in gansch de mate vereenigbaar met de bijzondere opleiding dezer ziekenverplegers-brankardiers, met de noodzakelijkheid voor hen de geestelijke oefeningen te doen welke hunne godsdienstige opleiding meêvoert. Daartoe zal het vereischt aantal aalmoezeniers bij dezen dienst werkzaam worden gesteld, volgens den godsdienst waartoe de jongelingen dezer categorie behooren.

De wet voorziet dat de miliciens der oudste klassen (van 30 tot 48 jaar) die toevoeren tot de geestelijkheid van een erkenden godsdienst en onmisbaar zijn om den dienst ervan te verzekeren, ingeval van mobilisatie en op zekere voorwaarden, in hunne haardstede mogen blijven.

Wat de aanwijzing betreft der zeelieden voor de eenheden gelast met de verdediging der kusten, stroomen, bevaarbare passen, enz. dat is te verklaren te gelijk door redenen van vakkundige bevoegdheid en door de vereischten van een rationeele aanwerving voor de betrokken eenheden.

* * *

Het tweede hoofdbeginsel betreft den duur van den militietermijn, anders gezegd, de gezamenlijke militaire dienstverplichtingen. De noodzakelijkheid dringt zich onweerstaanbaar op, van nu af aan en met ingang van de oudste militieklasse, die men thans zou moeten ontslagen, den duur van den bij de wet van 1913 voorzienen militietermijn te verlengen. Met de 13 klassen die, volgens die wet, het werkdadig leger en de reserve ervan moeten uitmaken, is het thans onmogelijk te voldoen aan de vereischten eener doeltreffende en volledige mobilisatie. Deze middelen — inzonderheid de oudste klassen, die ternauwernood eenige duizenden mannen opleveren — zijn natuurlijk ontoereikend om het veldleger uit te maken en de reserve die de gebeurlijke verliezen moet dekken, waarvan de waarschijnlijke gewichtigheid uit de oorlogservaring zelf blijkt; om de werking der fabrieken, door den modernen oorlog gevergde diensten en onder-diensten achter het leger te verzekeren; opdat de nijverheid-, landbouw-, bestuurlijke-mobilisatie aan al de vereischten beantwoorde.

Om aan deze dringende vereischten te voldoen moeten al de weerbare mannen van 20 tot 45 jaar verplicht zijn, desgevallend, bij te dragen tot 's lands verdediging. De duur van den militietermijn moet dus tot 25 jaar opgevoerd worden, waarvan 15 jaar bij het werkdadig leger en in de reserve ervan, en 10 jaar bij de landweer, dit laatste aldus geheeten, omdat zijne opdracht hoofdzakelijk verschillend is van deze die het strijdend leger te beurt valt.

Men dient insgelijks de beperkende bepaling der wet van 1913 weg te helpen, waarbij de niet meer tot het werkdadig leger toehoorende klassen niet kunnen binnengeroepen worden dan in tijd van mobilisatie. Dergelijke beschikking kan niet samengaan met de moderne vereischten. Om maar een voorbeeld aan te halen : het is mogelijk dat een geheele of gedeeltelijke nijverheidsmobilisatie de eigenlijke mobilisatie van het leger moete voorafgaan. In menige omstandigheden zijn het geen beschouwingen meer van militieklassouderdom die moeten overwegend zijn; het is de opdracht die zekere categoriën mannen te beurt valt ten aanzien van hunnen stiel, hun beroep, den bijzonder voor hen voorzien dienste, die in de eerste plaats dient beschouwd.

Zoo worden de aan artikel 2 van de wet van 1913 toegebrachte wijzigingen duidelijk. Wat de beschikkingen van artikel 3 betreft, zij hebben geen reden van bestaan meer, van 't oogenblik af dat de militieverplichtingen over vijf-en-twintig jaar loopen.

. . .

Het ontwerp huldigt insgelijks de verplichting voor de miliciens die de vereischte kennis bezitten, bij te dragen tot de vorming der reserve-kaders. Op die wijze vervangt eene wettelijke beschikking de maatregelen welke de Minister van Landsverdediging reeds voorloopig heeft moeten toepassen op de jongelingen der bijzondere lichting van 1919.

De noodzakelijkheid een talrijk kader van jonge reserve-officieren gereed te hebben voor de mobilisatievereischten is te klaarblijkend opdat het noodig weze er op aan te dringen. De miliciens wier geschiktheid om van dit kader deel uit te maken schijnt te volgen uit hunne verstandelijke- of vakopleiding, moeten dus verplichtenderwijze ter beschikking gesteld worden van de militaire overheid; gelast met hun het vereischt bijzonder onderwijs te geven. De aldus bedoelde categoriën miliciens zijn bepaald in de wet betreffende het statuut der reserve-officieren, wet die insgelijks hunne bijzondere militaire verplichtingen zal vaststellen, evenals de voordeelen die er zullen uit volgen.

. . .

In het ontwerp heeft men zich ook moeten bezighouden met de werving der vrijwilligers en der vrijwillige opnieuwdienenden te bevorderen.

De ondervinding schijnt te bewijzen dat talrijke jongelingen aarzelen zich aan het leger vast te binden inééns voor den thans opgelegden duur van drie of vijf jaar. Het scheen dus gepast toe dezen duur tot twee, drie of vier jaar in te korten, naar gelang de kandidaten-vrijwilligers 18, 17 of 16 jaar oud zijn. Zoo-

doende kunnen deze hunne werkelijke dienstverplichtingen uit hebben rond hun 20^e jaar, ouderdom waarop de miliciens gewoonlijk onder de wapens treden.

Van dan af kunnen dezen onder hen, die hun loopbaan bij het leger willen vervolgen, de hoedanigheid van *opnieuwdienende* verkrijgen met de eraan verbonden voordeelen, en een bestaan hebben klaarblijkend beter dan dit der miliciens van hunnen ouderdom.

Het is te hopen dat het gewichtig vraagpunt op die wijze gunstig zal opgelost geraken, vraagpunt dat hierin bestaat, de nieuwe dienstneming te bevorderen door de verdienstelijke elementen wier roeping den tijd zal gehad hebben uit te schijnen, en die het leger er een waar belang zal bij hebben in haar midden te houden.

Ziehier de hoofdzakelijke wijzigingen die het wetsontwerp, bezorgd, om te voorzien in onbetwistbare en dringende noodzakelijkheden, aan de bestaande wetgeving toebrengt.

De milicierechtsmachten zullen werken als voor de bijzondere lichting van 1919, behalve dat zij de gewone samenstelling zullen hebben, voorzien bij de wet van 1913 en, trouwens, reeds opnieuw ingevoerd bij de wet van 10 Augustus 1920. Ten andere, om de mannen, ten aanzien, niet alleen van hunne lichamelijke geschiktheid, maar ook van hunne vak- of verstandelijke bekwaamheid, rationeel te kunnen indeelen, zal een bijzonder militair personeel de Wervingscommissie bijstaan. Zijne taak zal er in bestaan de tot hiertoe te bondige inlichtingen die voorkomen in de inlijvingsbulletijns, aan te vullen. Want het is onmisbaar dat er door de militaire overheid nauwkeurige en omstandige inlichtingen worden ingewonnen over den stiel, het beroep, den onderwijsgraad, sommige bijzondere geschiktheden der mannen, opdat zij den milicien, met kennis van zaken kunne aanwijzen voor het wapen, het korps of den dienst waarvoor hij bijzonder geschikt schijnt.

't Is juist omdat de gezonde rede zegt ruimschoots rekening te houden met de vak- of verstandelijke bekwaamheid van den milicien, dat de militierechtsmachten — zooals, trouwens vroeger, — hunne beslissing betreffende de lichamelijke geschiktheid moeten beperken tot de vermeldingen welke het ontwerp opgeeft. De ervaring heeft, overigens, de bezwaren doen uitschijnen dat het bij de wet van 1913 ingevoerd stelsel nasleept uit militair oogpunt, zonder dat een enkel gerechtvaardigd voordeel ze vergoede.

Wanneer het u dit wetsontwerp voorlegt, heeft de Regeering de overtuiging in overeenstemming te zijn met uwe eigen gevoelens. Het is van belang te herhalen dat dit ontwerp, daar het denzelfden overgangsaard heeft als de wet van 30 December 1920, betreffende den werkelijken diensttermijn, de vrijheid eerbiedigt van den wetgever die zal moeten uitspraak doen over de definitieve militaire rechtspleging, terwijl het van nu af, de dringende en hoofdzakelijke belangen

van 's lands verdediging waarborgt. 't Is alleen in die gestrengte mate dat het ontwerp, ingegeven door de bestaande wetten, er de volstrekt onmisbare wijzigingen aan toebrengt om de veiligheid van het grondgebied en de onafhankelijkheid van het Vaderland te verzekeren.

Geen volk, voorzeker, wenscht méér dan het onze dat alle mogelijkheid van oorlog voor immer verdwijne. Maar er is er ook geen eenpariger in zijnen wil zich vast besloten te behoeden voor alle gevaar van aard opnieuw het lijden, de puinen, den rouw, de gruweelen te verwekken waarvan België nog altijd den droeven last draagt.

De Eerste Minister,

Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. CARTON DE WIART.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

(TWEEDE BIJLAGE VAN N^o 284)

WETSVOORSTEL TER WIJZIGING, VOOR WAT DE KLASSEN
1920, 1921 EN 1922 BETREFT,
DER IN 1913 GEORDENDE MILITIEWETTEN.

TABEL

waarin opgave, buiten den tekst van het wetsontwerp, van dien
der in 1913 geordende militiewetten, evenals van den tekst
der navolgende in het ontwerp vermelde artikelen.

Ter toelichting :

De wet van 1^o Maart 1919 is de wervingswet voor de bijzondere lichting van 1919 ;

De wet van 15^o November 1919 heeft de wervingswet van 1^o Maart 1919 aangevuld en veranderingen toegebracht aan de geordende militiewetten ;

De wet van 10^o Augustus 1920 heeft de wervingsverrichtingen, ingevolge de inschrijving voor de lichting van 1920, tot een lateren datum verschoven, behalve voor wat betreft sommige categoriën van jongelingen voor wie in 1920 bijzondere rechtsmachten tot stand werden gebracht ;

De wet van 30^o December 1920 heeft het stelsel vastgesteld dat diende toegepast op de klassen 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, voor wat den werkelijken dienstdtijd, de verloven en de wederoproepingën betreft.

WET OP DE MILITIE.

(Uittreksel uit het STAATSBLAD van 31 Augustus 1913.)

Wet herdrukt in den Moniteur van 20 Januari 1910, in uitvoering van het koninklijk besluit van 14 derzelfde maand, samengeordend met de wet van 30 Augustus 1913, volgens koninklijk besluit van 1 October 1913.

De gedeelten van volzinnen of de termen, welke ingevoerd werden in de wet samengeordend bij koninklijk besluit van 14 Januari 1910, om deze wet in overeenstemming te brengen met deze van 14 December 1909, zijn met kleine hoofdletters gedrukt.

De vroegere nummers van de artikelen der wetten zijn met kleine letters en tusschen haakjes gedrukt tegenover de nieuwe nummering, ingevoerd bij toepassing van artikel 46, II, der wet van 30 Augustus 1913.

HOOFDSTUK I.**Van de samenstelling van het leger.**

Art. 1. — (A) De werving van het leger geschiedt bij jaarlijksche oproepingen en bij vrijwillige dienstnemingen.

(B) De jaarlijksche oproepingen strekken zich uit, binnen de bij de wet op het contingent bepaalde grenzen, tot al de ingeschrevenen der lichting die niet vallen onder toepassing van hoofdstuk III.

(C) Die oproepingen blijven niet beneden 49 t. h. der ingeschrevenen van de lichting.

(D) De opgeroepen manschappen moeten den militairen dienst in persoon waarnemen.

Art. 2. — (A) De duur van den

Wet van 1 Maart 1919

Voor de werving der bijzondere lichting van 1919.

Art. 2. — De bijzondere lichting van 1919 (klassen van 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 en 1919) wordt beheerd door de bepalingen der militiewetten samengeordend bij Koninklijk besluit van 1 October 1913, behalve afwijking voor de hiernavolgende punten :

Navolgende wetten

(Wet van 30 December 1920.)

Art. 2. — De klassen 1920, 1921 en 1922 zullen opgeroepen worden volgens de militiewet van kracht bij de oproeping, namelijk voor wat de regeling der vrijstellingen en verminderingen van den dienst betreft.

Ontwerp.**Artikel één.**

De klassen 1920, 1921 en 1922 vallen onder toepassing van de bepalingen der bij Koninklijk besluit van 1 October 1913 geordende militiewetten, behoudens de verderstaande toegebrachte wijzigingen :

HOOFDSTUK I.

Over de samenstelling van het leger.

Artikel 2 der geordende militiewetten wordt ingetrokken en vervangen door den volgende tekst :

A. De duur van den militietermijn

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1918.

militietermijn is acht jaar bij het leger in werkelijken dienst en, daarna, vijf jaar bij de reserve.

(b) De duur van den militietermijn gaat in :

1° Voor de vrijwilligers, te rekenen van den 15ⁿ September volgende op den datum waarop zij hun achttiende jaar volbracht hebben of volgende op den datum hunner dienstdiening, indien zij meer dan achttien jaar oud zijn ;

2° Voor de miliciens en de militievrijwilligers, te rekenen van den 15ⁿ September volgende op den datum hunner inlijving.

(c) De reserve kan enkel in geval van oorlog, of wanneer het grondgebied bedreigd is, weder voor den werkelijken dienst worden opgeroepen.

(d) De 11^e, 12^e en 13^e militieklassen zullen slechts gemobiliseerd worden in geval van volstrekte noodzakelijkheid en worden gebruikt voor de verdediging der versterkte plaatsen en in de hulpdiensten.

(e) De overgang van de eene klasse naar de volgende en de afdanking der militairen geschieden op 15 December, dat is drie maanden na afloop van het militiejaar.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

bedraagt vijf-en-twintig jaar, verdeeld als volgt :

1^o Vijftien jaar bij het werkdadig leger en de reserve ervan ;

2^o Tien jaar bij de landweer.

Deze militietermijn is opgelegd te beginnen met de klasse 1905. Hij kan, evenwel, niet verlengd worden tot na den 15^e December van het jaar waarin de man den vollen ouderdom van 50 jaar bereikt.

B. De duur van den militietermijn gaat in :

1^o Voor de vrijwilligers, met ingang van den 15^e December na den datum waarop zij hun volle achttien jaar bereiken, of na den datum hunner dienstneming, indien zij ouder zijn dan achttien ;

2^o Voor de miliciens en de militievrijwilligers der klassen 1920, 1921 en 1922, onderscheidenlijk den 15^e September 1920, 15^e September 1921 en 15^e September 1922.

C. De overplaatsing van eene klasse in de reserve van het werkdadig leger en in de landweer, evenals de ontslaging dezer klas geschieden op 15 December.

Wet van 1912.

Wet van 1 Maart 1919.

Art. 3. — In geval van oorlog, of wanneer het grondgebied bedreigd is, kan de Koning zulk getal ontslagen klassen, als hij oorbaar acht, weder voor den dienst oproepen, te beginnen met de klasse die de laatste werd ontslagen. Hij kan ook het afdanken der miliciens en der vrijwilligers van de verschillende soorten opschorsen.

Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis van de Kamers gebracht.

HOOFDSTUK II.

Van de inschrijving.

Art. 4 (6). — (A) Alle Belg is er toe verplicht, in het jaar waarin hij zijn negentiende jaar volbracht heeft, zich te doen inschrijven voor de lichting van het volgend jaar.

(B) Hij, die jegens eenig land door aanwervingswetten opgelegde plichten heeft, en de hoedanigheid van Belg verkrijgt zonder deze plichten vervuld te hebben, moet zich doen inschrijven in het jaar waarin hij deze hoedanigheid zal bekomen, indien hij vóór het einde van dit jaar zijn drie en twintigste jaar niet volbracht heeft.

Art. 5 (7). — (A) De in België wonende vreemdelingen zijn onderworpen aan de inschrijving :

1^o Indien zij in België geboren zijn tijdens dat hunne ouders er woonden ;

2^o Indien hunne familie sedert meer dan drie jaar in België woont.

(B) De vreemdelingen die van geene bepaalde nationaliteit bewijzen, moeten zich doen inschrijven in het jaar waarin zij hun negentiende jaar volbracht hebben.

(C) De vreemdelingen die van eene bepaalde nationaliteit bewijzen, moeten

Navolgende Wetten.

Ontwerp.

II. — Artikel 3 der geordende militiewetten wordt ingetrokken.

HOOFDSTUK II.

Over de inschrijving.

Wet van 1912.

Wet van 2 Maart 1912

zich maar doen inschrijven in het jaar volgende op datgene waarin de aanwervingswet van hun land hun eene verplichting oplegt, waaraan zij niet voldaan hebben; zij zijn er niet toe verplicht, indien zij, in België niet geboren zijnde gedurende dat hunne ouders er woonden, tot eene natie behooren die de Belgen van den krijgsdienst vrijstelt.

(v) De vreemdelingen zijn niet tot inschrijving gehouden, indien de verplichting niet ontstaan is vóór het einde van het jaar waarin zij hun drie et twintigste jaar volbracht hebben.

Art. 6 (8). — Het voorgaande artikel wordt toegepast, onverminderd de uitvoering der internationale overeenkomsten.

Art. 7 (9). — (A) De inschrijving kan altijd van ambtswege door den Burgemeester gedaan worden.

(B) Zij heeft plaats, voor degenen wier ouderdom niet vastgesteld kan worden, op het tijdstip waarop zij, volgens de openbare bekendheid, verondersteld worden den vereischten ouderdom te hebben bereikt.

Art. 8 (10). — Hij, die beweert niet te moeten ingeschreven zijn, kan een bezwaar indienen bij den militieraad, die beslist zooals in zake van vrijstelling. Indien zijn bezwaar ingewilligd wordt, zal hij voor een jaar uitgesteld of voorgoed vrijgesteld verklaard worden, naarvolgens hij al of niet nog aan de inschrijving kan onderwerpen worden.

Art. 9 (11). — (A) De inschrijving geschiedt in de gemeente van het werkelijk verblijf van den vader des ingeschrevenen; van de moeder bij gebreke van den vader; van den voogd bij gebreke van de moeder; de ingeschrevene zelf, indien de vader, de moeder en de voogd overleden, onder interdict of zonder bekende verblijfplaats in

Navolgende wotten,

—

Ontwerp.

—

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1913.

België zijn; indien hij zijn een en twintigste jaar volbracht heeft of indien hij gehuwd is.

(B) Het verblijf wordt vastgesteld door een jaar voortdurende bewoning van dezelfde gemeente, en wordt maar verloren door voortdurende bewoning van zelfden duur eener andere gemeente.

(C) Wanneer het verblijf niet vastgesteld kan worden, geschiedt de inschrijving in de gemeente welke de jongste woonplaats is.

(D) Het kind, dat door eene gemeente rechtstreeks, of door hare godshuizen of haar weldadigheidsbureel opgenomen is, wordt in deze gemeente ingeschreven.

(E) Het kind, geplaatst in uitvoering van de wet op de kinderbescherming of opgesloten in een Staatsgesticht, wordt ingeschreven in de gemeente waar het werkelijk verblijft.

Art. 10 (12). — (A) De inschrijving geschiedt op aanzoek van den vader, de moeder, den voogd of den ingeschrevene zelve, volgens het onderscheid vastgesteld in het voorgaande artikel.

(B) Geene enkele reden stelt van de inschrijving vrij.

(C) Wordt als wêerspannige beschouwd, hij die niet op de alphabetische lijst ingeschreven is vóór de sluiting (VAN DEZE LIJST).

(D) De gouverneur stelt de verplichting der inschrijving vast en laat den niet ingeschrevene weten dat hij hem op het register der wederspannigen heeft gebracht.

(E) Binnen vijftien dagen na deze aanzegging, kan de belanghebbende, diens vader, diens moeder of diens voogd naar het onderscheid in artikel 9 gemaakt, in beroep komen bij het hof van beroep; wordt het beroep ingewilligd, dan kan het hof de schrapping van den belanghebbende of diens gelijkstel-

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—

Wet van 1912.

Wet van 1 Maart 1912.

ling met den regelmatig ingeschreven miliciens bevelen.

(f) Is het beroep niet te bekwamer tijd ingesteld of is het verworpen, dan wordt de wederspannige, tot een lichamelijk onderzoek, verwezen naar den geschiktheidsraad. Wordt hij voor den dienst geschikt verklaard, zoo wordt hij voor een militietermijn ingelijfd met de miliciens van de klasse waaraan hij verbonden is. Hij kan eerst met onbepaald verlof naar huis worden gezonden na vier jaar werkelijken dienst, tenzij hij door den Koning worde gelijkgesteld met de gewone miliciens.

(g) De wêerspannigen mogen maar opgezocht worden tot den vollen ouderdom van zes en dertig jaar.

Art. 11 (13). — (A) Er wordt van 1 tot 30 Juni, in elke gemeente een register geopend, tot inschrijving van hen die, op den datum van 1 Januari daarna, zich in een der gevallen bevinden voorzien bij de artikelen 4, 5 en 7.

(B) Den laatsten Zondag van Mei worden de inwoners, door middel van plakbrieven, verwittigd van de opening van dit register, dat op 30 Juni, te 4 ure's namiddags, zal gesloten worden door het proces-verbaal des burgemeesters, het getal der ingeschrevenen vaststellende.

(c) De lijst wordt den 3^e Juli bekendgemaakt en blijft aangeplakt tot den 10^e. De plakbrief duidt aan dat de bezwaren wegens ongewettigde inschrijving of weglating, den burgemeester vóór den 12^e dienen toegezonden.

(D) De burgemeester beslist onmiddellijk en verbetert tevens, ambtshalve, alle blijkbare dwaling die hij vaststelt. Aanzegging van zijne beslissingen wordt gedaan, vóór 15 Juli, aan de klagers en aan hen wier inschrijving zou bevolen wezen, met verwittiging dat zij hun beroep, tot en met 22 Juli, tot den

Navolgende weten,

—

Ontwerp.

—

Wet van 1918.

arrondissementscommissaris kunnen richten, datum waarop de alphabetische lijst der ingeschrevenen door dezen ambtenaar wordt gesloten.

Art. 12 (14). — (A) De burgemeester maakt eene alphabetische lijst op der ingeschrevenen van zijne gemeente, en zendt ze, zooals hij dezelve aangenomen heeft, uiterlijk op 15 Juli, aan den arrondissementscommissaris, er bijvoegende het register der inschrijvingen, gesloten op 30 Juni, de verklaring van bekendmaking en aanplakking, de bezwaren en de beslissingen die hij genomen heeft in de gevallen, voorzien bij het voorgaande artikel, en het bewijs dat zij, wien het behoort, aangezegd werden.

(B) Er wordt over de gevallen van inschrijving beslist door den arrondissementscommissaris, door den gouverneur of door den Minister van Binnenlandsche Zaken, naarvolgens deze gevallen gemeenten betreffen van een zelfde arrondissement, gemeenten van onderscheiden arrondissementen in dezelfde provincie, of gemeenten behorende tot verschillende provinciën.

De beslissingen zijn niet vatbaar voor beroep, behoudens het recht, geopend bij artikel 8.

(C) Tot aan het sluiten der verrichtingen van den geschiktheidsraad en van den revisieraad voor de gezamenlijke ingeschrevenen der lichting, geeft de arrondissementscommissaris, zoo er grond voor is, gevolg aan de bezwaren van hen wier inschrijving mocht verzuimd zijn geweest. Na de sluiting van die verrichtingen, kan tot geene inschrijving meer worden overgegaan.

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende weten.

—

Ontwerp.

—

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1913.

Art. 13 (3). — Er wordt eene lijst opgemaakt van de ingeschrevenen uit de drie voorgaande jaren, die uitgesteld werden.

HOOFDSTUK III.

Van vrijstelling, ontheffing, ontslag en uitsluiting.

Art. 14 (23). — (A) Vrijstelling en ontslag mogen, onder geen voorwendsel, bij gelijkenis uitgestrekt.

(B) Vrijstelling wegens maagschap is maar toepasselijk op wettige bloedverwanten ; de halve broeder wordt met den vollen broeder gelijkgesteld.

(C) Lichaamsgebreken en ziekten, die recht geven op bepaalde of tijdelijke vrijstelling, worden door een Koninklijk besluit vastgesteld.

(D) Vrijstelling wordt door den militieraad slechts verleend op overlegging van bewijsschriften, waarvan hij de waarde beoordeelt.

Art. 15 (26). — Worden voorgoed vrijgesteld :

(A) De bedienaars der eerediensten ;

(B) Zij, die zich uitsluitend en op voortdurende wijze wijden aan de werk-

Navolgende wetten.

Ontwerp.

III. — Artikel 13 der geordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt:

Er wordt eene lijst opgemaakt der ingeschrevenen die het voorwerp moeten worden van eene nieuwe beslissing der gedingbeslissende rechtsmachten.

Worden, echter, voorgoed vrijgesteld en moeten niet op deze lijsten staan : de miliciens der lichting 1914 of van eene vroegere lichting, die wegens lichamelijke oorzaak werden vrijgesteld ten tijde der werkzaamheden betreffende deze lichting en, later, als miliciens van de bijzondere lichting 1919.

HOOFDSTUK III.

Over de vrijstellingen, de ontheffingen, de ontslagingen en de uitsluitingen.

IV. — Litt. A, B, C en E, van artikel 15 der geordende militiewetten zijn niet meer toepasselijk.

Wet van 1912.

zaamheden van een zendingswerk buiten het land, goedgekeurd door de aange-
stelde overheden van een der eerediensten
bedoeld in artikel 117 der Grondwet ;

(c) Hij, die niet langer is dan een
meter vierhonderd millimeters en hij die,
zijn drie en twingtigste jaar volbracht
heeft op den dag dat de militieklasse,
waartoe hij behoort, in werkelijken
dienst treedt en die kleiner is dan een
meter vijfhonderd veertig millimeters.

(d) Hij die door ongeneesbare li-
chaamsgebreken voor den krijgsdienst
ongeschikt is ;

(e) De voor den dienst geschikt ver-
klaarde eerst opgeroepene der familiën
welke ten minste vijf kinderen in leven
tellen, jonger dan de milicien.

[Wet van 1 Maart 1919]

IV. Litt. c van artikel 15 der samen-
geordende militiewetten valt buiten
toepassing ; dit artikel wordt daarenbo-
ven aangevuld als volgt :

f) Zij, waarvan de vader of twee
broeders door den vijand gedood wer-
den, aan de gevolgen hunner wonden
overleden, als sedert zes maanden ver-
dwenen aangegeven zijn, gedurende de
bezetting hun leven voor het Land
hebben opgeofferd of ontslag kregen
als oorlogsinvaliden.

g) Zij waarvan drie broeders dienen
of gediend hebben gedurende den
oorlog, hetzij in het Belgisch leger,
hetzij in een der geallieerde legers.

h) Indien verscheidene zonen van een
zelfde gezin worden opgeroepen om
bij te dragen tot de vorming der bijzon-
dere lichting van 1919, zijn de gebeur-
lijke dienstaanwijzingen beperkt tot
drie, daarin begrepen de loopende of de
reeds onder den oorlog vervulde
diensten.

V. De verplichtingen van de jonge-
lingen, die door den vijand gevangen
genomen werden toen zij poogden over

varelgende wetten.

Ontwerp.

Blijven, bovendien, behouden :

1° Het recht op vrijstelling van dienst, voorzien bij art. 2, n° IV, litt. F van de wervingswet van 1^{re} Maart 1919, ten voordeele van den milicien wiens vader of twee volle broeders door den vijand werden gedood, bezweken zijn aan de gevolgen van voor den vijand ontvangen kwetsuren, opgeschreven staan als vermist gebleven onder den oorlog, onder de Duitsche bezetting, hun leven voor het Vaderland hebben gegeven, of werden afgedankt als oorlogsinvaliden, wanneer het invaliditeitspeil ten minste 30 t. h. bedraagt. De vrijstelling waarvan sprake wordt, echter, maar verleend wanneer geen enkel broeder van den belanghebbende vroeger deswege werd vrijgesteld.

2° Het recht op ontslaging of dienstinkorting, voorzien hetzij bij n° V, litt. a) en b) der wet van 1^{re} Maart 1919,

(Wet van 10 Augustus 1920.)

Art. 3. — De opgeroepen, die in het bezet gebied deel uitgemaakt hebben van een door de Belgische regee-

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

de grens te gaan om dienst te nemen in het leger, worden geregeld als volgt :

a) Zij, die gedurende ten minste vijftien maanden gevangen werden gehouden, zijn er van ontslagen, hunnen termijn van werkelijken dienst als militieplichtigen te vervullen.

Zij worden ingeschreven op de contrôlelijsten van het leger en, in geval van nieuwe mobilisatie, onder de wapens teruggeroepen met de militairen der klas, waartoe zij behooren, en bij eenen hulpdienst ingedeeld.

b) Zij, die gedurende minder dan vijftien maanden gevangen werden gehouden, bekomen eene vermindering van den werkelijken dienstdtijd [§]gelijkstaande met den duur hunner gevangenhouding, zonder dat hunne aanwezigheid onder de wapens in elk geval minder dan drie maanden bedragen mag.

Zij maken deel uit van de bijzondere lichting van 1919, indien zij tot de opgeroepen behoren, en worden bij het voetvolk ingedeeld.

De jongelingen behorende tot de bij artikel 2, hoofdstuk III, bedoelde soorten, die eene gevangenisstraf ondergingen, omdat zij inlichtingen verschaften aan het Belgisch leger en aan de geallieerde legers, worden, op hunne aanvraag, gelijkgesteld met de jongelingen, bij de voorgaande paragrafen bedoeld.

VI. De militair onder de wapens, die aan een der bij artikel 15 voorziene vrijstellingsvereischten voldoet, kan ze doen gelden met inachtneming van het bepaalde in artikel 17.

In afwachting dat de provinciale commissie van beroep over zijn lot heeft uitspraak gedaan, wordt hij met verlof, zonder soldij, huiswaarts gezonden.

Navolgende wetten

Ontwerp

ging of geallieerde regeeringen erkenden inlichtingsdienst kunnen, ongeminderd de bepalingen der wet van 1 Maart 1919, betreffende degenen onder hen, die een gevangenzitting ondergaan hebben, eene vermindering van den werkelijken diensttermijn bekomen gelijk aan de helft van den tijd dat zij werkelijk tot voornoemden inlichtingsdienst behoord hebben.

Evenwel mag in alle geval hun aanwezigheid onder de wapens niet minder zijn als vier maand bij het voetvolk en zes maand bij de ruitrij.

De reeds tot den dienst aangewezen mannen worden toegelaten tot het inroepen van het voordeel dezer bepaling, waarvan de toepassing omtrent de over te leggen rechtvaardigingen bij Koninklijk besluit zal geregeld worden.

hetzij bij artikel 3 der wet van 10^e Augustus 1920, ten voordeele der miliciens en der militievrijwilligers geboren vóór den 1^{er} Januari 1903. De werkelijke diensttermijn die nog uit te dienen blijft, ten gevolge eener aldus verleende inkorting, mag in geen geval, beneden de vier maanden blijven.

3^o Het voordeel der vrijstelling ten voordeele van den milicien die, vroeger als vrijwilliger binnengekomen, werd afgedankt bij toepassing van artikel 2, n^o IV en VI der wet van 1^{er} Maart 1919, of van artikel 8 der wet van 10^e Augustus 1920, dan als hij nog militieverplichtingen had.

Art. 8. De bepaling van artikel 2, hoofdstuk III, n^o VI, der wet van 1 Maart 1919, kan steeds ingeroepen worden, zelfs indien de belanghebbende militair zich reeds in zijn haardstede bevindt, wanneer hij bij het van kracht worden van genoemde wet reeds deel uitmaakte van het leger en er nog steeds aan behoort.

Wet van 1913.

Art. 16 (27). — Worden vrijgesteld voor een jaar :

(a) Zij, die deel uitmaken van eene geestelijke gemeente, in het land gevestigd;

(b) Zij die, na hunne middelbare studie, zich wijden aan den geestelijken staat of aan de zendingen, en leerlingen in de godgeleerdheid zijn in eene door de wet erkende inrichting, zoo er voor hunnen eeredienst bestaan.

Worden gelijkgesteld met de leerlingen in de godgeleerdheid, de studenten in de wijsbegeerte, die zich aan den geestelijken staat wijden, zoolang zij hun tweentwintigste jaar niet hebben volbracht;

(c) Zij, die zich voorbereiden tot het lager onderwijs of tot het middelbaar onderwijs van den lageren graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen, aan het toezicht van den Staat onderworpen;

(d) De jongelingen, voorzien van een diploma van bekwaamheid voor het lager onderwijs of voor het middelbaar onderwijs van den lageren graad. Te rekenen van de afgifte van dit diploma, wordt hun een tijd van twee jaar gegeven, om, als onderwijzer, te worden opgenomen in eene openbare school of in eene vrije school welke voldoet aan de vereischen tot aanneming, in artikel 19 der wet van 15 September 1895 vermeld.

De vrijgestelden van de vier voorgaande reeksen zijn verplicht, in den loop van het jaar volgende op dat hunner inschrijving, gedurende drie maanden een onderricht tot opleiding als verpleger van gekwetsten te volgen, of, bij examen, te bewijzen dat zij de noodige kundigheden bezitten tot waarneming van die bediening.

Wet van 1 Maart 1919.

VII. Artikel 16 valt buiten toepassing, behalve de litt. e, f, g, h, j en l.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

V. — Artikel 16 der geordende militiewetten is niet meer toepasselijk en wordt vervangen door den volgende tekst :

Er worden tijdelijke vrijstellingen voor één jaar verleend, drie maal achtereen hernieuwbaar, vóór dat er, hetzij eene beslissing tot definitieve vrijstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid, hetzij eene aanwijzing voor den dienst moete tusschenbeide komen.

a) Aan de miliciens die, om reden van hun te zwak lichaamsgestel, gebrekigheden of ziekten tijdelijk ongeschikt bevonden worden tot den dienst bij het leger;

b) Aan de miliciens der verderstaande categories, indien zij tot den militairen dienst geschikt worden bevonden;

1° Hij, die zich, na-zijne middelbare studiën, bestemt tot den geestelijken staat of tot de Zendingen en student is in de wijsbegeerte;

2° Hij, die zich bestemt tot het lager onderwijs of het middelbaar onderwijs van den lageren graad, in de Staatsnormaalscholen of in de normale inrichtingen die aan het toezicht van den Staat onderworpen zijn;

3° Hij, die zich in eene scheepvaart-school of op een schoolschip van den Staat voorbereidt tot het afleggen van het examen voor officier ter lange omvaart;

4° Hij, die cursussen volgt in eene koloniale school van den Staat of aan het Staatstoezicht onderworpen;

5° Hij, die in Staatsdienst is in de Kolonie;

6° Hij, die op den datum der indienst-treding zijner klasse, een broeder als milicien onder de wapens mocht hebben;

Wet van 1913.

In geval van mobielverklaring, worden zij voor den dienst opgeroepen en gebruikt bij menschlievende voor het leger nuttige instellingen.

Hun dienst heeft geene uitwerking op de verplichtingen hunner broeders.

De vrijgestelden van de reeksen A en B krijgen geene militaire uitrusting;

(E) Zij, die zich in eene school voor scheepvaart of op een schoolschip, beide door den Staat erkend, voorbereiden tot het afleggen van het examen van scheepsofficier op de groote vaart;

(F) De leerlingen dier instellingen, voorzien van een diploma van scheepsofficier op de groote vaart. Hun wordt een tijd van twee jaar gegeven om in die hoedanigheid eene betrekking bij 's Rijks marine of bij de koopvaardijvloot te bekomen. Na acht jaren dienst in de marine worden zij voorgoed vrijgesteld.

De zeelieden, die sedert meer dan vier jaar op de visscherij varen. Na twaalf jaar dienst bij de zeevisscherij, zijn zij voorgoed ontheven.

In geval van mobielverklaring, worden de vrijgestelden, behorende tot de groepen (E) en (F), opgeroepen tot den dienst en gebruikt bij de verdediging van de stroomen en kusten en van de vestingen. In vredetijd zijn zij gehouden om, gedurende een termijn van drie maanden, lessen en oefeningen daartoe te volgen. Zij kunnen tweemaal worden teruggeroepen, telkens voor vijftien dagen;

(G) Zij, die op onafgebroken wijze in dienst van den Staat zijn in de kolonie;

(H) De ingeschrevenen die, zonder een ernstig nadeel te ondergaan, hunne studiën of hun leertijd niet kunnen onderbreken, of tijdelijk de landbouw-, nijverheids- of handelsinrichting verlaten welke zij voor eigen rekening of voor die hunner ouders beheeren. De

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

behoudens een andere overeenkomst is het, de jongste der broeders die tegelijk worden opgeroepen, wien het voordeel der tijdelijke vrijstelling ten goede komt.

7° De weduwnaar met één of meer kinderen gansch te zijnen laste;

8° Hij die onbetwistbaar de onmisbare steun is :

a) Van vader en moeder ofwel van één van beiden;

b) Zoo deze laatsten overleden zijn, van de grootouders of één van beiden;

c) Van één of meer broeders en zusters;

Is gelijkgesteld met den vader of met de moeder, de persoon die den milicien heeft opgenomen en grootgebracht;

9° In al de andere gevallen, hij die behoorlijk bewijst dat hij, hetzij in een belang van onderwijs, studiën of het aanleeren van een beroep, hetzij voor de noodwendigheden van een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf dat hij uitoefent voor eigen rekening of voor rekening zijner ouders, hetzij om reden van zijn verblijf in de Kolonie of buiten het land, hoegenaamd niet aan zijne bezigheden kan onttrokken worden.

C. Voor het verleenen der tijdelijke vrijstellingen zijn de onwettige erkende kinderen gelijkgesteld met de wettige kinderen, bij afwijking aan het litt. *B* van artikel 14 der geordende militiewetten.

D. De miliciens die voorloopig werden vrijgesteld om een der redens voorzien in artikelen 16 en 84 der geordende militiewetten, behouden, echter, het recht tot de vernieuwing dezer vrijstelling, in de bij die wetten bepaalde voorwaarden;

E. Zijn gelijkgesteld met de uitgestelden bedoeld in litt. *D* hierboven, en

Wet van 1913

Wet van 1 Maart 1913.

vrijstelling uit dien hoofde kan niet worden uitgesproken ten bate van den ingeschrevene van het langst verlopen jaar, op de bij artikel 13 voorziene lijst gebracht;

(i) Degene wiens lichaamsgestalte niet een meter vijf honderd veertig millimeters bereikt;

(j) Degene die, door geneesbare lichaamsgebreken aangedaan, niet bekwaam wordt geacht te dienen voor den 1^{er} April van het volgende jaar;

(k) Degene, die de onmisbare steun is : a) van zijnen vader en van zijne moeder of van een dezer; b) indien deze laatsten overleden zijn, van zijne grootouders of van een dezer; c) van één of van verscheiden broeders of zusters;

(l) De vader die weduwnaar is gebleven met één of verscheiden kinderen;

(m) Indien hij daartoe het verlangen te kennen geeft, hij die, op den datum dat de militieklasse, waartoe hij behoort, in gewonen werkelijken dienst treedt, een broeder in werkelijken dienst heeft als milicien.

De oudste der broeders, die gezamenlijk geroepen zijn om deel van eene lichting uit te maken, stelt zijn broeder vrij alsof hij onder dienst was, wanneer hij voorgoed aangewezen is.

Wanneer de voorrang van ouderdom tusschen tweelingsbroeders niet blijkt uit de geboorteakten, wordt hij vastgesteld door den voorrang van inschrijving op de registers van den burgerlijken stand;

(n) Het eenig onecht, wettelijk erkend kind, dat de onmisbare steun is van zijne moeder, die geen wettig kind heeft, mits de vrouw, van welke de erkenning is uitgegaan, in de geboorteakte als de moeder is aangegeven, en de erkenning werd gedaan vóór den ambtenaar van den burgerlijken stand, vóór de bekendmaking van de lijst (DER INGESCHREVENEN)

Daarenboven wordt de tekst van litt. m vervangen door den volgende tekst :

m) Heeft de gelijktijdige oproeping van verscheidene zonen voor gevolg, het gezin te berooven van een onmisbaren steun, dan kan de wervingscommissie tot vrijstelling besluiten ten voordeele van een hunner, met inachtneming van den ouderdomsrang, tenzij de belanghebbenden het over eene andere keuze eens worden.

Echter kan geen uitstel worden verleend aan den gehuwde, noch aan den uitgestelde van de oudste klas.

Anderzijds komen de bij de litt. a, b, c en d bedoelde opgeroepen, die voor den dienst zijn aangewezen, alleen dan onder de wapens om, te beginnen met de oudste klas, belast te worden met humanitaire, voor het leger nuttige diensten, wanneer de noodwendigheden van den militairen dienst zulks vereischen.

Voor het overige kunnen zij hunne rechten op vrijstelling opnieuw doen gelden, zoodra tot de demobilisatie van het leger is besloten.

Aanvolgende wetten.

Ontwerp.

worden als dusdanig behandeld, de miliciens die, recht hebbende op eene voorloopige vrijstelling, aangewezen werden voor den dienst en later met onbepaald verlof gezonden, bij beslissing van den Minister van Landsverdediging, ter uitvoering van art. 4, voorlaatste alinea, der wet van 15 November 1919. Zoo zij voor den dienst worden aangewezen, wordt er rekening gehouden met den reeds onder de wapens doorgebrachten tijd.

Wet van 1913.

der klasse tot welke de belanghebbende miliciens behoort.

Onder dezelfde omstandigheden, wordt de oudste van onechte tweelingen gelijkgesteld met het eenig onecht kind, indien de moeder geene andere kinderen heeft.

Wet van 1 Maart 1919.

In afwachting dat de bevoegde rechtsmacht over hun geval uitspraak doet, worden zij met verlof, zonder soldij, huiswaarts gezonden ⁽¹⁾.

VIII. De wervingscommissiën, uitspraak doende overeenkomstig n^o III van dit hoofdstuk, maken eene lijst op van de jongelingen die zich bevinden in de gevallen voorzien bij de litt. *k* en *n* van artikel 16 der samengeordende militiewetten.

De dienstplichtigen van die soort kunnen hun onbepaald verlof bekomen na vier maand aanwezigheid onder de wapens, indien hun gedrag voorbeeldig wasen zij bewijzen dat zij, door hunnen arbeid, aan hunne gezinnen een doelmatigen onderstand kunnen bezorgen.

Zij worden bij het voetvolk ingedeeld.

⁽¹⁾ Wet van het contingent van 30 December 1919 (art. 3).

ART. 3.

De miliciens, die in 1914, door toepassing van artikel 16, letters A, B, C, D, E, en F der samengeordende militiewetten vrijstelling of hernieuwing van vrijstelling bekwaamen, behouden het voordeel dezer vrijstelling en zijn maar oproepbaar in geval van mobilisatie.

Zullen ambtshalve ingeschreven worden op de lijst der uitgestelden van de bijzondere lichting van 1919, de ingeschrevenen dezer lichting op wie de bepalingen vervat in de drie laatste leden van n^o VII van artikel 2 der wet van 1^o Maart 1919 toegepast werden.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

Voor zoover de dienstvereischen het niet verhinderen, en indien het gedrag der belanghebbenden voorbeeldig is geweest, zal de duur van den werkelijken dienst (wederoproeping niet inbegrepen), door verleening van verloven zonder soldij, tot vier maanden beperkt worden voor de gehuwde militieplichtigen van het bijzonder contingent van 1919, wier huwelijk op 15 Juli 1919 voltrokken was (wet van 15 November 1919, art. 6).

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

Art. 17 (29). — (A) In de gevallen, voorzien onder de litteras (κ), (L) en (N) van artikel 16, verkrijgt de voor den dienst aangewezen milicien, door het overlijden van een lid zijner familie, zelfs wanneer hij ingelijfd is, dezelfde aanspraak op vrijstelling als die welke hij zou gehad hebben, zoo dit overlijden vóór zijne aanwijzing plaats had.

(B) Het bezwaarschrift wordt, met bewijsstukken, gezonden aan den gouverneur, die het rechtstreeks aan het beroepshof onderwerpt.

(C) Bij de inwilliging door dit hof, wordt de nog niet aan de militaire overheid afgeleverde milicien gerangschikt onder de gewone vrijgestelden zijner lichting, die op de lijst van de op grond van artikel 13 uitgestelden dienen gebracht.

(D) Geldt de gunstige uitspraak een anderen milicien, zoo wordt deze voorgoed ontslagen, tenzij hij deel uitmake van een der vier jongste lichtingen.

(E) Maakt hij er deel van uit, zoo wordt hij voorloopig ontslagen en moet jaarlijks van zijn recht doen blijken voor den militieraad. Bij intrekking van deze ontslaging, herneemt de aangewezenene zijn dienst, zonder dat de tijd gedurende welken hij ontslagen was, afgerekend wordt.

Art. 18 (30). — (A) Eene vrijstelling uit hoofde van proviandbezorging kan niet worden verleend ten voordeele van eene familie die reeds eene andere vrijstelling uit dezen hoofde geniet.

(B) Dezelfde ontzegging wordt toegepast op de familie die voorgoed eene soortgelijke vrijstelling genoten heeft, tenware de vrijgestelde overleden of

Navolgende wetten.

Wet van 15 November 1949, artikel 4 (*in fine*)

« De militieplichtige die, ten gevolge van het overlijden overkomen na zijne aanwijzing, zich bevinden mocht in een der gevallen voorzien bij artikel 16, littera K, der samengeordende militiewetten, kan eene dienstvermindering tot vier maanden bekomen, mits hij de bij artikel 17 voorziene formaliteiten vervult. »

Ontwerp.

VI. — Artikel 17 der geordende militiewetten wordt opgesteld als volgt:

A. In de gevallen voorzien bij het 7^o en het 8^o van nummer V van onderhavige wet, verkrijgt de voor den dienst aangewezen milicien, door het overlijden van een lid zijner familie, zelfs wanneer hij ingelijfd is, hetzelfde recht op vrijstelling als dit hetwelk hij zou gehad hebben, hadde dit overlijden zich vóór zijne aanwijzing voorgedaan.

B. Het bezwaarschrift wordt, met bewijsstukken, den Gouverneur toegestuurd, die het rechtstreeks het Beroepshof voorlegt.

In geval van gunstige beslissing door dit Hof wordt de milicien gerangschikt onder de gewone vrijgestelden zijner lichting, tenzij hij reeds werkelijken dienst heeft gedaan.

In dit laatste geval blijft hij ingedeeld bij de lichting met dewelke hij zijn werkelijken dienst heeft ingezet, doch hij moet, even als de gewone uitgestelde, ieder jaar zijn recht doen blijken vóór de Wervingscommissie; wordt zijne vrijstelling ingetrokken, dan herneemt hij zijnen werkelijken dienst op het punt waar hij hem had onderbroken.

VII. — Artikel 19, der geordende miliciewetten is niet meer toepasselijk.

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

gehuwd zij, of uitzonderlijke ongelukken den toestand dezer familie erg bezwaard hebben.

Art. 19. — (A) Overtreft het getal miliciens, voor den dienst geschikt bevonden, het voor het contingent der lichting bepaalde cijfer, dan worden ontheffingen van dienst, tot bedrag van het teveel, verleend aan de ingeschrevenen behoorende tot de familiën die het meest zonen aan het leger verstrekten.

(B) Wanneer familiën bewijzen dat zij hetzelfde getal zonen (miliciens of vrijwilligers) hebben verstrekt, wordt de voorkeur geschonken :

a) Aan de familiën waarvan een zoon bij het leger is overleden;

b) Aan de familiën tellende het grootste getal zonen die hunnen termijn van gewonen werkelijken dienst hebben vervuld of voltooien als miliciens bij de bereden troepen;

c) Aan de familiën die zich kunnen beroepen op de diensttermijnen vervuld of op weg van vervulling als vrijwilliger van beroep in de lagere kaders van het leger, volgens het getal dier diensten;

d) Aan de familiën, welke, op dien datum, het meest kinderen tellen, jonger dan de militieplichtige en volgens het getal dier kinderen.

(c) Zoo, eindelijk, verscheidene familiën gelijke rechten hebben, genieten, zij alle de ontheffing.

(D) Kunnen al de onder eene littera beoogde jongelingen het voordeel der ontheffing niet genieten, dan wordt de orde, waarin de ontheffingen worden verleend, door de daaropvolgende littera bepaald.

IX. De artikelen 19 en 22 der samengeordende militiewetten vallen buiten toepassing.

avolgende wotten.

• ontwerp.

Wet van 1912.

(e) Echter wordt eene wervingsreserve gevormd, bevattende, in de omgekeerde orde voor de ontheffingen van dienst aangenomen, een getal ingeschrevenen vallende onder toepassing van de voorgaande bepalingen, gelijk aan 3 t. h. van het contingent.

(f) Om de toepassing van die bepalingen te verzekeren, wordt een hogere militieraad ingesteld, bestaande uit een raadsheer in het hof van beroep te Brussel, voorzitter, uit een hoofdofficier bij het leger en uit een ambtenaar bij het hoofdbestuur, respectievelijk lid en lid-verslaggever.

(g) De voorzitter en de leden van den hoogereren militieraad worden, voor elke lichting, doorden Koning benoemd.

(h) Bij de sluiting van de verrichtingen der geschilbeslissende rechtsmachten, stelt de hogere militieraad voorloopig vast :

1° De lijst der ingeschrevenen die deel uitmaken van de wervingsreserve, daarbij hepalende de orde waarin zij worden geroepen tot aanvulling van de leemten die in het contingent mochten voorkomen vóór 15 October ;

2° De lijst der ingeschrevenen van de lichting die dadelijk de ontheffing genieten.

(i) Alleen de uittreksels uit de registers der manschappen en de akten van den burgerlijken stand kunnen dienen als grondslag voor de beslissingen van den raad.

(j) De aldus vastgestelde lijsten vermelden de oorzaak waarom de ontheffing is verleend en worden in het *Staatsblad* bekend gemaakt; zij worden eveneens, wat betreft de militieplichtigen van elk militiekanton, aangeplakt in de verschillende gemeenten van het gebied.

Wet van 2 Maart 1912.

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—



Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

(к) Binnen vijftien dagen na deze bekendmaking, kunnen de niet ontheven miliciens, die zich benadeeld achten, in beroep komen bij den hooger en militieraad. Dit college doet, binnen ééne maand na die bekendmaking der voorloopige lijst, uitspraak over deze akten van beroep en stelt voorgoed vast de lijst der ontheven miliciens, alsmede die der ingeschrevenen aangewezen voor de wervingsreserve;

(л) De hooger e militieraad doet, langs den weg van het *Staatsblad*, gedurende de tweede helft van October, bekendmaken de lijst van de ingeschrevenen bij de wervingsreserve die, niet zijnde opgeroepen tot den dienst, voorgoed zijn ontheven.

Art. 20. — (A) Worden beschouwd als hebbende hunnen termijn van militairen dienst vervuld :

1° De miliciens die ten minste hunnen termijn van gewonen werkelijken dienst hebben vervuld, overeenkomstig artikel 63 (zonder inbegrip der terugroepingen);

2° De vrijwilligers die ten minste drie jaren dienst hebben gedaan;

3° De jongelingen die in werkelijken dienst getreden zijn en die het leger hebben verlaten wegens lichaamsgebreken of ziekten opgedaan bij den militairen dienst;

4° De wederspanningen, de nalatigen en de achterblijvers die ten minste vier jaren dienst hebben gedaan (zonder inbegrip der terugroepingen).

(B) De miliciens of de vrijwilliger die, te rekenen van den datum waarop hij zijnen werkelijken dienst heeft begonnen, onwettig van zijn korps afwezig bleef, in eene burgerlijke gevangenis opgesloten is geweest of ingelijfd bij eene strafcompagnie, gedurende een gezamenlijken tijd van negen maanden,

Navolgende witten.

—

Ontwerp.

—

—

Wet van 1913.

in den loop van den termijn van gewonen werkelijken dienst, bij artikel 63 voorzien, kan zijne broeders geen ontheffing verschaffen.

(c) Voor den vrijwilliger wordt dit voorschrift slechts toegepast zoo de gezamenlijke duur der werkelijke aanwezigheid bij het korps beneden drie jaar is gebleven.

Art. 21 (33). — De samenstelling van de familie wordt bepaald, rekening houdende met het volgende :

1° Worden met de overleden leden der familie gelijkgesteld, zij die, wegens zware verlamming, blindheid, volkomen krankzinnigheid of andere bij koninklijk besluit bepaalde lichaamsgebreken of ten gevolge van lange vermissing, dienen beschouwd als verloren vóór de familie ;

2° Worden gerekend als nog in leven, de broeders overleden, 'tzij tijdens, 'tzij na verloop van een regelmatig persoonlijken dienst ;

3° Gelden als miliciens de kinderen die vóór de militiejaren in dienst zijn getreden.

Art. 22 (34). — (A) Wordt niet tot den dienst toegelaten :

1° Wie vóór eene kriegsrechtbank eene in kracht van gewijsde gegane veroordeeling beloopt heeft, welke hem als militair vervallen verklaart of zulk verval medebrengt, of die wegens wangedrag weggezonden werd ;

2° Zij die werden veroordeeld tot eene lijfstraf.

(B) Werd hij, bij vergissing op de ALPHABETISCHE lijst gehandhaafd of heeft hij slechts na DE SLUITING DEZER LIJST de uitsluiting beloopt, zoo wordt hij

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende wotten

—

Ontwerp.

—

—

Wet van 1915.

Wet van 1 Maart 11

door den militieraad onbekwaam tot den dienst verklaard.

(c) De uitsluiting wordt desnoods ambtshalve door het beroepshof uitgesproken, ondanks elke uitspraak, zelfs door dit hof bij onbekendheid met de onwaardigheid gewezen, wanneer dezer bewijs verstrekt wordt vóór het stellen in werkelijken dienst van het contingent.

(d) Kunnen van den dienst worden uitgesloten, zij die, bij één of meer vonnissen of arresten, werden veroordeeld tot ééne of tot meerdere niet voorwaardelijke straffen, bereikende te zamen ten minste zes maanden gevangenisstraf, indien het is wegens diefstal, misbruik van vertrouwen, aftroggelarij, aanslag tegen de zeden, aanranding der eerbaarheid of verkrachting, of twaalf maanden wegens alle andere opzettelijke wanbedrijven, vallende onder 't gemeene recht.

Elk bijzonder geval wordt onderzocht door het hof van beroep, dat, op eisch van het openbaar ministerie, den belanghebbende gehoord, de uitsluiting van den dienst uitspreekt, indien het van gevoelen is dat de belanghebbende voor onwaardig moet gehouden worden of dat zijne tegenwoordigheid onder de wapens gevaarlijk zoude zijn voor de zedelijke waarde van den troep.

Het Hof kan ook de verdaging voor één jaar uitspreken, indien het acht dat het niet voldoende is ingelicht om een oordeel te vellen.

(e) Zij, die van het leger zijn uitgesloten wegens eene tegen hen uitgesproken veroordeeling, worden, gedurende al den tijd van hun werkelijken dienst, ter beschikking van den Minister van Oorlog gesteld, volgens bij ministerieele beslissing vast te stellen indeeling.

Navolgende witten

—

Entwerp.

—

Wet van 1913.

HOOFDSTUK IV.

Van de militie- en geschiktheidsraden.

Art 23 (33). — (A) Er bestaat een militieraad en een geschiktheidsraad in elk bestuursarrondissement. Twee arrondissementen onder een zelfde commissariaat vereenigd, worden beschouwd als er maar één uitmakende.

(B) De militieraad is samengesteld uit een rechter der rechtbank van eersten aanleg, voorzitter, uit een vrederechter, zooveel mogelijk die van het kanton waartoe de miliciens behooren, en uit een controleur des besastingen, leden.

De geschiktheidsraad is samengesteld uit een rechter bij de rechtbank van eersten aanleg, voorzitter, en uit twee kapiteins bij het leger, leden.

Er worden, voor elk lid, één of twee plaatsvervangers genoemd, dezelfde bediening als de titelvoerders waarnemende.

(C) De burgerlijke leden van den militieraad en van den geschiktheidsraad, alsmede hunne plaatsvervangers, worden voor den tijd van één jaar, door den Koning benoemd.

De militaire leden van den geschiktheidsraad en hunne plaatsvervangers worden door den Minister van Oorlog aangewezen.

(D) De arrondissementscommissaris heeft zitting in den militieraad en in den geschiktheidsraad, als verslaggever, met raadgevende stem.

(E) De secretarissen van den militieraad en van den geschiktheidsraad worden door den arrondissementcommissaris benoemd.

(F) De geschiktheidsraad wordt, te

Wet van 1 Maart 1919.

HOOFDSTUK IV.

Van de militieraden
en de geschiktheidsraden.

X. De militieraden en de geschiktheidsraden worden door wervingscommissiën vervangen.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten, welke de geschiktheidsraden betreffen, zijn toepasselijk op de wervingscommissiën, in zooverre zij niet strijdig zijn met deze wet.

XI. Elke wervingscommissie kan bij koninklijk besluit in verscheidene afdeelingen worden verdeeld.

In dit geval bepaalt de voorzitter der eerste afdeeling het ambtsgebied der afdeelingen, alsmede de plaats en de datums van hunne vergaderingen.

De Gouverneur benoemt eenen of meer plaatsvervangers van den arrondissementscommissaris, verslaggever van de eerste afdeeling; hij benoemt daarenboven de verslaggevers van de overige afdeelingen en hunne plaatsvervangers.

De secretarissen van de afdeelingen worden door den arrondissementscommissaris benoemd.

XII. De wervingscommissie (of de afdeeling) is op gelijke wijze samengesteld als de geschiktheidsraad, behalve: 1^o dat de voorzitter gekozen wordt onder de werkelijke, plaatsvervangende of eere-magistraten en onder de sedert ten minste tien jaar op de tabel ingeschreven en meer dan 40 jaar oud zijnde advocaten; 2^o dat de duur van hun mandaat niet is bepaald.

Er wordt niet vereischt dat de militaire leden den graad van kapitein hebben.

Navolgende wetten.

(Wet van 10 Augustus 1920.)

Art. 4. — Er wordt in elke provincie een bijzondere wervingscommissie en een bijzondere beroepscommissie ingesteld om uitspraak te doen over den toestand der bij artikel 1 bedoelde personen, die, *buiten deze wet*, zullen beheerd worden door de bij Koninklijk besluit van 1 October 1913 samengeordende militiewetten, gewijzigd bij de wetten van 1 Maart, 15 November en 30 December 1919.

Nochtans wordt letter C van artikel 27 der samengeordende militiewetten opnieuw van kracht.

De bij dit artikel opgerichte bijzondere commissies zijn bevoegd uitspraak te doen over de bij artikelen 3, 6 en 8 dezer wet bedoelde gevallen.

Art. 5. — De bij vorig artikel ingestelde bijzondere wervingcommissie en bijzondere beroepscommissie hebben onderscheidenlijk de samenstelling van den Geschiktheidsraad en van den Revisieraad welke voorzien zijn bij de samengeordende militiewetten van 1913.

Zij hebben dezelfde werkzaamheden als deze omschreven bij hoofdstukken IV en V der wet van 1 Maart 1919 betreffende de wervingscommissies en de provinciale beroepscommissies.

Haar gewestelijke bevoegdheid strekt zich uit over de provincie voor dewelke zij ingesteld werden; hun mandaat zal eindigen op een datum welke bij koninklijk besluit zal bepaald worden.

Ontwerp.

HOOFDSTUK IV.

Over de Militie- en geschiktheidsraden.

VIII. — Er worden wervingscommissies ingesteld in de plaats der militie- en geschiktheidsraden.

Al de beschikkingen der geordende militiewetten die betrekking hebben op de geschiktheidsraden zijn toepasselijk op de wervingscommissies, voor zooveel zij strooken met onderhavige wet.

Wet van 1913.

raadgevenden titel, bijgestaan door een militairen geneesheer of een als zoodanig toegelaten geneesheer, welken de commandant der provincie aanwijst, en door een burgerlijken geneesheer, welken de voorzitter van den geschiktheidsraad daags vóór elke vergadering of op den dag zelf aanwijst en die, zoo mogelijk, ièderen dag wordt vervangen.

Moet de militieraad oordeelen over de lichaamsgebreken van een der leden van de familie van den milicien, dan wordt hij bijgestaan door twee geneesheeren, welke de voorzitter aanwijst.

(c) Alvorens met de verrichtingen een begin te maken, leggen de geneesheeren, ten overstaan van den raad, den volgenden eed af :

« Ik zweer dat ik, zonder haat of gunstbetoon, zal verklaren of de manschappen, die ik moet onderzoeken, zijn behebt met ziekten of lichaamsgebreken die hen voor den dienst ongeschikt maken. »

(u) Melding van de eedaflegging wordt gemaakt in een register, waarin het gevoelen van de geneesheeren geboekt wordt en door hen onderteekend.

(i) Onmiddellijk daarna, herinnert hun de voorzitter dat het hun plicht is te weigeren elken man te onderzoeken die hen onlangs, met het oog op de militie, geraadpleegd heeft.

Art. 24 (58). — Wanneer een lid van den militieraad of van den geschiktheidsraad bloedverwant of maag, tot en met den vierden graad, van eene der bij name betrokken partijen is, moet hij zich onbevoegd verklaren.

Art. 25 (57). — (A) De militieraad en de geschiktheidsraad zitten ter arrondissementshoofdplaats. De Koning kan echter beslissen dat de geschiktheidsraad achtereenvolgens in verschillende gemeenten van het gebied zal zitten.

(B) Lokaal, verwarming, verlichting, mobilair, kantoormaterieel en loon van den deurwaarder-bode vallen ten laste der gemeente.

Wet Van 1 Maart 1919.

Bij ontstentenis van militaire geneesheeren om de wervingscommissie bij te staan, kan men, naar de hieronder bepaalde rangorde, oproepen :

1^o Gedemobiliseerde militaire geneesheeren die tot het reservekader behooren ;

2^o Gepensioneerde militaire geneesheeren ;

3^o Burgerlijke geneesheeren.

Navolgende wetten.

Art. 7. — Bij uitbreiding van artikel 30 der samengeördende militiewetten kan een milicien, als hij zich in den vreemde bevindt en niet in staat is voor de wervingscommissie te verschijnen, op vordering van den Voorzitter van bedoelde rechtsmacht, ten huize onderzocht worden door twee door den Consul van het gebied aangeduide geneesheeren.

De aangeduide praktiseerende geneesheeren omkleeden hun verslag met redenen en leggen, op de wijze bij hoogerbedoeld artikel 30 vermeld, vóór den Consul den eed af.

De verslagen kunnen enkel tot een tijdelijke vrijstelling aanleiding geven.

ontwerp.

Artikel 7 der wet van 10 Augustus 1920 blijft, buitendien, toepasselijk.

IX. — De wervingscommissie is samengesteld op dezelfde wijze als de geschiktheidsraad. Zij is, daarenboven, bijgestaan door het militair personeel, bijzonder belast, door tussenkomst van den Minister van Landsverdediging, met het inzamelen der bewijsstukken die moeten dienen tot de inlijving der miliciens, en die ze moeten invullen met de inlichtingen redematig aan te wijzen onder inachtneming van hunnen beroepsaanleg of hunne verstandelijke ontwikkeling.

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

Art. 26 (38). — Worden vóór den geschiktheidsraad opgeroepen de ingeschrevenen van het jaar en de uitgestelden, gebracht op de lijst vermeld in artikel 13, die geen bezwaarschrift hebben ingediend of geene vrijstelling wegens zedelijke oorzaken hebben bekomen.

Art. 27 (39). — (A) Het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente roept de belanghebbenden aan huis op, ten minste zes dagen vóór dien der verschijning vóór den geschiktheidsraad. De oproeping wordt, daarenboven, bekend gemaakt in den gebruikelijken vorm en op het gewone uur der afkondigingen; de schriftelijke waarschuwingen duiden dag, uur, gemeente en lokaal aan, waar de raad zetelt; ontvangbewijs ervan wordt in een bijzonder register gevorderd, en de drager van de oproeping bevestigt desnoods door zijne handteekening de bestelling ervan.

(B) De ingeschrevenen en de uitgestelden worden den raad voorgesteld door een lid van het gemeentebestuur, vergezeld van den secretaris, houder van de alphabetische lijst en de ontvangbewijzen. Reis- en verblijfkosten dezer ambtenaren vallen ten laste der gemeente.

(C) Hij die, behoorlijk opgeroepen, niet verschijnt, wordt als nalatige beschouwd.

Deze bepaling is niet van toepassing op de ingeschrevenen, die reeds tot het leger behooren, en evenmin op de candidaten-militievrijwilligers.

De geschiktheidsraad stelt de verplichting om te verschijnen vast en maakt den belanghebbende bekend dat hij op het boek der nalatigen werd gebracht.

Binnen vijftien dagen na deze aanzegging, kunnen de belanghebbende, diens ouders of voogd in beroep komen bij den revisieraad, die, zoo hij het beroep inwilligt, schrapping van het boek der nalatigen beveelt en den

XIV. Litt. c van artikel 27 valt buiten toepassing.

Navolgende wetten.
—Ontwerp.
—

Nochtans wordt letter *c* van artikel 27
der samengeordende militiewetten op-
nieuw van kracht.

(Wet van 10 Augustus 1920, art. 4.)

Wet van 1912.

Wet van 2 Maart 1919.

milicien tot een onderzoek naar den geschiktheidsraad verwijst.

Wordt het beroep afgewezen, hetzij omdat de belanghebbende niet kon verschoond worden wegens laattijdige indiening er van, hetzij omdat de redenen zijner niet-verschijning niet werden aangenomen, dan wordt gehandeld overeenkomstig artikel 10 (f).

De nalatigen kunnen slechts tot den leeftijd van zes- en dertig jaar opgespoord worden.

(b) De datums der vergaderingen van den militieraad worden ter kennis van de belanghebbenden gebracht door middel van plakbrieven; zij worden daarenboven bij schrift, aan hun domicilie afgegeven, ten minste drie dagen vóór de vergadering van den raad, betteekend aan de ingeschrevenen der lichting, aan de uitgestelden en aan de ontslagenen die vrijstelling wegens zedelijke oorzaken of de vernieuwing van hunne ontslaging hebben aangevraagd.

Art. 28 (40). — (A) De geschiktheidsraad beslist of de manschappen geschikt zijn voor den dienst, daarbij vaststellende :

1^o Of zij geschikt zijn voor alle wapens;

2^o Of zij bijzonder geschikt zijn voor een bepaald wapen;

3^o Of zij slechts voor dit of dat wapen geschikt zijn.

(B) Hij beslist enkel in eersten aanleg.

Art. 29 (41). — (A) De militieraad doet in eersten aanleg uitspraak over de bezwaren tegen de inschrijving, over de aanvragen tot vrijstelling wegens zedelijke oorzaken, over de aanvragen tot ontslaging en over de aanneembaarheid der militievrijwilligers.

(B) Zijne beslissingen worden den belanghebbenden, binnen acht dagen, door toedoen van den arrondissements-commissaris aangezegd.

Wat de aanwijzing van de wapens betreft, gedraagt de wervingscommissie zich aan artikel 28 van de samengeordende wetten.

De beslissingen worden aan de verschijnenden staande de vergadering betteekend.

Navolgende wetten.

ontwerp.

X. — Bij wijziging aan artikel 28 der geordende militiewetten, beslist de wervingscommissie of de manschappen geschikt zijn voor den dienst, daarbij vaststellende:

1° Of zij geschikt zijn voor den dienst;

2° Of zij maar geschikt zijn voor een zoo geheeten hulpdienst;

3° Of zij tijdelijk of voorgoed ongeschikt bevonden zijn.

XI. — De verrichtingen voor de lichtingen 1920 en 1921 zullen plaats hebben op den door de Regeering vastgestelden datum.

Anderzijds zullen de miliciens der klasse 1920 en de bij deze klasse gerekende uitgestelden die, ten gevolge eener tijdelijke vrijstelling, het voorwerp moeten worden eener nieuwe beslissing vanwege de gedingbeslissende militie-rechtsmachten, opgeroepen worden met de klasse 1922.

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

Art. 30 ⁽⁴²⁾. — (A) Is, ten gevolge van ziekte of lichaamsgebreken, een ingeschrevene of een lid der familie van den milicien, die vrijstelling wegens eene zedelijke oorzaak aanvraagt, buiten staat om zich tot het onderzoek aan te melden, dan wordt hij aan huis onderzocht door geneesheeren, aangewezen overeenkomstig artikel 23, littera (c).

(B) Zij omkleeden hun verslag met redenen en bevestigen onder eed, 't zij vóór den vrederechter des kantons, 't zij vóór den burgemeester der gemeente, 't zij vóór den raad zelven, binnen de vier en twintig uren van het onderzoek, dat het zonder haat noch gunstbetoon opgemaakt is. De ambtenaar die de bevestiging ontvangt, maakt er kosteloos akte van op, onderaan het verslag, dat den raad zonder verwijl overgemaakt wordt.

Het eerste jaar geven deze verslagen slechts aanleiding tot tijdelijke vrijstelling. ⁽¹⁾

Art. 31 ⁽⁴³⁾. — Bestaat er twijfel of de door de miliciens aangevoerde lichaamsgebreken werkelijk aanwezig zijn, of bestaat er ernstig vermoeden dat middelen werden aangewend om die gebreken te verwekken of te verergeren, dan mag de geschiktheidsraad bevelen dat die miliciens voor ten hoogste vijftien dagen naar een militair gasthuis zullen gezonden worden ter waarneming en ter behandeling.

Hij doet later in de zaak zelve uitspraak.

Art. 32 ⁽⁴⁴⁾. — De beslissingen van den militieraad en van den geschiktheidsraad worden in openbare vergadering bekendgemaakt, op de alphabetische lijst aangeteekend en door den voorzitter geparafeerd.

Art. 33 ⁽⁴⁵⁾. — De beslissingen tot aanwijzing voor den dienst zijn uitvoerbaar niettegenstaande beroep.

(1) Zie n^o VIII van het ontwerp en art. VII der wet van 10 Augustus 1920.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

Wet van 1913.

HOOFDSTUK V.

Van beroep op het beroepshof
en den revisieraad.

Art. 34 (18). — Al de beslissingen der militieraden en der geschiktheidsraden zijn vatbaar voor beroep vanwege den arrondissementcommissaris en vanwege de belanghebbenden.

Art. 35 (18bis). — (A) In elke provincie bestaat een revisieraad.

(B) Deze is samengesteld uit den gouverneur der provincie, voorzitter, en uit twee hoofdofficieren van het leger, leden.

(C) De plaatsvervangers van den voorzitter des revisieraads worden door den Koning benoemd voor den termijn van één jaar.

(D) De militaire leden en hunne plaatsvervangers worden aangewezen door den Minister van Oorlog.

(E) Een hoofdambtenaar van het provinciaal bestuur, door den gouverneur aangewezen, neemt, bij den revisieraad, het ambt van secretaris-verslaggever waar.

Art. 36 (49). — (A) Het beroep tegen de beslissingen in eersten aanleg wordt schriftelijk aangeteekend. Het moet op eene voldoende wijze aanduiden dengene die het beroep aanteekent en, indien daartoe aanleiding bestaat, dengene tegen wien het gericht is, als ook de beslissing waartegen wordt opgekomen.

Wet van 1 Maart 1919.

HOOFDSTUK V.

Van het beroep bij het hof van beroep
en bijden Herzieningsraad.

XV. — Provinciale commissiën van beroep komen in de plaats der hoven van beroep, voor zoover zij uitspraak doen in militiezaken, en van de herzieningsraden; ze zijn samengesteld zooals deze laatste.

Al de bepalingen van de samengeordende militiewetten betreffende de herzieningsraden zijn ook van toepassing op de provinciale commissiën van beroep, voor zoover zij niet in strijd zijn met deze wet.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

HOOFDSTUK V.**Over het beroep bij het Beroepshof
en den Herzieningsraad.**

XII. — Behalve voor wat het geval betreft voorzien onder n^o VI van onderhavige wet, worden er provinciale beroepscommissies ingesteld in de plaats der Beroepshoven, voor zoover zij oordeelen in zake militie, en in de plaats der Herzieningsraden waarvan zij dezelfde samenstelling hebben.

Al de beschikkingen der geordende militiewetten, die betrek hebben op de Herzieningsraden, zijn toepasselijk op de beroepscommissies voor zoover zij niet strijdig zijn met onderhavige wet.

Wet van 1913.

Wet van 6 Maart 1919

(b) De handteekening van den in beroep komenden belanghebbende, of het merk dat hetzelfde vervangt, moet gelegaliseerd zijn door een lid van het schepencollege zijner gemeente, die niet weigeren mag deze formaliteiten te vervullen. In geval van overtreding, kan de belanghebbende, wanneer hij deze aanklaagt, zijn beroep in persoon ter griffie der provincie doen, ten laatste binnen de drie dagen volgende op de hierna bepaalde termijnen.

(c) Het beroep moet gericht worden aan den gouverneur der provincie, binnen acht dagen, te rekenen van de uitspraak, indien het de lichamelijke geschiktheid betreft, binnen acht dagen na aanzegging, indien de uitspraak van den militieraad uitgaat.

(d) De voorgaande voorschriften zullen worden nagekomen op straffe van nietigheid.

Art. 37 (49^{bis}). — (A) De gouverneur verwittigt de belanghebbenden, langs bestuursweg, dat tegen hunne vrijstelling of hunne ontslaging beroep aangeteekend is.

(B) Het beroep wordt door den gouverneur vóór den revisieraad gebracht, zoo het beoordeeling van de geschiktheid voor den dienst geldt, en vóór het beroepshof in elk ander geval.

Art. 38 (49^{ter}). — (A) De hoven van beroep doen, ten vaste getale van drie raadsheeren en zonder bijstand van het openbaar ministerie, uitspraak over de zaken die hun uit kracht van de militiewet werden onderworpen.

(B) Te dien einde wordt elke kamer gesplitst in twee afdeelingen. Aan elke afdeeling wordt een adjunct-griffier toegevoegd.

(c) De voorzitter van elke kamer wijst de raadsheeren aan die deel moeten uitmaken van elke der afdeelingen. Hij neemt het voorzitterschap van zijne af-

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—

1

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919

deeling waar. De andere afdeeling wordt voorgezeten door den oudsten der raadsheeren die daartoe behooren.

(D) Is een raadsheer verhinderd, dan wordt hij vervangen door een raadsheer van de andere afdeeling of van eene andere kamer, overeenkomstig de wet op de rechterlijke inrichting.

(E) De zaken worden, naar gelang ze inkomen, om de beurt verwezen naar elke der afdeelingen van het hof. Echter moeten de zaken, die met elkander samenhangen, voor welke de processtukken dezelfde zijn, of die dezelfde vraagstukken opwerpen, zooveel mogelijk worden verwezen naar de afdeeling bij welke zij het eerst aanhangig werden gemaakt, om er terzelfder tijd behandeld te worden.

(F) De voorzitter der afdeeling, die kennis van de zaak moet nemen, duidt een raadsheer aan, om er verslag over te doen in openbare zitting en beveelt dat de zaak op de rol worde gebracht, om te worden bepleit op eene der eerstvolgende zittingen.

De rol der te bepleiten zaken wordt uitgehangen ter griffie van het hof; elke zaak, waarvan de voorzitter de oproeping bepaald heeft, wordt er onmiddellijk opgebracht.

Art. 39 (49¹). — (A) Het hof doet uitspraak nadat het de partijen, hare advocaten of gemachtigden heeft gehoord, indien zij zich ter zitting aanbieden.

Het arrest wordt, in elk geval, geacht te zijn verleend op tegenspraak.

(B) De partij, die bij het hof een verzoeg of een schriftelijke verwering heeft ingediend, wordt niet als verstek doende beschouwd.

Art. 40 (49⁵). — (A) Het hof kan een bijkomend bestuursonderzoek eischen.

Navolgende wetten.

—

Ontwerp

—

—

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1913.

(b) Het kan een getuigenverhoor bevelen.

(c) Het kan een vrederechter aanstellen om er toe over te gaan.

(d) Tusschenarresten worden noch gelicht, noch beteekend.

Art. 41 (49⁶). — (A) Heeft het verhoor vóór het hof plaats, dan verwittigt de griffier de partijen, ten minste acht dagen vooraf, van den vastgestellten dag en van de te bewijzen feiten.

(b) Heeft het vóór den vrederechter plaats, dan zendt de griffier hem het beschikkend gedeelte van het arrest ; de vrederechter verwittigt de partijen en stelt, ten minste acht dagen vooraf, den dag vast waarop hij de getuigen zal hooren. De minute van het proces-verbaal wordt het hof overgemaakt.

(c) Partijen worden verwittigd bij aangeteekenden brief.

(d) Partijen mogen in persoon of bij gemachtigde de verhooren bijwonen.

Art. 42 (49⁷). — (A) De getuigen mogen uit eigen beweging verschijnen, zonder hunne aanspraak op getuigen-geld te verliezen. Zij zijn verplicht te verschijnen op eenvoudige daging. Zij leggen den eed af zooals in boetstraffelijke zaken.

(b) In geval van niet-verschijning en van valsche getuigenis, worden zij vervolgd en gestraft zooals in boetstraffelijke zaken.

(c) Echter worden de straffen, gesteld tegen de niet verschijnende getuigen, zonder vordering van het openbaar ministerie, toegepast door het hof of door den magistraat die tot het verhoor overgaat.

Art. 43 (49⁸). — Geen getuige kan

Navolgende welken.

Ontwerp

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

bij het verhoor gewraakt worden om eene der redenen, opgegeven in artikel 283 van het wetboek van burgerlijke rechtspleging.

Art. 44 (49⁹). — De behandeling voor het hof geschiedt in het openbaar.

Art. 45 (49¹⁰). — (A) Het geding wordt gevoerd, zonder dat partijen de hulp van een pleitbezorger behoeven.

(B) Het hof vonnist, alle zaken ter zijde gelaten, en doet uitspraak, partijen, hunne advocaten of lasthebbers gehoord.

(c) Zoo de dienst het vereischt, beleggen de voorzitters van de verschillende kamers der beroepshoven bijzondere terechtzittingen, in voldoende getal, opdat de op grond van deze wet in beroep komende zaken met spoed en zonder de loopende zaken te schaden, afgehandeld worden.

Art. 46 (49¹¹). Zoodra ingeleid, worden de zaken, door den voorzitter der Kamer die er kennis moet van nemen, ter rol gebracht van een der eerste terechtzittingen, volgende op de veertien dagen na overlegging van het verzoekschrift. Terzelfder tijd wordt de verslaggever aangewezen.

Art. 47 (49¹²). — (A) De voorziening wordt gevonnist zoowel bij afwezigheid als in bijzijn der partijen; alle arrest geldt als gewezen, alle partijen gehoord.

(B) Partijen mogen hunne middelen in persoon of door tusschenkomst van een advocaat voordragen.

Art. 48 (49¹³). — De deurwaarders mogen de in militiezaken aan te zeggen exploten met ter post aangeteekenden brief verzenden. De bestelling van den brief op de post geldt als aanzegging aan de betekkende partij.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

—

Wet van 1913.

Art. 49 (49¹⁴). — (A) Deurwaardersloon en getuigengeld worden geregeld zooals in strafzaken.

(B) Geen ander griffierecht dan het vast recht van 1 frank per uitgegeven afschrift wordt geheven.

Art. 50 (50). — (A) Het beroepshof en de revisieraad doen uitspraak ten gronde, binnen de dertig dagen na bestelling der beroepsakte, zoo geene voorbereidende uitspraak dient gedaan.

(B) Het beroepshof en de revisieraad beoordeelen de feiten zooals zij zijn op het oogenblik dat ze onderzocht worden, zelfs wanneer zij niet bij den militieraad aangeklaagd of in de beroepsakte opgegeven werden noch konden worden.

Art. 51 (51). — Artikel 24 is toepasselijk op de leden van het beroepshof en van den revisieraad.

Art. 52. (52). — (A) De revisieraad beslist, in laatsten aanleg, of de manschappen goed zijn voor den dienst; hij stelt oppermachtig vast of zij voor al de wapens geschikt zijn, of zij bijzonder geschikt zijn voor een bepaald wapen, ofwel of zij slechts voor dit of dat wapen geschikt zijn.

(B) Hij wordt, te raadgevenden titel, bijgestaan door een militairen geneesheer of een als zoodanig toegelaten geneesheer, welken de commandant der provincie aanwijst, en door een burgerlijken geneesheer, welken de voorzitter daags vóór elke vergadering of op den dag zelf aanwijst, en die, zoo mogelijk, elken dag wordt vervangen.

(C) Er wordt overigens gehandeld overeenkomstig littera's G, H en I van artikel 23.

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende wetten.

—

ontwerp.

—

—

Wet van 1913.

(D) Indien twijfel omtrent het wezenlijk bestaan van de lichaamsgebreken, waarop de miliciens zich beroepen, oprijst, of ernstig wordt vermoed dat middelen aangewend werden om dezelve te doen ontstaan of te verergeren, kan de revisieraad bevelen dat deze miliciens in een militair hospitaal, gedurende ten hoogste vijftien dagen zullen bewaakt en behandeld worden. Hij beslist later ten gronde, zonder dat in enig geval naar den geschiktheidsraad kunne verwezen.

Art. 53 (53). — (A) De artikelen 27(c) en 30 zijn toepasselijk op het beroep voor den revisieraad.

(B) De bepalingen van artikel 23, littera (F), laatste lid, en van artikel 30 worden insgelijks nageleefd, wanneer het hof van beroep, overeenkomstig n^o 1^o van artikel 21, moet oordeelen over de lichaamsgebreken van een lid der familie van een ingeschrevene.

Art. 54 (54). — In geval de overheid weigert een tot vrijstelling noodzakelijk stuk af te leveren, mag het beroepshof een bestuursonderzoek of een getuigenverhoor bevelen en vervolgens de vrijstelling uitspreken.

Art. 55 (55). — (A) De beslissingen van den revisieraad worden bij volstreekte meerderheid genomen.

(B) Het beroepshof doet uitspraak overeenkomstig de bepalingen der wet van 18 Juni 1869, op de rechterlijke inrichting.

(C) De uitspraken vermelden namen, voornamen en plaats van inschrijving van de personen die, hetzij rechtstreeks,

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende wotten.

—

Ontwerp.

—

Wet van 1913.

hetzij door hunne ouders of voogden, bij name betrokken waren.

(d) De uiteenzetting der zaak door een lid van het beroepshof of van den revisieraad en de uitspraak geschieden in openbare zitting ; de stemming blijft geheim.

(e) De uitspraken moeten, op straf van nietigheid, met redenen omkleed zijn. Die van het beroepshof worden, ter be- naarstiging van den procureur-generaal, binnen de acht dagen, den gouverneur der provincie aangezegd.

(f) In de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, alsmede in de arrondissementen Leuven en Brussel, kan niemand worden benoemd tot lid van den geschiktheidsraad, van den militie- of van den revisieraad, of aan deze rechtsmachten worden toegevoegd als geneesheer, indien hij dit ambt niet in het Vlaamsch en in het Fransch kan waarnemen.

In dezelfde provinciën en in het arrondissement Leuven worden de mondelinge mededeelingen aan de miliciens en aan de gelastigden der gemeenten in de Vlaamsche taal gedaan, tenzij de belanghebbenden vragen dat het Fransch worde gebruikt.

In het arrondissement Brussel worden dezelfde mededeelingen gedaan in het Vlaamsch of in het Fransch, naar gelang dat de miliciens gebruik maken van deze of van gene dier beide talen.

De kennisgevingen en de schriftelijke mededeelingen welke de militieraden, de geschiktheidsraden, de revisieraden en de andere overheden in zake van militie richten aan de gemeenten of aan het publiek, blijven beheerscht door de wet van 22 Mei 1878, betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in zaken van bestuur.

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende weten.

—

Ontwerp.

—

↑

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

HOOFDSTUK VI.

Van verhaal in verbreking.

Art. 56 (58). — (A) De uitspraken van het beroepshof en die van den revisieraad kunnen bestreden door middel van verhaal in verbreking.

(B) Hooger beroep moet, op straffe van verval, met redenen omkleed zijn en binnen de volgende tijdsbestekken worden ingesteld :

1^o Door den gouverneur tegen de beslissingen van het hof van beroep en door den secretaris-verslaggever bij den revisieraad, binnen vijftien dagen te rekenen van de beteekeningsen der beslissingen ;

2^o Binnen hetzelfde tijdsbestek, te rekenen van de beslissing van den revisieraad of van het arrest van het hof van beroep, door den belanghebbende die zich voorziet tegen eene uitspraak waarbij hij voor den dienst is aangewezen.

Art. 57 (59). — De verklaring van verhaal wordt gedaan ter griffie van het beroepshof of van den provincieraad, naarvolgens de bestreden uitspraak van het beroepshof of van den revisieraad uitgaat, door den eischer zelf of door een bijzonderen gevolmachtigde ; in laaste geval, blijft de volmacht aan de verklaring gehecht. Deze wordt in een daartoe bestemd register ingeschreven.

Art. 58 (61). — (A) De akte van verhaal wordt op straf van verval, binnen de tien dagen na de verklaring, woordelijk en bij deurwaarder beteekend aan elken bij name betrokken persoon.

(B) Het verbrekingshof doet uitspraak, alle zaken ter zijde gelaten.

(C) De griffier van het verbrekingshof

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—



Wet van 1913.

bericht de griffiers der beroepshoven van de toewijzing of de afwijzing van de verhalen tegen de arresten hunner hoven. De griffiers der beroepshoven zenden, binnen de vijftien dagen, aan de betrokken provincie-gouverneurs, hetzij een uittreksel van die uitspraken, hetzij bericht dat het verhaal afgewezen is. De griffier van het verbrekingshof zendt den gouverneur een soortelijk bericht indien de uitspraak, waartegen beroep, van den revisieraad uitgaat.

Art. 59 (62). — (A) Alle akten van rechtspleging vóór het beroepshof en het verbrekingshof zijn vrij van zegelen en registratiekosten en van boeten.

(B) Behalve verwijzing in de kosten en de uitgaven, kan den eischer, wegens afwijzing van het verhaal, geene hoegenaamde vergoeding ten voordeele van den verweerder opgelegd.

Art. 60 (63). — (A) In geval van verbreking, wordt de zaak naar het beroepshof of naar den revisieraad eener andere provincie verwezen.

(B) Wordt de tweede uitspraak vernietigd om dezelfde redenen als de eerste, dan gedraagt het beroepshof of de revisieraad, waarnaar de zaak verwezen wordt, zich naar de uitspraak van het verbrekingshof op het rechtspunt door dit hof gewezen.

HOOFDSTUK VII.

Van inlijving.

Art. 61 (81). — (A) De regeering bepaalt het tijdstip waarop de voor den dienst aangewezen manschappen aan de militaire overheid afgeleverd worden.

Wet van 1 Maart 1919.

HOOFDSTUK VII.

Van de inlijving

XVII. Aan de manschappen door de wervingscommissiën voor den dienst aangewezen, wordt staande de vergadering voorlezing gedaan van eene samenvatting der militaire wetten, waarvan de tekst bij koninklijk besluit wordt bepaald.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

(Wet van 15 November 1919)

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2, hoofdstuk VII. n^o XVII,

HOOFDSTUK VII.

Over de inlijving.

XIII. — De manschappen, voor den dienst aangewezen door de Wervingscommissies, worden terug naar huis gezonden, in afwachting dat zij opgeroepen worden tot den werkelijken

Wet van 1915

(b) De aflevering geschiedt ter provinciehoofdplaats door den gouverneur die een staat der afgeleverden opmaakt, hierbij inzonderheid wijzende op de in de vorige contingenten begrepen miliciens, wier ontslag niet werd gehandhaafd. Ieder belanghebbende ontvangt vooraf een bevel van vertrek vanwege den gouverneur.

(c) Zoodra de miliciens hunne gemeente verlaten om naar de hoofdplaats overgebracht te worden, komen de kosten van hunne voeding en huisvesting ten laste van den Staat.

Art. 62 (82 en 8, ^{bis}). — Bij de aflevering, worden de miliciens, door de militaire overheid bij de verschillende wapens ingedeeld hierbij rekening houdende met den graad van geschiktheid, hun, bij voorkomend geval, door de geschilbeslissende rechtsmachten toegerekend.

Wet van 1 Maart 1919.

Van dit oogenblik af bekomen zij de hoedanigheid van militair.

Indien de datum, door de Regeering vastgesteld voor het in werkelijken dienst treden hunner klas, nog niet is gekomen, worden zij terug naar huis gezonden tot dien datum, tenzij zij verlangen hunnen dienstdtijd dadelijk te vervullen.

De beslissingen der wervingscommissiën zijn uitvoerbaar niettegenstaande het hooger beroep.

De manschappen, aangewezen voor den dienst, worden door de militaire overheid ingedeeld in de korpsen en diensten, met inachtneming van de beslissingen der rechtsmachten in betwiste zaken.

Navolgende wetten

Ontwerp.

3^e lid, wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen :

« Is de datum, door de Regeering bepaald, waarop hunne klasse in werkelijken dienst treedt, nog niet aangebroken, dan worden zij tot dien datum, en naderlijk tot einde 1923, huiswaarts gezonden. »

(Zie evenzoo het hiernavolgend art. 4 der zelfde wet)

dienst. De belanghebbenden, die in den vreemde wonen, en zonder ernstig na-deel, den datum der oproeping hunner klas tot werkelijken dienst niet zouden kunnen afwachten, kunnen, echter, van den Minister van Landsverdediging de toelating bekomen om hunnen dienstdag uit te doen zoodra hunne aanwijzing is uitgesproken.

De beslissingen der Wervingscommissies worden uitgevoerd niettegenstaande het beroep.

XIV. — a) De voor den dienst aange-wezen manschappen worden door de militaire overheid bij de korpsen en diensten ingedeeld, onder inachtneming van de beslissingen der gedingbeslis-sende rechtsmachten.

b) Worden amtsshalve ingedeeld bij de administratietroepen van den genees-kundigen dienst en ontvangen, in vredestijd, in een oefencentrum dat hun voorbehouden is, de opleiding van mili-tair brankardier-ziekendiener :

1^o De bedienaars der eerediensten bedoeld in artikel 117 der grondwet ;

2^o Zij die deel uitmaken van eene in 't land gevestigde kloostergemeente, met uitzondering van het betaald dienstper-sonnel ;

3^o Zij die zich uitsluitend en op onaf-gebroken wijze toewijden aan een missiewerk buiten het land, en goedge-keurd door de gewone overheden van een der eerediensten waarvan sprake in bovenstaand 1^o ;

4^o Zij die bedienaar van eenen eere-dienst of missionaris willen worden, en die leerling zijn in de godgeleerdheid aan een door het hoofd van den betrok-ken eeredienst erkend gesticht.

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1913.

HOOFDSTUK VIII.

Van verlof.

Art. 63 (88). — (A) Een koninklijk besluit bepaalt elk jaar de indeeling der manschappen bij de verschillende wapens.

(B) Buiten de terugroepingen wordt de werkelijke dienst achtereen uitgedaan.

De termijn van werkelijken dienst der miliciens duurt :

Vijftien maanden bij de infanterie, de vestingsartillerie en bijzondere compagnieën artillerie, de genie en de bijzondere compagnieën der genie;

Vier en twintig maanden bij de ruitery en de rijdende artillerie;

Een en twintig maanden bij de bereiden artillerie en den trein;

Twaalf en een halve maand bij het bataljon van administratie.

Deze termijnen nemen een aanvang te rekenen van de oproeping onder de wapens.

Bovendien zal er, in één of twee tijd-

HOOFDSTUK VIII.

Van de verloven.

XVIII. Zoodra het leger gedemobiliseerd is, wordt het hoofdstuk der samengeordende militiewetten aangaande de verloven weer uitvoerbaar.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

c) De zeeofficiëren, de zeelieden, de leerlingen der zeevaartscholen, evenals zij die ingeschreven zijn in de visschervloot sedert ten minste twee jaar, worden ingedeeld bij de eenheden, gelast met de verdediging der kusten, stroommen, bevaarbare passen of bij dergelijke diensten.

d) Een bijzondere wet bepaalt de categorieën van miliciens die, om reden der geschiktheden, die men bij hen mag verwachten, moeten medewerken tot de vorming der reserve-kaders. Zij stelt de bijzondere verplichtingen vast, waaraan zij uit dien hoofde onderworpen zijn en bepaalt nauwkeurig de voorwaarden waarin zij in dit kader kunnen opgenomen worden.

HOOFDSTUK VIII.

Over de verloven.

XV. — a) Litt. B en E van artikel 63 der geordende militiewetten blijven gewijzigd overeenkomstig de door de wet van 30 December 1920 getroffen beschikkingen, behalve dat, voor de miliciens van wie sprake in litt. b van n^o XIV hierboven, de diensttermijn, de heroproeppingen inbegrepen, mag uitgedaan worden in twee even lange tijdperken, met ten hoogste een jaar tusschenruimte.

b) Zijn, buitendien, toepasselijk op de miliciens der klassen 1920, 1921 en 1922, de beschikkingen der wet van 30 December 1920, betreffende de miliciens der klassen 1918 en 1919, die er zich toe verbinden hun termijn van werkelijken dienst tot zeventien maand te verlengen, bij de cavalerie of bij de rijdende artillerie.

c) Ingeval van mobilisatie beveelt de Minister van Landsverdediging dat de

Wet van 1913.

perken, in den loop van het tweede, van het derde of van het vierde jaar, eene terugroeping zijn van vier weken voor de infanterie, de vestingsartillerie, de bijzondere compagniën artillerie, de bereden artillerie en den trein; van zes weken voor de ruitery en de rijdende artillerie; van acht weken voor de genie.

Niemand mag, zonder volstrekte noodzakelijkheid, van bovenvermelde diensttermijnen worden afgetrokken en buiten de gelederen der compagniën, eskadrons of baterijen gebruikt.

(c) De termijn van werkelijken dienst voor de vrijwilligers is :

Drie of vijf jaar, indien zij meer dan achttien jaar oud zijn;

Vijf of zeven jaar, indien zij minder dan achttien jaar oud zijn;

Één, twee of drie jaar voor de miliciens of vrijwilligers die, na de vervulling van hunnen diensttermijn, eene nieuwe dienstverbintenis aangaan.

De duur van den termijn van gewonen werkelijken dienst gaat in :

1° Voor de vrijwilligers, op 15 September volgende op den datum der dienstneming;

2° Voor de miliciens en de militie-vrijwilligers, op den dag dat zij in werkelijken dienst treden.

Wet van 1 Maart 1913.

Navolgende werken.

Ontwerp.

(Wet van 15 November 1919, art. 4.)

Art. 4. — Artikel 63, littera C, der samengeordende militiewetten wordt ingetrokken en door de volgende beschikking vervangen :

« c) de termijn werkelijken dienst voor de vrijwilligers bedraagt :

» drie jaar, indien zij achttien jaar of meer dan achttien jaar oud zijn ;

» vier jaar, indien zij geen achttien jaar oud zijn ;

» vijf jaar, indien zij geen zeventien jaar oud zijn ;

» één, twee of drie jaar, voor de miliciens of de vrijwilligers die, na hunnen gewonen termijn werkelijken dienst of hunnen militietermijn te hebben uitgedaan, onder de wapenen vragen te blijven of er terug onder te treden. Zij worden van dien stond af als opnieuwdienstnemenden beschouwd.

» De duur van den gewonen werkelijken diensttermijn neemt aanvang :

» 1^o Voor de vrijwilligers, van den dag hunner dienstverbintenis ;

» 2^o Voor de miliciens en de militievrijwilligers, van af den datum waarop zij werkelijk onder de wapenen treden, zonder dat deze datum moge vallen vóór dezen bepaald tot de oproeping onder werkelijken dienst der klassen waartoe zij behooren. »

miliciens, die tochooren tot de geestelijkheid van een erkenden eeredienst, als pastoor, bedienaar of onderpastoor, van predikant of rabbijn, op voorwaarde dat zij tot de landweer behooren of tot de vijf oudste klassen der reserve van het werkdadig leger, en dat zij door den Minister van Justitie, op voorstel der bevoegde overheden, aangewezen zijn als onmisbaar voor den eeredienst binnen het land, in hunne haardsteden blijven. Het voorstel dat hen betreft wordt elk jaar hernieuwd.

XVI. — Littera C van artikel 63 der geordende militiewetten wordt gewijzigd als volgt :

1^o De werkelijke dienstduur der vrijwilligers bedraagt : twee jaar, zoo zij 18 jaar en ouder zijn ; drie jaar zoo zij geen 18 jaar oud zijn ; vier jaar zoo zij geen 17 jaar oud zijn.

Een koninklijk besluit bepaalt de bijzondere categories van vrijwilligers, die een dienstverbintenis moeten aangaan voor een langeren werkelijken diensttermijn.

De duur van den werkelijken-diensttermijn gaat in : voor de vrijwilligers op den dag hunner dienstneming ; voor de miliciens en de militievrijwilligers, den dag hunner intrede onder de wapenen, zonder dat deze datum, behalve de uitzondering voorzien bij n^o XIII van onderhavige wet, vroeger moge vallen dan dien vastgesteld voor de oproeping tot werkelijken dienst van de klasse waartoe zij behooren.

2^o Er kunnen nieuwe dienstnemingen worden aangegaan :

a) Voor een eersten termijn van één jaar, door de miliciens wier gewone werkelijke dienstduur uit is ;

Wet van 1913.

Wet van 2 Maart 1919.

(d) De miliciens met onbepaald verlof zijn ieder jaar onderworpen aan eene schouwing der manschappen. Daarvan zijn vrijgesteld, degenen die zich, binnen het jaar, aan eene terugroeping onder de wapens onderworpen hebben.

(e) Wanneer geene uitzonderlijke dienstomstandigheid het belet, hebben de vrijwilligers en de miliciens, die het zich waardig maken door hun levensgedrag en hunne wijze van dienen, jaarlijks recht op drie verloven zonder soldij, elk verlof bedragende eene week. Slechts op uitdrukkelijke aanvraag van de militairen en de ouders mogen deze gezamenlijke verloven een en twintig dagen overschrijden.

Die verlofdagen kunnen echter ineens worden verleend aan de vrijwilligers of militieplichtigen die verlangen deel te nemen aan de werkzaamheden welke het seizoen meebrengt.

De geheele duur wordt op zes en dertig dagen per jaar gebracht voor de militieplichtigen wier persoonlijke medehulp, op zekere tijden van het jaar, noodig is tot uitoefening van het bedrijf van hunne bloedverwanten in de opgaande lijn of van hunne broeders en zusters. De aanvraag om verlof wordt gedaan door den militieplichtige en zijne familie; daaraan wordt een bewijsschrift van den vrederechter toegevoegd.

In al die gevallen, wordt de duur van den werkelijken dienst der begunstigten met evenveel dagen verlengd als zij meer verlof kregen.

(f) De miliciens en de vrijwilligers, die zich slecht gedragen of slecht dienst doen, kunnen van tijdelijk verlof verstoken worden.

Na volbrenging van hunnen termijn van werkelijken dienst, kunnen zij ook onder de wapens worden gehouden voor een onbepaalden tijd, in verband met de ernstigheid der gepleegde vergrijpen en met hun algemeen gedrag gedurende gansch hunnen werkelijken dienst.

Navolgende werken.

Ontwerp.

(Wet van 30 December 1920).

Art. 1. — De volgende wijzigingen worden toegebracht aan artikel 63 der in 1913 samengeordende militiewetten, voorwat de miliciens der klassen 1918, 1919, 1920, 1921 en 1922 betreft :

1° De tekst van littera B wordt vervangen door den volgende tekst :

Buiten de wederoproeping, wordt de werkelijke dienst in eens uitgedaan.

De werkelijke diensttermijn der miliciens bedraagt :

Tien maanden bij de Infanterie;

Twaalf maanden bij de wapens, troepen en diensten, buiten de infanterie, de cavalerie en de rijdende artillerie;

Dertien maanden bij de cavalerie en de rijdende artillerie.

Die termijn gaat in op den dag der intrede onder de wapens.

Een koninklijk besluit bepaalt de voordeelen toegekend aan de militieplichtigen der klasse 1919, die, voor de cavalerie of de rijdende artillerie aangewezen, voor zoover het noodig is, hetzij van ambtswege ten gevolge van de beslissingen der militierechtsmachten, hetzij op hunne aanvraag indien zij de vereischte lichamelijke geschiktheid bezitten, zich verbinden hunnen werkelijken diensttijd bij die wapens te verlengen tot zeventien maanden.

Mits dezelfde verplichtingen van werkelijken dienst, geldt het voordeel van dit besluit voor de militieplichtigen van gezegde wapens der klassen 1918 en 1919, die thans onder de wapens zijn.

Anderzijds moet elke militieplichtige voor eene school voor reserve-onderluitnants aangewezen, den werkelijken diensttijd volbrengen, die bij het met die school overeenstemmend wapen is opgelegd, welke ook het wapen of de dienst zijn, waarbij hij werd ingelijfd.

b) Voor een termijn van 1, 2, 3 of 4 jaar, door de miliciens en de vrijwilligers wier gewone werkelijke diensttijd uit is, evenals door ieder man zonder militaire verplichtingen.

3° In tijd van mobilisatie kunnen er in de omstandigheden vastgesteld door den Minister van Landsverdediging, dienstnemingen en nieuwe dienstnemingen aangegaan worden voor den tijd waaronder het leger op oorlogsvoet zal blijven, en zonder dat de belanghebbers wegens deze dienstnemingen kunnen ontslagen worden van de verplichtingen in zake militie waartoe zij, desgevallend, zouden gehouden zijn. Buitendien worden de loopende dienstverbintenissen van rechtswege verlengd tot den dag vastgesteld voor de demobilisatie van het leger.

Wet van 1915.

Wet van 1 Maart 1919.

(c) Buitengewone gustvervloven, met soldij, van ten hoogste vijftien dagen voor de korporaals (brigadiers) en soldaten, en voor den gezamenlijken duur van ééne mand voor de onderofficieren, kunnen jaarlijks door de korpsoversten worden verleend aan de militairen die zich dit bijzonder waardig maken door hun ijver en de toewijding waarmede zij hunne bediening waarnemen en hunne militaire plichten vervullen.

(u) De milicien of de vrijwilliger kan, om door de militaire overheid geldig geoordeelde ernstige redenen, een dienstonderbrekend verlof voor den duur van drie maanden tot twee jaar bekomen, op voorwaarde dat hij, in het leger terugkeerende, den termijn van werkelijken dienst, welken hij moet doen, uit krachte van zijne wettelijke verplichtingen of van zijne dienstverbintenis, voleindige.

(i) Elke afwezigheid wegens onvrijwillige verwondig of ziekte telt als werkelijke diensttijd.

(j) Al degenen, die zijn gehouden tot den militairen dienst, beschikken, op de dagen door hun eeredienst voorgeschreven, behalve in uitzonderlijke en gewichtige omstandigheden, over den tijd benoodigd tot het vervullen van hunne godsdienstige plichten volgens de regelen en de gebruiken van hunnen eeredienst.

Een koninklijk besluit regelt de tenuitvoerlegging van deze bepaling.

Art. 64 (87). — In uitzonderlijke omstandigheden mag de Regeering van de uitvoering van artikel 63 schorsen of wijzigen.

Art. 65 (88). — (A) De miliciens, te rekenen van de inlijving, en de vrij-

Navolgende wetten

Ontwerp.

Buitendien zullen er, in den loop van de vier eerste jaren na het onbepaald verlof, in één of twee termijnen, wederoproepingën plaats vinden, waarvan de duur niet mag te buiten gaan :

Vier weken voor de infanterie, de bereden artillerie, de zware artillerie en het vervoerkorps;

Zes weken voor de cavalerie en de rijdende artillerie;

Acht weken voor de genie, het luchtvaartwezen, de verbindings- en seintroepen, het bataljon-pontoniers en de afdeeling torpedisten en mariniers.

Niemand mag, zonder volstrekte noodzakelijkheid, onttrokken worden aan de hoogerstaande diensttermijnen en dienst doen buiten de gelederen der compagnies, eskadrons of batterijen.

2^o De tekst van littera E wordt vervangen door den volgende tekst :

Buiten de dringende verloven om ernstige redenen, hebben de militieplichtigen met goed gedrag, die den bij littera B bepaalden werkelijken diensttijd volbrengen, recht op een verlof zonder soldij, waarvan de duur niet méér mag bedragen, dan éénen dag voor elke maand werkelijken dienst.

Wet van 1913.

willigers, te rekenen van hunne dienstneming, mogen niet huwen tenzij met toestemming van den Minister van Oorlog.

(b) De militairen met onbepaald verlof, als hebbende hun gewonen termijn van werkelijken dienst vervuld, kunnen huwen zonder toestemming van den Minister van Oorlog.

Art. 66 (89). — (A) De maatregelen, vereischt tot verzekering van de spoedige en regelmatige terugroeping der militairen met onbepaald verlof, worden bij koninklijk besluit bepaald.

(b) De militairen met onbepaald verlof mogen zich in den vreemde niet vestigen, tenzij ze zich onderwerpen aan zekere door den Minister van Oorlog gestelde voorwaarden.

(c) De militairen die de bepalingen, genomen met toepassing van bovenstaande littera's (A) en (B), overtreden, kunnen, zelfs waar er geene inbreuk op de militaire wetten bestaat, door de militaire overheid worden gestraft en onder de wapens teruggeroepen voor een termijn van den minste acht dagen tot den hoogste zes maanden.

HOOFDSTUK IX.

Van getuigschriften.

Art. 67 (90). — (A) De getuigschriften ter staving van aanvragen tot tijdelijke of bepaalde vrijstelling van den dienst, worden door het college van burgemeester en schep en afgeleverd.

(B) Het college mag slechts bij aanwezigheid van de meerderheid zijner leden beraadslagen.

(c) Bij staking der stemmen, wordt de beslissing tot eene nadere, kort daarna te houden zitting verschoven,

Wet van 1 Maart 1910.

Navo'gende wetten.

Ontwerp.

HOOFDSTUK IX.

Over de getuigschriften.

Wet van 1915.

Wet van 1 Maart 1919.

waarop, zoo noodig, het raadslid, oudste in rang, uitgenoodigd wordt.

(d) Zoo, om eenige reden, de stemmen eene tweede maal staken, is de stem van den voorzitter beslissend.

(e) Over elke vraag dient uitspraak gedaan; de stemmingen worden in de beslissingen opgegeven; wordt het getuigschrift geweigerd, zoo krijgt de belanghebbende daarvan akte.

Art. 68 (91). — De aanvragen om getuigschriften, gegrond op den vermogenstoestand der familie, moeten mondelings of schriftelijk worden gericht, hetzij aan den arrondissementscommissaris, hetzij aan het gemeentebestuur, vóór 22 Juli. Er wordt den belanghebbende akte van zijne verklaring gegeven.

Na dit tijdsbestek komen geene aanvragen meer in aanmerking, indien ze niet zijn gegrond op later voorgekomen feiten.

De militieraad en het Hof van beroep kunnen echter den milicien van het beloopte termijnverval ontheffen, met opgave van de redenen hunner beslissing.

HOOFDSTUK X.

Strafbepalingen.

Art. 69 (92). — Wordt gestraft met boete van 26 frank tot 200 frank :

1^o Wie verwaarloost de inschrijving te vragen binnen den in het eerste lid van artikel 44 bepaalden tijd;

2^o De geneesheeren die, zonder eene door den militieraad, den geschiktheidsraad, het Beroepshof of den revisieraad geldig bevonden reden, op eene of meer

HOOFDSTUK X.

Strafbepalingen.

XIX. N^o 4 van artikel 69 der samengeordende militiewetten valt buiten toepassing.

Aanvolgende wetten.

Ontwerp

XVII. — Bij afwijking aan artikel 68 der geordende militiewetten, komen de aanvragen om getuigschriften, wat de miliciens der klassen 1920 en 1924 betreft, voor de eerste maal, in aanmerking, zonder bepaling van uitersten datum.

HOOFDSTUK X.

Strafbepalingen.

Wet van 1915.

zittingen dezer colleges afwezend blijft, te laat komt, of weigert de hem aangewezen personen aan huis te bezoeken;

3° Wie, stoornis verwekkende of er deel aan nemende op eene zitting door de overheid aan de militieverrichtingen gewijd, weerstand biedt wanneer de voorzitter of de ambtenaar, die de vergadering leidt, hem doen uitdrijven.

Art. 70 (95). — De inbreuk, onder nummer 1° van voorgaand artikel vermeld, wordt vastgesteld bij proces-verbaal van den burgemeester; die, voorzien onder de nummers 2° en 3°, worden vastgesteld bij proces-verbaal van den ambtenaar die de militiezitting voorziet of leidt.

Art. 71 (93). — Wordt gestraft met gevangenzitting van acht dagen tot twee jaar :

1° Wie zich, bij het door de wet bevonden onderzoek naar lichamelijke geschiktheid, uitgeeft of laat doorgaan voor eenen derde, om dezen te doen vrijstellen of tot den dienst toelaten ;

2° Wie, in het contingent zijner klasse begrepen, middelen heeft aange-

Wet van 1 Maart 1919.

Dit artikel wordt aangevuld als volgt :

4° De opgeroepene die voor de rechtsmachten in betwiste zaken onder de gestelde voorwaarden en binnen de gestelde termijnen niet is verschenen.

5° Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar, en met eene boete van 100 tot 1,000 frank of met slechts ééne dezer straffen, hij die van verblijfplaats veranderde om zich aan de wervingsverrichtingen te onttrekken of, met dit doel, bedrieglijke middelen gebruikte.

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—

Wet van 1915.

wend om ziekten of lichaamsgebreken te doen ontstaan of te ontwikkelen, om vrijstelling van dienst te bekomen, of zich met dit doel heeft verminkt of laten verminken, 't zij de vrijstelling toegestaan, 't zij ze geweigerd werd. Na afloop der straf, wordt hij, voor acht jaar, ter beschikking van den Minister van Oorlog gesteld.

Art. 72 (96). — De beschikkingen van boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op de bij deze wet voorziene inbreuken.

Art. 73 (97). — (A) Hij die, geroepen om deel uit te maken van de jaarlijksche lechtning, zich niet aanbiedt bij de inlijving of bij de voorlezing der krijgswetten, is gehouden een termijn van werkelijken dienst van vier jaren te vervullen.

(b) Zoo hij echter door den gouverneur geldig bevonden redenen van belet inroept, wordt hij als de gewone opgeroepen behandeld.

(c) De achterblijver, wiens redenen van verschooning door den gouverneur niet aangenomen worden, kan deze aan het hof van beroep onderwerpen. Het verhaal wordt ingesteld door den belanghebbende, zijn vader, zijne moeder of zijn voogd, naar het bij artikel 9 bepaald onderscheid.

Art. 74 (97^{bis}). — De gouverneurs koudigen, om de zes maanden, op

Wet van 1 Maart 1919.

XX. Het deel van artikel 71 der samengeordende militiewetten betreffende het ter beschikking stellen van den Minister van Oorlog voor eenen termijn van acht jaar, valt buiten toepassing.

Hetzelfde geldt voor de artikelen 73, 74 en 75.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

XVIII. — Zijn niet meer toepasselijk, artikelen 73, 74 en 75 der geordende militiewetten.

Wordt als deserteur beschouwd, bij die zich bij zijn korps of dienst niet heeft vervoegd : in vredestijd binnen de vijftien dagen ; in oorlogstijd binnen de drie dagen na den datum vastgesteld in den oproepingsbrief.

Wet van 1915.

1 Januari en 1 Juli, eene algemeene lijst der achterblijvers af, die in al de gemeenten der provincie aangeplakt wordt, en treffen de noodige maatregelen tot hunne aanhouding.

Art. 75 (98). — Wordt als deserteur beschouwd, de voor de dienst aangewezen Belg, die later het land verlaat om de inlijving te ontgaan.

Art. 76 (99). — In geval van gevangenzitting, krachtens een vonnis ondergaan, wordt de duur van den krijgsdienst verlengd met den tijd in dien staat doorgebracht.

HOOFDSTUK XI.

Van vrijwillige dienstneming.

Art. 77 (100). — (A) Een koninklijk besluit bepaalt de vereischten tot aanneming van de vrijwilligers.

Het bepaalt ook welke voordeelen, andere dan die voorzien bij de wet, hun verleend kunnen worden.

(B) De nog niet tot het leger behorende minderjarige moet eerst een bewijs leveren van de toestemming van zijn vader of zijne moeder weduwe of, zoo hij wees is, van zijn voogd. Laatstgemelde hoeft daartoe bij beraadslaging van den familieraad gemachtigd.

(C) De vrijwilligers van al de soorten verkrijgen, evenals de miliciens, de hoedanigheid van militair door het feit van hunne inlijving en van de hun gehouden voorlezing der krijgswetten.

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

HOOFDSTUK XI.

Over de vrijwillige dienstneming

Wet van 1913.

De vrijwilligers, afgekeurd om lichamelijke ongeschiktheid voor den dienst, kunnen zich van die beslissing op den revisieraad beroepen onder dezelfde omstandigheden als de miliciens.

Vrijwilligers van beroep.

(b) Dienstnemingen kunnen voor den duur van ten minste één militietermijn worden gesloten door elken Belg die zestien jaar en ten hoogste vijf en dertig jaar oud is, zoo hij nog niet heeft gediend, ten hoogste veertig jaar zoo hij reeds heeft gediend.

(c) Dienstnemingen kunnen ook worden aangegaan door de vreemdelingen die militieplichtig zijn en door hen, die het recht hebben de Belgische nationaliteit te kiezen.

Militievrijwilligers.

(f) Worden gemachtigd om, van hun achttien jaar af, als militievrijwilligers te dienen, de jongelingen die, moeten zij wachten tot dat het tijdstip hunner inschrijving gekomen is, daardoor groot nadeel zouden kunnen lijden.

Worden bovendien gemachtigd om, van hun zeventien jaar af, als militievrijwilligers te dienen, de jongelingen die de verbintenissen aangaan de proeven te doorstaan, vereischt tot hunne opneming in de reservekaders. Een koninklijk besluit regelt de omstandigheden waarin zij het voordeel dezer bepaling kunnen genieten, alsmede de wijze van vervulling hunner militieverplichtingen.

Die twee soorten van militievrijwilligers worden gelijkgesteld met de militieplichtigen der lechtiging waartoe zij behooren door hunne dienstneming.

Wet van 1 Maart 1919.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

(Wet van 15 November 1919, art. 5)

Art. 5. — Littera D van artikel 77 der samengeordende militiewetten wordt aangevuld zooals volgt :

« In tijd van mobilisatie mag men dienstverbintenissen aanvaarden voor den tijd dat het leger op oorlogsvoet zal blijven.

» Deze dienstverbintenissen ontslaan de belanghebbenden niet van de verplichtingen welke hun, bij voorkomend geval, in zake militie mochten opgelegd zijn. »

Deze bepaling is hernomen in het hoofdstuk VIII n^o XVI van het tegenwoordig ontwerp.

(Wet van 10 Augustus 1920.)

Eerste artikel. — De op de inschrijving voor de lichting van 1920 volgende wervingsverrichtingen zullen in 1921 kunnen plaats hebben, behoudens betreffende :

5^o De jongelingen bedoeld bij artikel 77, letter F, eerste lid der bij het Koninklijk besluit van 1 October 1913 samengeordende militiewetten.

Zij zullen opnieuw gevoegd worden bij de eerste klasse die tot den werkelijken dienst zal geroepen worden na het nemen der hen betreffende beslissing.

XIX. — De letters *d, e, f* van artikel 77 der geordende militiewetten worden ingetrokken en vervangen door de volgende beschikkingen.

Beroepsvrijwilligers.

Er kunnen vrijwillige dienstnemingen voor den duur van een militietermijn aangegaan worden, van den ouderdom af van zestien jaar, door iederen Belg, evenals door elken vreemdeling die gehouden is tot den militiedienst, of die het recht heeft de Belgische nationaliteit te verkrijgen.

Militievrijwilligers.

Mogen van hun achttien jaar af, als militievrijwilligers dienen, de jongelingen die, moesten zij wachten tot den normalen tijd der oproeping hunner klasse onder werkelijken dienst, daardoor een ernstig nadeel zouden kunnen ondergaan.

De militievrijwilligers zijn gelijkgesteld met de miliciens der klasse met dewelke zij onder de wapens worden geroepen, en worden bij die klasse gerekend.

Wet van 1913.

Wet van 1 Maart 1919.

Bedieningen en pensioenen.

(c) De betrekkingen bij de troepenkorpsen, worden, in de mate van het mogelijke, opgedragen aan wederdienstnemende militairen of aan gemilitariseerde burgers.

(u) De aard van deze bedieningen en het getal harer titelvoerders worden bij koninklijk besluit bepaald.

(i) Een koninklijk besluit bepaalt ingelijks de diensten van de krijgsinrichtingen en de bedieningen, buiten de hooger bedoelde, welke zullen toevertrouwd worden aan oud-soldaten die hunne militieverplichtingen vervuld hebben en, bij ontstentenis, aan aangestelden die niet bij de troepenkorpsen van het leger gediend hebben.

(j) Het getal oud-militairen en aangestelden, die niet hebben gediend bij de troepenkorpsen van het leger en worden geroepen tot de bedieningen waarvan sprake in de drie vorige paragrafen, zal niet achttienhonderd te boven gaan.

(κ) De titelvoerders van de bedieningen bij de troepenkorpsen en de krijgsinrichtingen, aangeworven bij toepassing van dit artikel, gaan eene bijzondere verbintenis aan voor den duur van ten minste één jaar. Zij trekken een loon of eene jaarwedde in verhouding tot hunne bekwaamheid en hunne bediening. Zij hebben, op eenen bij koninklijk besluit te bepalen leeftijd, recht op een pensioen in verhouding tot hunne bezoldiging en tot het getal hunner dienstjaren.

(L) Zij die niet tot het leger behoren, verkrijgen de hoedanigheid van soldaat door het feit hunner indiensttreding en der voorlezing van de krijgswetten, welke hun gedaan wordt.

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—

Wet van 1915.

(n) Ingeval van mobilisatie van het leger wordt de duur van de dienstverbintenis des aangestelden, waarvan hooger sprake, van rechtswege verlengd voor gansch den tijd dat het leger op oorlogsvoet blijft.

(n) In de bij deze wet gevoegde tabel zijn nader vermeld de bedieningen, waarvoor de voorkeur wordt gegeven aan oudvrijwilligers of aan opnieuw dienstnemenden naar de volgorde van den langsten volbrachten dienstdtijd.

(o) De voorkeur stelt nooit vrij van de voorwaarden van toelating tot de bediening. Er wordt nochtans eene uitzondering gemaakt, wat betreft de ouderdomsgrens. Deze mag overschreden worden met een voor elke bediening te bepalen getal jaren.

(p) De onderofficieren en de korporaals (brigadiers), die een rustpensioen genieten, blijven, gedurende tien jaar, ter beschikking van den Minister van Oorlog.

HOOFDSTUK XII

Bijzondere bepalingen

Art. 78 ⁽¹⁰¹⁾ — (a) De Koning neemt alle noodige maatregelen tot uitvoering van de wet, bepaalt den vorm der registers en der andere stukken, alsmede het getal en den aard der stukken, waarvan overlegging voorgeschreven. Alle stuk dat niet met de voorbeelden overeenkomt, wordt afgewezen.

(b) Ieder jaar worden, in al de gemeenten des lands, op Staatskosten, de bepalingen van deze wet betreffende de vrijwilligers, alsmede de bepalingen van de besluiten tot hare tenuitvoerlegging aangeplakt. Zij worden, daarenboven, rondgedeeld onder al de jongelingen die den voor de militie vereischten leeftijd hebben bereikt.

Wet van 1 Maart 1919.

Navelgende weten.

Ontwerp.

Wet van 1818.

Art. 79 (102). — Alle akten en stukken betreffende de militie zijn vrij van zegel- en registratiekosten.

Art. 80 (105). — De persoon, waarop de door deze wet voorziene plichten drukken, en die van negentien tot acht en twintig jaar oud is, mag niet tot het aangaan van een huwelijk toegelaten, tenzij na overlegging van een getuig-schrift, vaststellende dat hij de plichten, opgelegd 't zij door de vroegere wetten op de militie, 't zij door deze wet, vervuld heeft. In dit geval is het allen ambtenaar van den burgerlijken stand verboden over te gaan tot de huwelijks-afkondigingen, op straf van eene correc-tioneele boete van 300 tot 800 frank.

Art. 81 (104). — Zulke persoon kan geen patent of geen reispas voor het buitenland bekomen, tenzij na bewezen te hebben dat hij aan de wetten op de militie voldaan heeft.

Echter kunnen de militairen met onbepaald verlof een patent bekomen, mits hun verlofpas te toonen, en een reispas voor het buitenland, mits over-legging eener machtiging vanwege het Departement van Oorlog.

Art. 82 (105). — Niemand mag toegelaten tot eene, op de gelden van den Staat, de provincie of de gemeente bezoldigde bediening, tenzij na bewezen te hebben dat hij aan de wetten op de militie voldaan heeft.

Art. 83 (107). — Bij maatregel van algemeen bestuur zullen in al de regi-menten des legers, scholen voor de militairen in werkelijken dienst inge-richt worden.

Het bijwonen der aanvankelijke leer-gangen door al de soldaten, die lezen noch schrijven kunnen, wordt beschouwd als deel uitmakende van den dienst en is, als zoodanig, verplicht.

Wet van 2 Maart 1819.

Navolgende wetten.

—

Ontwerp.

—

Wet van 1913.

HOOFDSTUK XIII.

Overgangsbepalingen

Art. 84. — De miliciens van 1913 en de uitgestelden der vorige lichtingen, vrijgesteld wegens broederdienst, alsmede de jongelingen, door een broeder vervangen, vóór de lichting van 1913, behouden hunne rechten op de vernieuwing of op het bekomen van vrijstelling, onder de omstandigheden voorzien bij de ingetrokken voorschriften der samengeordende militiewetten. De ingeschrevenen, die in den echt zijn getreden vóór 15 Maart 1913, behouden het recht op vrijstelling waarop zij aanspraak hadden kunnen maken onder 't beheer der afgeschafte wet.

Wet van 1 Maart 1919.

Art. 3. — Deze wet is eveneens van toepassing op al de manschappen die, opgeroepen om van een militiecontingent deel uit te maken krachtens de in artikel 1 vermelde besluit-wetten, aan de hun opgelegde verplichtingen niet voldaan hebben.

Zij worden behandeld zooals de manschappen der bijzondere lichting van 1919, waarbij zij ingedeeld worden, met dien verstande dat de straffen voorzien bij de besluit-wetten van 5 Januari 1916, 20 Mei 1916 en 21 Juli 1916, op hen van toepassing zijn.

De opgeroepen van deze soort kunnen slechts tot den leeftijd van 40 jaar opgeëischt worden.

Wet van het contingent van 30 December 1919).

Art. 4. — De personen die, krachtens de wet van 1^o Maart 1919 tot militaire verplichtingen verbonden waren en die op 1^o Februari 1920 niet voor eene wervingscommissie zullen ver-

Navolgende wetten.

Ontwerp

(Wet van 10 Augustus 1920.)

Art. 2. — De bij 1^o van artikel 1 hierboven bedoelde weerspannigen, nalatigen en achterblijvers, die deel uitgemaakt hebben, hetzij van het Belgisch leger zonder dat hun onregelmatige toestand werd ontdekt, hetzij van het leger van een der geallieerde of geassocieerde naties, worden ambtshalve gelijkgesteld met de miliciens of, volgens het geval, verontschuldigd en ontheven van alle bijkomende dienstverplichting in vredetijd. Hun militietermijn vangt aan op 15 September van het jaar gedurende hetwelk zij tijdens den oorlog werden ingelijfd.

Art. 6. — Worden alleen beschouwd als inbreuk makende naar de opvatting van artikel 4, 2^e lid der wet van 30 Décembre 1919, de personen waaraan de wervingsbesluit-wetten *werkelijke ver-*

Artikel 2.

Onder voorbehoud der toepassing van artikel 2 der wet van 10^e Augustus 1920, worden ingeschreven in het register der dienstweigeraars of der nalatigen, volgens het geval, al degenen die, dienstverplichtingen hebbende die voortvloeien uit de vroegere wetten en wetbesluiten, hun toestand niet hebben doen in regel brengen op 1 Juni 1921.

b) De militierechtsmachten oordeelen over de gegrondheid der beweegredenen ingeroepen om het laattijdig verschijnen te rechtvaardigen. Wordt de verontschuldiging aangenomen, dan worden de belanghebbenden uit het register der dienstweigeraars geschrapt en gelijkgesteld met de onder toepassing van onderhavige wet vallende gewone miliciens. In tegenovergesteld geval worden zij behandeld zooals er staat in het litt. F van het artikel 10 der geordende militiewetten, en beroofd van het gebeurlijk voordeel der gunstige beschikkingen voorzien onder n^o IV van onderhavige wet.

Welke ook de getroffen beslissing weze, zij die, buitendien, verkeerden in

Wet van 1918

Wet van 1 Maart 1919.

schenen zijn, zullen ambtshalve ingeschreven worden onder de lijst der ingeschrevenen van het jaar in welks loop hun onregelmatige toestand zal ontdekt zijn en behandeld gelijk de miliciens dezer lichting.

Evenwel zullen deze onder hen die, geroepen om deel uit te maken van een militiecontingent, gedurende den oorlog aan de hun opgelegde verplichtingen niet voldeden, onder de strafbepalingen vallen voorgeschreven bij de besluitwetten van 5 Januari 1916, 20 Mei 1916 en 21 Juli 1916, ongeminderd de toepassing der bekrachtigingen welke bij de samengeordende militiewetten ten opzichte der weigeraars voorzien zijn.

Zij mogen opgezocht worden tot den ouderdom van 40 jaar.

Navolgende wetten.

Ontwerp.

plichtingen voor den dienst voor den duur van den oorlog oplegden.

De krachtens artikel 4 ingestelde rechtsmachten beslissen in elk geval :

1^o Of de belanghebbende inbreuk maakt ten opzichte der wervingsbesluit-wetten ;

2^o Of hij dienstverplichtingen heeft naar de opvatting der samengeordende militiewetten, gewijzigd bij de wetten van 1 Maart, 15 November en 30 December 1919.

Volgens de uitgebrachte beslissing verwijzen zij hem, bij toepassing der besluit-wetten van 5 januari, 20 Mei en 21 Juli 1916, naar het beteugelend gerecht of, desgevallend, stellen zij aan den Minister van Binnenlandsche Zaken voor den naam van den belanghebbende te schrappen in het register der weerspanningen.

(Wet van 15 November 1919, art. 4 voorlaatste lid.)

« Bij aanwijzing tot den dienst en ingeval deze aanwijzing onherroepelijk is geworden, kan de Minister van Oorlog den militieplichtige, naar het geval, geheel of gedeeltelijk ontslaan van zijne dienstverplichtingen, indien uit een onderzoek blijkt dat de belanghebbende op eene vermindering of op eene vrijstelling recht had.

staat van overtreding der wet-besluiten houdende regeling der werving, gedurende den veldtocht 1914-1918, blijven strafbaar met de straffen bepaald in de wet-besluiten van 5^e Januari, 20 Mei en 21 Juli 1916, en worden bij het beteugelend gerecht aangeklaagd.

Artikel 3.

De beschikkingen voorzien bij artikel 4, voorlaatste lid der wet van 15 November 1919, zijn toepasselijk op de onder toepassing van onderhavige wet vallende miliciens.

Artikel 4.

Al de vroegere wijzigingen of afwijkingen, toegebracht aan de geordende militiewetten en die strijdig mochten zijn met de onderhavige wet, worden ingetrokken.